

SERVICES	
Assessment	2
Management	10
Design	10
Marketing	10
Construction	8

M^{me} Danielle Mitterrand hospitalisée
au Val-de-Grâce

L'évolution du conflit du Golfe après les affrontements de La Mecque (402 morts)

Guerre de religion

Que s'est-il réellement passé vendredi devant la Grande Mosquée de La Mecque ? Qui porte la responsabilité de ce nouveau « vendredi noir » ? Tout aurait pourtant été fait pour éviter un tel bain de sang. Le responsable des pèlerins iraniens, l'hodjatoleslam Mehdi Karroubi, réputé modéré, s'était entreteint longuement, mercredi soir, avec le ministre saoudien du pèlerinage et des affaires religieuses. Il lui avait demandé de ne rien faire pour empêcher les pèlerins de participer à la grande manifestation de vendredi à La Mecque.

Tout semblait donc devoir se dérouler dans l'ordre, d'autant plus que cette année, contrairement aux précédents pèlerinages qui furent marqués par de fortes tensions entre Téhéran et Ryad, les Iraniens avaient évité de critiquer l'Arabie saoudite. Leur manifestation du 22 juillet à Médine s'était déroulée dans un calme parfait. On ne peut donc exclure un « dérapage » de la part des forces de l'ordre saoudiennes, obsédées par les problèmes d'insécurité depuis l'occupation, en 1979, de la Grande Mosquée de La Mecque par un groupe armé de dissidents sunnites. On ne peut écarter non plus la thèse d'une « insurrection » montée par ceux – et ils sont nombreux dans les deux camps – qui ont intérêt à ce que le sang coule et creuse davantage le fossé entre les différents acteurs du drame.

Pour se prononcer clairement sur les responsabilités directes du massacre, il faudra attendre la formation d'une commission d'enquête impartiale. Il reste, en particulier, à savoir pourquoi les autorités saoudiennes ont tenté d'abord de minimiser la gravité des incidents en affirmant qu'ils n'avaient fait que « quelques victimes et blessés », refusant ensuite aux iraniens le droit de conduire leur propre enquête.

Ce massacre apporte de l'eau au moulin de l'imam Khomeiny, qui, on s'en souvient, avait qualifié, en septembre 1980, l'entrée des troupes irakiennes en Iran de « guerre bénie ». Le régime chiite de Téhéran a besoin, pour survivre et mobiliser la rue, du culte du martyr, qui lui a permis jusqu'à présent de surmonter les obstacles les plus difficiles et de remporter sur le terrain ses « demi-victoires militaires » au prix d'énormes sacrifices consentis au nom de la religion. L'immense manifestation qui a lieu dimanche à Téhéran, où l'on n'avait rien vu de pareil depuis des années, démontre toute l'efficacité de cette stratégie.

Tout semble indiquer que, ayant perdu tout espoir de remporter la victoire sur le terrain, l'imam Khomeiny a décidé de transférer la bataille contre les «apôtats de l'arrogance mondiale, dirigés par les États-Unis criminels» sur le terrain de la religion, sur lequel il se sent le plus fort. C'est, tout au plus, le thème du récent message qu'il a adressé aux pélerins dans le but de les galvaniser et de les mobiliser dans la lutte contre les forces du Satan». Du coup, tous les efforts patients de la diplomatie iranienne, qui avaient réussi, depuis près de deux ans, à détacher en partie l'Arabie saoudite du camp iranien sont remis en question.

L'hojatoleslam Rafsanjani, qui avait été le principal artisan de cette politique, a dû changer son fusil d'épaule. Il réclame maintenant le renversement de la «dynastie corrompue des Saoud», à laquelle il dénie le droit de garder les lieux saints de La Mecque. Il a juré de venger les martyrs du «vendredi noir», laissant ainsi entrevoir un nouveau et terrible chapitre de la guerre du Golfe transformée en guerre de religion.

- **Téhéran appelle à venger les pèlerins iraniens**
- **Les pays arabes se déclarent solidaires de Ryad**

La tension est extrême entre Téhéran et Ryad après la mort de quatre cent deux personnes, dont deux cent soixante-quinze iraniens, selon l'Arabie saoudite, dans les émeutes du vendredi 31 juillet à La Mecque. Les deux capitales se rejettent la responsabilité. La plupart des pays arabes se sont déclarés solidaires de Ryad. Seules la Libye et la Syrie ont une position plus nuancée.

a appelé, dimanche, au renversement — pour venger les morts — de la monarchie saoudienne, alors que celle-ci a manifesté, jusqu'à présent, une grande prudence.

C'est au Liban, où les extrémistes chiites tiennent le haut du pavé, que le soutien au régime de l'imam a été le plus manifeste.

M. Chirac a réaffirmé dimanche que, en cas d'agression iranienne, la France riposterait, « bien entendu ». Répondant aux accusations portées par le président du Parlement iranien à propos des relations entre Téhéran et l'ancienne opposition, le premier ministre a démenti que celle-ci ait demandé à Téhéran de reporter la libération des otages au-delà des élections de mars 1986.

- Lire
pages 3 à 6
- Le récit des événements.
 - Les discours
de M. Khomeiny
et de M. Rafsandjani.
 - Les déclarations
du premier ministre.
 - Les réactions
en France
et à l'étranger.



L'orgueil blessé

par **ANDRÉ FONTAINE**

FESTINA LENTE. Hérité-t-il lentement, disaient les Romains. Tandis que les aotéiens, encore épuisés par l'annuelle transhumance, disputent leurs quartiers d'été à la pluie ou au mistral, le Clergemaçu, orgueil de la flotte française, gagne la plage, utilise les moines de la mer d'Oman. « Gesticulation », commente le candidat du PC à la présidence de la République, qui, en d'autres temps, eût crié à la provocation. « Gesticulation », lui fait écho pour une fois le Front national, qui cède le gouvernement à la gauche. L'écroulé, sans pour autant besaculiser, se risque à dire ce qu'il ferait à sa place.

Et pour cause. Les États-

Unis, dont les moyens sont cent fois supérieurs aux nôtres, ne sont pas moins embarrassés. Reste que la France se trouve directement désemparée et qu'il n'est peut-être pas inutile, avant de s'interroger sur ce qu'elle peut faire, de rappeler par qui, et pour quoi.

Notre pays et d'autres en Europe fondent sur une histoire millénaire leur prétention de se gouverner à leur guise. Mais l'Iran plonge ses racines dans un passé beaucoup plus lointain. Le chah, bien que la dynastie à laquelle il appartenait ait été fondée par son colonel de père, se posait volontiers en successeur du grand Cyrus, dont le 2 500^e anniversaire fut marqué, en 1971, à Persépolis,

par des fêtes au faste insensé. Le chah est tombé, mais le sentiment d'appartenir à un grand peuple profondément différent des autres n'a jamais été si fort parmi les Iraniens.

Or il se trouve que ce peuple

hier a été lourdement humilié au cours de ce siècle, notamment par la Grande-Bretagne et la Russie, qui par deux fois se sont emparées de ses sources. En 1930, pour s'y tailler des perspectives d'influence et se faire reconnaître, en ce qui concerne la seconde, un droit d'intervention au cas où ses intérêts seraient menacés. En 1941 pour déposer un souverain jugé trop proche d'Hitler, le régime de l'Axe, lui substituer son jeune fils et occuper ce pays, voie d'accès singulièrement commode aux arrières soviétiques. Amir Abbas Hoveyda, futur premier ministre du chah, qui devait être liquidé dans les conditions ignobles par les ayatollahs, nous a raconté que, rentrant de France où il faisait ses études, il avait vu chez lui, à l'époque, des trains sur lesquels des soldats anglais avaient écrit en lettres rouges : *Les Persans*. » On n'est pas peu spirituel ; ce sont des choses qui ne s'oublient pas, même lorsqu'on est parvenu au sommet du pouvoir.

(Lire la suite page 6.)

Vive tension à Gaza

**Le commandant de la police militaire israélienne
a été assassiné**
PAGE 6

Les prisons britanniques surpeuplées

Trois mille cinq cents libérations anticipées
PAGE 9

Martha Graham à Avignon

La prêtresse de la danse chez les papes
PAGE 11

Concordances des temps

Les provocateurs
PAGE 2

Le Monde

- La conjoncture : les déboires du commerce extérieur
 - L'état de la France : le poids des mauvais élèves
 - La chronique de Paul Fabra.
- Pages 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 24

Les professionnels dans l'Admiral's Cup

La fin de la voile en blazer

Les Britanniques ont dominé les deux dernières régates de l'Admiral's Cup, l'officieux championnat du monde de course au large, organisé tous les deux ans à Cowes (île de Wight). Avant les trois dernières courses, dont la célèbre Fasniet, les Français sont huitièmes de cette épreuve par équipes nationales de trois bateaux.

COWES
de notre envoyé spécial

Temple de la tradition, le Royal Yacht Squadron (RYS) accueillait le « tout-voile » en blazer et pantalon blanc à la veille du premier coup de canon de l'Admiral's Cup. Dans les salons, l'ex-roi Constantin de Grèce, qui participait autrefois à ces régates avec le prince Philip d'Edimbourg,

cotoyait les nouveaux princes de la voile consacrés par la dernière Coupe de l'America commandée par l'Australien Ian Murray, l'Irlandais Harold Cudmore ou les Américains John Kolius, Rod Davis et John Bertrand. Dehors, autour de la plate-forme crénelée qui surplombe vingt-deux canons dorés, le paysage n'avait sans doute pas changé depuis ce jour funeste de 1851 où la reine Victoria vit la goélette *America* mettre fin à la suprématie des marins anglais sur les océans.

Comme au début du siècle, les plages environnantes sont désertes et le vent n'en finit jamais de chasser les nuages au-dessus du Solent, ce bras de mer entre l'île de Wight et l'Angleterre. Depuis des générations, le vie estival est rythmé par les régates, et toute l'activité se concentre le soir dans

Hight Street, l'artère principale jalonnée de boutiques de souvenirs et de pubs aux façades de bois multicolores et aux moquettes imprégnées de bière par les bourrades des marins.

C'est à bonne distance du RYS, à l'autre extrémité de Hight Street, que s'est opérée la grande révolution de l'Admiral's Cup. L'odeur des saucisses grillées annonce la marina parcourue de jeunes gens en tee-shirts aux couleurs de grandes firmes. Les membres du Royal Ocean Racing Club (RORC) et du RYS avaient été les premiers à faire un accroc à leurs traditions en signant en 1982 un accord de financement de dix ans les obligeant à rebaptiser officiellement leur épreuve Champagne Mumm Admiral's Cup.

GÉRARD ALBOUY.
(Lire la suite page 10.)

Bertrand
POIROT-DELPECH
de l'Académie française

**Monsieur
Barbie
n'a rien à dire**

GALLIMARD *nrf*

L'évolution de la guerre du Golfe après les émeutes de La Mecque

Les sanglants affrontements de La Mecque ont provoqué de nombreuses réactions dans le monde arabe, qui, dans sa majorité, apporte son plein soutien à l'Arabie Saoudite.

Dénonçant « l'étrangeté des déclarations des dirigeants iraniens » faites « après » ces affrontements, Le Caire a demandé à l'OCI — Organisation de la Conférence islamique — de convoquer un sommet extraordinaire. Le président Moudahar, à par ailleurs, assuré le roi Fahd du « soutien de l'Égypte aux mesures prises par les autorités saoudiennes pour la protection et la sécurité des lieux saints islamiques ». Le quotidien égyptien *Al-Ahram*, pro-gouvernemental, a invité le monde islamique « à se mobiliser pour empêcher la clique au pouvoir en Iran de poursuivre son exploitation de la religion pour commettre des crimes ».

De son côté, le roi Hussein de Jordanie a exprimé son « soutien total » au roi Fahd, auquel il a téléphoné pour lui dire que « la sécurité du royaume saoudien fait partie intégrante de celle de la Jordanie ». Condamnant les « troubles provoqués » par les Iraniens sur les lieux saints, Bagdad, pour sa part, appelé à une position islamique et arabe commune face aux « actions subversives iraniennes ». Le Conseil de la révolution irakienne, réuni sous la présidence de M. Saddam Hussein, a même demandé que l'accès à La Mecque soit interdit aux pèlerins iraniens.

Le conseil des ministres du Bahreïn a exprimé son « profond regret et son vif dépit » après « les violences commises par certains pèlerins iraniens » à La Mecque. Le président palésinien, le général Yassir Arafat, a fait part au roi Fahd, au cours d'un entretien téléphonique, de sa « profonde agacement » et de sa « douleur » à la suite des affrontements, appuyant les efforts de l'Arabie Saoudite pour que le pèlerinage soit assuré dans « la dignité, la sécurité, l'unité et la paix ». Le président Amine Gemayel du Liban, chrétien maronite, a également fait part au roi Fahd de « la solidarité du Liban avec le royaume saoudien dans les circonstances difficiles qu'il traverse ». Le secrétaire général de la Ligue arabe, lui aussi, adressé un message « de sympathie et de solidarité » au souverain saoudien.

An Maghréb, le roi Hassan II a « vigoureusement » condamné ces événements « douloureux » et « menés par les Iraniens dans le but de porter atteinte à la sécurité du royaume d'Arabie Saoudite et à son régime ». Dans un message au roi Fahd, il a exprimé son soutien à tous les efforts entrepris par l'Arabie Saoudite « pour défendre sa sécurité et sa stabilité ». Le président Bourguiba, qui a rompu les relations diplomatiques avec l'Iran le 26 mars dernier, a également exprimé sa « solidarité » avec le roi Fahd et lui a dit sa « considération » pour son « attitude ferme ».

La presse tunisienne a violemment condamné ces incidents, « actes de subversion commis par des agents iraniens dissimulés sous les habits rituels des pèlerins », écrit *As-Sahab*. Le journal gouvernemental *la Presse* écrit pour sa part : « Il faut mettre un terme à la paranoïa politique et à l'hérésie de l'Iran de Khoméini, car en profanant le Lieu saint de l'Islam, il s'en prend à tous les musulmans de la Terre ».

Après un silence de vingt-quatre heures, l'Algérie a exprimé dimanche sa « profonde affliction ». Sans toutefois mentionner l'Iran, un communiqué du ministère des affaires étrangères indique : « L'Algérie regrette également que les efforts traditionnels du royaume d'Arabie Saoudite pour garantir aux pèlerins les meilleures conditions de séjour dans l'accomplissement de leur devoir religieux aient été confrontés à cette cruelle épreuve ».

Pour sa part le colonel Kadhafi, qui a reçu dimanche l'ambassadeur d'Iran à Tripoli, lui a exprimé ses « profonds regrets pour ce qui s'est passé ». Le colonel Kadhafi a déclaré, selon l'agence *Jana*, que « la Grande Mosquée de La Mecque, que Dieu a voulu comme un lieu sûr pour les musulmans, ne l'est plus désormais ». Il a estimé que les incidents prouvent la nécessité d'une « internationalisation islamique » de ces lieux saints, de sorte que les pèlerins « n'aient plus à demander à quiconque la permission de s'y rendre ». « Chaque Etat musulman

serait responsable de ses propres pèlerins », a-t-il ajouté.

En Syrie, allié de l'Iran, le président Assad a, selon l'agence SANA, téléphoné dimanche soir au roi Fahd pour lui exprimer ses « regrets pour les incidents qui se sont déroulés à La Mecque ». Le président syrien s'était entretenu samedi avec le vice-ministre iranien des affaires étrangères, venu à Damas parler de la situation dans le Golfe.

En Israël, le ministre des cultes, M. Zevoulon Hammer a « déploré » ce drame. Quatre mille pèlerins arabes israéliens, auxquels il faut ajouter 2500 Palestiniens des territoires occupés, effectuent cette année le pèlerinage.

À Washington, les États-Unis ont rejeté « comme étant sans fondement » les accusations iraniennes selon lesquelles les États-Unis seraient derrière les affrontements.

À Castelgandolfo, sa résidence d'été, le pape Jean-Paul II s'est dit « profondément attristé ». « Ces événements font suite à des nouvelles de plus en plus inquiétantes de la guerre entre l'Irak et l'Iran et de la tension dans la région du Golfe », a déclaré le pape, qui a demandé aux fidèles de prier pour les victimes des affrontements et pour ceux qui souffrent, ajoutant : « Que Dieu les incite à la compréhension, la fraternité et la réconciliation. » — (A.F.P., Reuter.)

Riyad et Téhéran donnent des versions contradictoires du « vendredi noir »

Le calme est revenu le dimanche 2 août à La Mecque, et les deux millions de fidèles musulmans ont continué à suivre le programme normal des rites du pèlerinage, quarante-huit heures après ce que les Iraniens ont appelé le « massacre du vendredi noir ». Les forces de l'ordre saoudiennes n'ont pas eu à intervenir pour faire respecter la décision des autorités d'interdire toute manifestation, les pèlerins iraniens ayant renoncé à la marche qu'ils avaient initialement prévue. Selon le général saoudien chargé de la sécurité, M. Mohamed Ben Rajab al Harbi, le départ des pèlerins vers Médine s'est déroulé dans le calme. Les pèlerins se rassemblent dans cette banlieue de La Mecque avant de passer la journée de lundi sur le mont Arafat, un des rites essentiels du pèlerinage.

La polémique entre Riyad et Téhéran s'est poursuivie néanmoins dimanche, tant sur le nombre des victimes que sur les circonstances des affrontements devant la grande mosquée de La Mecque. Revenant sur leurs premières déclarations qui ne parlaient que de « plusieurs victimes et blessés », les autorités saoudiennes ont révélé que 402 personnes, dont 275 Iraniens, avaient trouvé la mort et 649 autres avaient été blessées au cours de ces affrontements entre manifestants iraniens et policiers saoudiens. Cependant, la radio de Téhéran, qui avait avancé le chiffre de 200 morts samedi, affirme sur la foi des déclarations d'un responsable des pèlerins iraniens qu'il y a eu en fait 650 morts ou disparus et 700 personnes hospitalisées.

Des gaz asphyxiants

La télévision saoudienne a présenté dimanche des images tournées dans la périphérie de la grande mosquée de La Mecque montrant plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens en train de manifester en brandissant des portraits de l'imam Khomeiny et de son successeur désigné, l'ayatollah Montazeri, ainsi que des banderoles où était notamment inscrit : « Dieu est avec nous, l'imam Khomeiny ou Allah Akbar » (Dieu est le plus grand). Selon ces images, les premiers affrontements semblent avoir commencé quand les pèlerins ont chargé avec des bâtons et des pierres les cordons de policiers saoudiens, et tenue anti-couronne, au nombre de plusieurs centaines. Les policiers ont parfois répliqué en désordre tandis que les manifestants tentaient d'incendier des motos et des voitures ainsi que des bâtiments. La police saoudienne a fait usage de grenades lacrymogènes alors que les manifestants attaquaient avec des cocktails, a affirmé le commentateur de la télévision.

La télévision n'a pas montré d'autres images, alors que des membres du corps médical assistant les pèlerins avaient déclaré samedi que les incidents les plus violents s'étaient produits à proximité de la résidence des pèlerins iraniens. Elle s'est contentée de montrer des manifestants et des policiers blessés évacués vers des ambulances ou des voitures par des participants aux incidents. Le commentateur de la télévision a souligné que « si les forces de l'ordre n'avaient fait usage d'armes à feu durant tous ces incidents ».

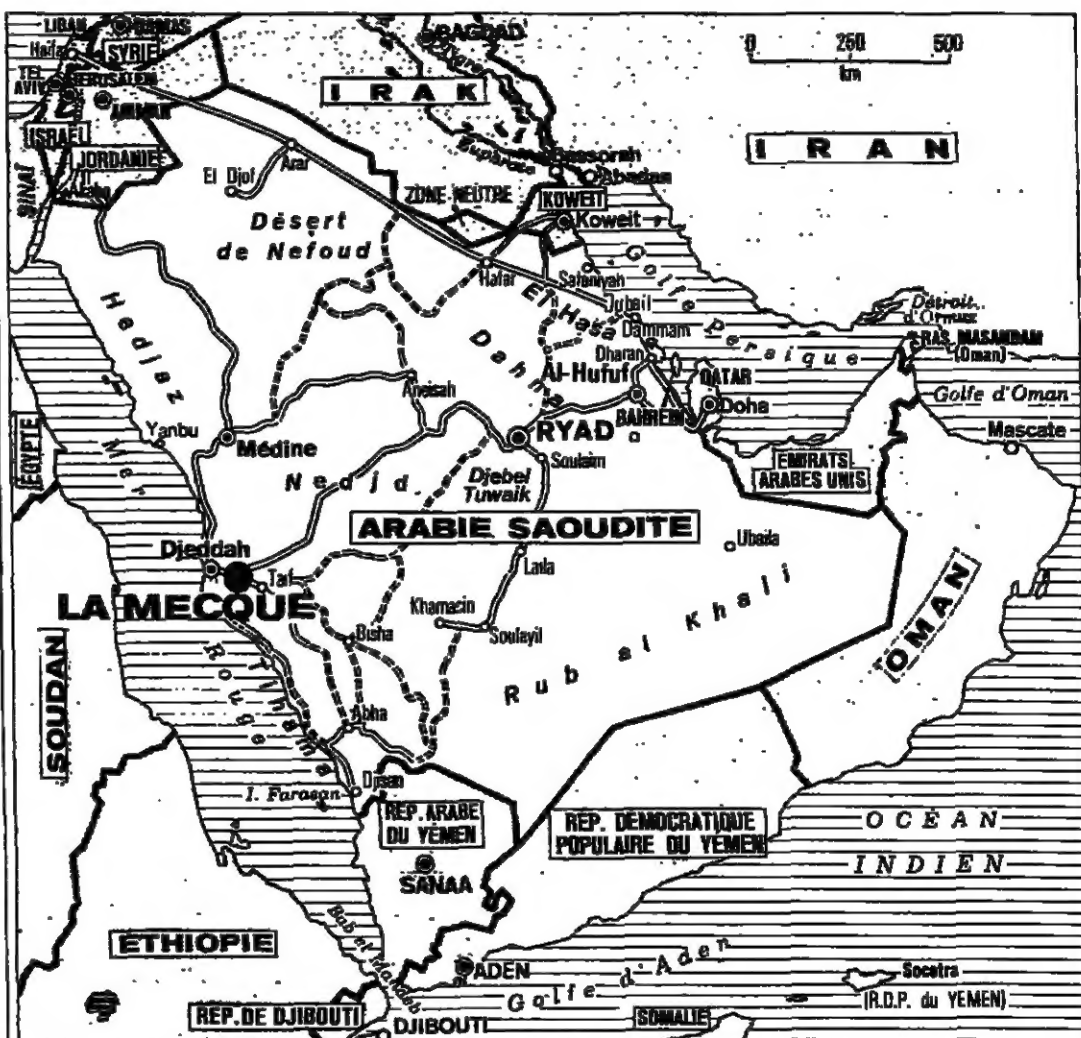
À Téhéran, on affirme que la télévision saoudienne n'a montré que ce

qu'elle a bien voulu montrer. M. Rafsandsjani a pour sa part décrit longuement les incidents du « vendredi noir » à La Mecque dans le discours qu'il a prononcé dimanche devant les manifestants iraniens. « Des pèlerins sans armes et pacifiques », a-t-il dit, ont été attaqués par la police saoudienne, qui a tiré sur eux. Les manifestants ne pouvaient se disperser, car la police avait bloqué les deux sorties de la rue et les attaquait à partir des toits. Même ceux qui ont voulu se réfugier chez des habitants ont été poursuivis et attaqués. La police a aussi utilisé des gaz. L'holocauste islamique Mahdi Karroubi, qui conduisait les pèlerins iraniens, a également accusé les policiers d'avoir utilisé des gaz asphyxiants et d'avoir ouvert le feu contre des ambulances qui évacuaient les morts et les blessés.

À Djeddah, le conseil des ministres saoudien, après avoir pris connaissance des rapports et des documents filmés, a adressé des messages explicatifs aux chefs d'Etat islamiques et arabes les informant du déroulement de ces incidents. Ces documents filmés seront présentés aux délégués de ces pays pour montrer que ce qui a été dit par la presse iranienne « n'est pas conforme à la réalité ». Le conseil des ministres a exprimé, par ailleurs, « son profond regret que les incidents provoqués par des centaines de pèlerins iraniens autour de la Grande Mosquée de La Mecque aient fait des centaines de victimes, piétinées par les manifestants comme le montrent les documents. Le gouvernement saoudien a épuisé tous les moyens pour coopérer avec le gouvernement iranien direct ou par le biais d'intermédiaires. Nous avons longtemps fermé les yeux sur les violations des lois de notre pays au cours des dernières années non par faiblesse, mais par tolérance et par souci de la sécurité des deux millions de pèlerins ».

Samedi, après l'occupation pendant quelques heures des ambassades du Koweït et de l'Arabie saoudite à Téhéran par des manifestants et des « étudiants islamiques », le gouvernement iranien avait lancé des appels au calme pour reprendre le contrôle de la situation et éviter tout risque de dérapage. Le président Ali Khamenei avait, en outre, demandé à la population de ne pas participer à des manifestations désorganisées, et à s'en tenir à la grande manifestation prévue pour dimanche. La radio iranienne, pour sa part, a affirmé que les occupations d'ambassades s'étaient faites contre le gré des forces de sécurité iraniennes qui ont réussi à faire évacuer les occupants. Le gouvernement koweïtien avait, dans un communiqué publié samedi, souligné qu'il considérait Téhéran comme responsable de la vie de ses diplomates. La presse est unanime à condamner « cet acte barbare ».

« Barbares iraniens, contenez-vous », lance *Al-Anba*, qui affirme que l'attitude de Téhéran est dictée par « une jalousie excessive à l'égard de la nation arabe et des Arabes du Golfe en particulier ». « Jusqu'à quand les Iraniens continueront-ils à faire couler une mer de sang », demande l'éditorialiste. Un autre journal de l'émirat, *Al Rai et Am*, accuse de son côté les autorités iraniennes d'avoir suggéré et encouragé « l'attaque des ambassades, en facilitant l'accès aux locaux des missions diplomatiques ».



M. Rafsandsjani appelle au renversement de la monarchie wahabite

Le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsandsjani, a appelé, le dimanche 2 août, dans un discours prononcé à Téhéran devant une foule estimée à plusieurs centaines de milliers de manifestants — un million selon la radio de Téhéran — au renversement de la monarchie wahabite. « Dieu, Dieu, s'est-il écrié, venge le sang de nos martyrs ! », ajoutant qu'il fallait pour cela détruire « les racines du régime saoudien, lui enlever le contrôle des lieux saints et reprendre les richesses de son sous-sol, qui appartiennent au monde de l'Islam ». « Cette richesse, a-t-il précisé, doit être utilisée pour le bénéfice des musulmans, pour la grandeur du monde islamique dans sa lutte contre les infidèles, l'athéisme et l'ignorance ».

« Le massacre du vendredi noir à La Mecque est sans précédent dans l'histoire », a ajouté M. Rafsandsjani, avant d'affirmer qu'il était commandé par les États-Unis et organisé par le régime saoudien. « C'était une action préméditée, mais les hooligans wahabites ont commis une grande erreur. J'invite tous mes amis à traverser le monde à se préparer pour venger ce crime de façon appropriée et dans un but islamique ». Il a affirmé que « les allégations de la police saoudienne, qui prétend n'avoir pas tiré, étaient grotesques. D'où vient alors le sang versé par nos pèlerins ? », s'est-il écrié. Il a également demandé aux Nations unies, aux organisations des droits de l'homme et à l'Organisation de la conférence islamique de prendre position sur les incidents de vendredi.

À l'adresse du Conseil de coopération du Golfe, qui réunit, outre l'Arabie saoudite, cinq pays du Golfe, M. Rafsandsjani a déclaré : « Si vous pardonnez aux Saoudiens, vous êtes complices de ce crime ». M. Rafsandsjani a enfin évoqué les prises des ambassades d'Arabie saoudite et du Koweït samedi à

Téhéran et a déclaré que c'étaient « les actions d'un peuple en deuil » et qu'elles « ne devaient pas être exploitées pour faire oublier le massacre des pèlerins ».

« Mort à la dynastie saoudite ! »

La foule, qui a brûlé des effigies du roi Fahd, a repris en chœur les slogans lancés par les meneurs : « Mort à la dynastie saoudite ! », « Mort à l'Amérique et à la police fasciste saoudienne ! », « La Mecque est remplie de sang, Fahd se renversera ! », « Si l'imam Khomeiny nous y autorise, Fahd ne restera pas vivant ! ».

Dans l'après-midi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Mohamed Becharati, a déclaré à la radio iranienne que les affrontements de La Mecque étaient le « coup de grâce » aux relations avec l'Arabie saoudite. « C'est la fin de nos relations bilatérales », a-t-il dit, ajoutant que l'Iran considérerait désormais l'Arabie saoudite comme une « marionnette » des Américains, laissant ainsi prévoir que Téhéran va rompre ses relations avec Riyad, qui ont déjà été réduites au niveau des échanges d'affaires.

L'Iran a également adressé, dimanche, un message au gouvernement saoudien dans lequel il affirme que l'Arabie saoudite est directement responsable des événements sanglants de La Mecque, qu'elle « a agi sur ordre des États-Unis et que les forces musulmanes et du Hezbollah attaqueront les intérêts américains ». Par la suite, le ministre iranien des affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel il a réitéré que les autorités de Riyad avaient empêché l'entrée en Arabie saoudite d'une mission d'enquête iranienne « de peur que celle-ci ne dévoile les dimensions du désastre sanglant survenu vendredi à La Mecque ».

La délégation iranienne souhaitait s'entretenir avec les « victimes du massacre de la police saoudienne » et rencontrer, notamment, le responsable des pèlerins iraniens et représentant de l'imam Khomeiny, l'holocauste islamique Mahdi Karroubi, pour lui présenter les condoléances de la famille royale. Pour protester contre l'opposition du gouvernement saoudien au droit de l'Iran à enquêter sur les incidents, la mission a décidé alors de regagner l'Iran.

Le communiqué qualifie d'« inacceptable » le point de vue exprimé par un porte-parole officiel saoudien qui avait déclaré que les membres de la délégation iranienne avaient été informés par les autorités saoudiennes que leur visite ne pouvait être acceptée si elle s'inscrivait dans le cadre d'une enquête, et que la requête iranienne d'ouvrir une enquête portait atteinte à la souveraineté du royaume et à la sécurité du pays et des pèlerins. — (A.F.P., Reuter.)

Deux millions de pèlerins

Le hadj, ou pèlerinage, à La Mecque est l'un des cinq piliers de la religion musulmane (1). Chaque année, près de deux millions de personnes, venues du monde entier, se rendent dans cette ville qui n'était, il y a quatre siècles, que la naissance du prophète Mahomet, qu'un village perdu dans le désert.

La foule des pèlerins — tout musulman doit l'accomplir une fois dans sa vie — est pour les autorités saoudiennes un véritable casse-tête. L'aménagement du site a déjà coûté quelque 3,7 milliards de dollars au gouvernement, qui termine actuellement l'agrandissement de la Grande Mosquée. Elle pourra accueillir, à la fin des travaux, 115 000 fidèles. L'Arabie saoudite a même été obligée de mettre un frein à un afflux trop massif. En 1983, ils étaient ainsi près de trois millions et les autorités ont été contraintes de multiplier les restrictions. Il est désormais interdit aux non-Saoudiens d'accomplir le rite plus d'une fois en cinq ans. Le nombre des ressortissants étrangers résidant en Arabie saoudite autorisés à accomplir le pèlerinage est aussi contingenté et ils ne sont que 150 000 cette année.

Depuis très longtemps, l'afflux de pèlerins a provoqué des drames divers. Chaque année, le choléra fait ainsi des ravages dans la foule des fidèles qui le propagent à leur retour. Les manifestations sont aussi un sujet de tension entre Téhéran et Riyad, qui exige le respect des lieux saints et refuse que le pèlerinage se transforme en forum politique.

Ville sainte de l'Islam, en direction de laquelle tous les musulmans s'inclinent cinq fois par jour pour prier, La Mecque n'a jamais été étrangère aux bouleversements politiques. Le Prophète lui-même, chassé par ses ennemis politiques, dut la quitter pour fonder la première capitale de l'Islam, Médine. Mais ce rassemblement humain, qui est sans doute l'un des plus vastes de par le monde engendre aussi des problèmes d'intendance considérables.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a ainsi offert cette année aux pèlerins 23 millions de litres d'eau, mis en bouteille dans une usine spécialement construite à ses frais. De même, au lendemain du stationnement sur le mont Arafat, le lundi 3 août, les pèlerins égorgeront un demi-million de bêtes pour célébrer le sacrifice d'Abraham. Toute la viande ne pouvant être consommée, une partie sera congelée dans une usine géante et distribuée dans vingt pays musulmans dans le cadre d'un programme d'aide saoudien.

(1) Les quatre autres sont la profession de foi, la prière, le jeûne pendant tout le mois du ramadan, et l'aumône.

Un message de l'Iran au président Assad. — Le président syrien Hafez Al Assad s'est entretenu le samedi 1^{er} août des développements de la situation dans le Golfe avec le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Houssein Cheikholslam, qui lui a remis un message du président iranien M. Ali Khamenei. (A.F.P.)

Proche-Orient

L'évolution de la guerre du Golfe après les émeutes de La Mecque

Violentes réactions
des extrémistes chiites au LibanBEYROUTH
de notre correspondant

Les dramatiques événements du pèlerinage de La Mecque ont suscité à l'évidence que l'Iran détient l'initiative et que ses adversaires de tous bords et de toutes tailles sont sur la défensive.

En portant le coup dans le saint des saints de l'islam et en déplaçant en Arabie saoudite le centre de gravité de l'épreuve de force en cours dans le Golfe, alors qu'on attendait et que l'on continuait d'attendre des ripostes contre les convois pétroliers sous protection de la marine américaine, les Iraniens ont administré la preuve de leur mobilité et de leur capacité d'actions multiformes.

Le volant d'intervention dont dispose Téhéran est considérable à travers le courant intégriste musulman. Principalement chiite dans la conteste actuelle, mais aussi sunnite, d'abord dans la monde arabe et même en Europe et au-delà.

Au Liban, les extrémistes chiites n'ont pas tardé à réagir, et l'attentat, dimanche soir contre le siège - déserté depuis l'été 1984 - de l'ambassade saoudienne à Beyrouth-Ouest (secteur musulman de la capitale libanaise), comme l'assassinat, même si ce n'était qu'une coïncidence, dans le même quartier, d'un conseiller iranien au président libanais chrétien M. Aminé Gemayel, Mohammed Choucri, proche du régime saoudien, apparaissent comme un avant-gout des représailles iraniennes en territoire libanais et à partir de celui-ci.

Dix mille personnes
à Baalbek

Dès le premier instant, le Hezbollah, parti de Dieu, et les autres mouvements iraniens du Liban ont épousé la cause iranienne, jurant tout autant que Téhéran qu'ils vengeraient les pèlerins iraniens tués à La Mecque. La milice chiite Amal, dont les relations avec la hiérarchie iranienne sont loin d'être bonnes, a dû à son corps défendant décréter une grève au Liban sud pour ne pas être dépassée au sein de la communauté.

Le clivage sunnite-chiite, qui s'était atténué depuis le retour en force des Syriens à Beyrouth ouest, refait spontanément surface à la faveur des événements de La Mecque.

Si les messages d'appui pleuvent sur l'Arabie saoudite de la part des régimes arabes, les menaces se multiplient de la part des mouvements pro-iraniens du Liban qui ont prouvé qu'il n'est pas de leur détermination, au moins suicidaire, et leur efficacité.

Le Hezbollah a donné le ton dès samedi, insistant pour « un châtiment

ment à la mesure du crime » des dirigeants saoudiens, ces « valets » des présidents américains et français. « Les pèlerins iraniens, libanais, pakistanais et africains, ajoutés au manifeste du Hezbollah, semblent être les victimes exploitables offertes par (le roi) Fahd à son idole, l'Amérique (...) qui veut impliquer les régimes arabes corrompus dans une guerre perdue d'avance contre l'islam, et s'efforce d'y entraîner ses amis européens. En perpétrant cet affrontement, le valet du président Reagan dévoile la carte américaine au Hachemite » (son qui portait l'Arabie saoudite avant l'écrou de la dynastie des Al Saoud, parvenue au pouvoir au début du vingtième siècle).

Le Hezbollah et les pasdaran (gardiens iraniens de la révolution) ont mobilisé, dimanche, 10 000 personnes dans une manifestation d'une rare violence à Baalbek, durant laquelle le cheikh Sobhi Toufik a déclaré : « tous les musulmans à pourchasser sous les symboles sur terre de l'institution mécréante et juive des Al Saoud ». « Désormais, a enchaîné l'orateur, à moins d'être un mécréant, tout pèlerin devra se rendre à La Mecque les armes à la main pour libérer la Ville sainte (...) ». Nous ne pourrions libérer Jérusalem avant d'avoir libéré La Mecque soumise aux mécréants, les Américains et les chrétiens.

Des dirigeants du Hezbollah et des pasdaran avaient pris la tête du cortège, suivis par des manifestants en uniforme et en armes, et par deux mille femmes en tchador. La foule brandissait des pancartes portant des caricatures des rois et chefs d'Etats arabes du Golfe, le roi Fahd servant de monture au président américain Reagan. Pêle-mêle, des manifestants compuaient l'Arabie saoudite, les autres régimes du Golfe, les Etats-Unis, la France, Israël et l'Union soviétique. Main tendue en direction de La Mecque, les dix mille manifestants ont prêté serment de fidélité à l'imam Khomeiny, promettant de « sacrifier leur âme pour se venger de l'Amérique, de la France et des Al Saoud ». Les soldats syriens qui contrôlent la Bekaa se sont contentés d'établir un cordon autour de la zone de la manifestation qu'ils ont dû laisser se dérouler.

Photo de l'otage américain Terry Anderson à l'appui, le Jihad islamique, le plus important mouvement armé de la famille des Saoud entrait en confrontation directe avec les musulmans et qu'elle n'échapperait pas, à la suite de ce massacre, au châtiment.

Les oulémas de Saïda, intégristes sunnites et chiites confondus, ont réclamé que le régime saoudien soit démis de la garde des Lieux saints de l'islam.

LUCIEN GEORGE.

(Suite de la première page.)

L'occupation devait durer près de deux semaines et les affrontements furent près de cent trente-cinq morts, dont soixante gardes nationaux. Parmi les tués figuraient Mohamed Abdallah el Qahani, qui s'était proclamé dans l'enceinte de la Grande Mosquée le mabdi (messie promis).

Certes, les occupants de la Grande Mosquée n'étaient pas des chiites (Téhéran à l'époque les désigna comme des agents de la CIA), mais il est certain que leur entreprise s'inspirait largement de l'exemple iranien. Les insurgés utilisaient d'ailleurs un langage proche de celui employé par les révolutionnaires de Téhéran, s'en prenant dans leurs tracts et déclarations aux « princes pourris de la famille wahabite » et dénonçant en termes violents « l'oppression dont les populations saoudiennes sont victimes », « la dégradation sociale et économique du pays » et « la mainmise américaine sur le pétrole ».

La vulnérabilité
de Ryad

Plus grave encore, la révolte de la Grande Mosquée avait ses racines dans le courant sunnite de l'islam, généralement respectueux de l'ordre établi, et ses auteurs étaient des membres des tribus Qaïbiya et des Qahran, qui passaient à l'époque pour être les meilleurs défenseurs du régime. L'occupation de la Grande Mosquée fut suivie de près, les 28 et 29 novembre, par les sanglantes émeutes de Qatif, dans la province chiite de Hassa, qui furent réprimées aussi durement que le soulèvement de La Mecque. Ces deux événements prouvèrent en tout cas l'extrême vulnérabilité du royaume wahabite et ébranlèrent la belle assurance de ses dirigeants qui continuèrent à s'accrocher encore davantage à leur politique d'apaisement des révolutionnaires de Téhéran, avec l'espoir que les élections législatives de mai 1980 modifieraient la nature du régime iranien, permettant ainsi la création de relations normales entre les deux pays.

Mais rares étaient ceux qui crurent réellement à cette éventualité, et les Saoudiens commencèrent peu à peu à renforcer leurs liens avec Bagdad, qui de son côté s'appuyait déjà à liquider par la force le régime révolutionnaire de Téhéran. Certains même pensèrent que le président Saddam Hussein a obtenu, voire arraché, le feu vert de Ryad pour son entreprise guerrière, lors de la visite officielle qu'il fit au début d'août, à Taïef, mettant fin à une brève trêve d'une vingtaine d'années.

Cependant, l'échec de l'attaque-éclair des troupes iraniennes qui s'ensuivrait au Khouzistan mit fin à l'espoir de tous

ceux qui espéraient l'effondrement rapide des troupes de Khomeiny. Estimant alors que la guerre du Golfe durerait plus que prévu, Ryad ressera avec Washington les liens distendus par l'accord de Camp David et déclara à nouveau sa neutralité entre Bagdad et Téhéran, tout en dispensant avec générosité une importante aide financière à l'Irak destinée à alimenter son effort de guerre. En même temps, il profita du désarroi des Irakiens pour créer sous son égide le Conseil de coopération du Golfe, dont l'Irak est exclu.

Malgré leur apparente neutralité, les Saoudiens ne perdent cependant pas de vue le danger principal qui constitue pour eux l'activisme chiite des religieux de Téhéran. Le 22 septembre 1981, les pèlerins iraniens venus en masse à La Mecque avec l'intention proclamée de démontrer la supériorité de l'islam chiite sur celui professé par la monarchie sunnite des wahabites se heurtèrent aux forces des l'ordre saoudiennes qui expulsèrent les principaux agitateurs.

Les manifestations se poursuivirent, et le 6 octobre le roi Khaled lança un appel direct à l'imam Khomeiny lui demandant instamment de faire tout son possible pour mettre fin aux activités qui violent « la sainteté du pèlerinage ». Mais les pèlerins iraniens continuent à ignorer la loi saoudienne qui « interdit toute activité politique pendant le hadj », et dénoncent au cours d'interminables marches prokhomeinyistes les « crimes d'Israël et des Etats-Unis », la « dépendance de Ryad à l'égard de Washington » et la « présence en Arabie saoudite des AWACS qui survolent les mosquées ».

Un dialogue
de sourds

En fait, le dialogue qui s'est instauré au cours du pèlerinage de 1981 et des années qui suivirent sera un dialogue de sourds. Aux demandes réitérées des Saoudiens, qui affirment que le hadj ne doit donner lieu qu'à des manifestations de piété religieuse, les Iraniens répondent qu'« aborder les problèmes politiques au cours des pèlerinages constitue un droit divin imprescriptible ». Désormais, les saisons de pèlerinage, où les Iraniens seront de plus en plus nombreux à se rendre, se transformeront en autant d'épreuves de force entre les deux camps opposés de l'islam qui prévalent à Ryad et à Téhéran, et en autant de tentatives de déstabilisation du régime saoudien.

En septembre 1982, c'est un agitateur de choc, l'hojatoleslam Moussavi Khomeini - orfèvre en la matière puisqu'il avait conduit l'assaut à l'ambassade des Etats-Unis en novembre 1979 - qui conduisit le pèlerinage. Il sera finalement expulsé avec une certaine agilité par les forces saoudiennes quant la colère de l'ayatollah

Montazeri, qui affirme qu'il n'est plus possible d'organiser des pèlerinages réellement libres en Arabie saoudite et réclame (déjà) que les lieux saints de l'islam soient désormais confiés à une délégation des représentants des Etats islamiques.

Cette exigence reviendra comme un leitmotiv durant les saisons de pèlerinage qui seront presque toutes marquées à des degrés différents par des affrontements entre les pèlerins de Téhéran et les forces de sécurité saoudiennes. En août 1986, plusieurs centaines de pèlerins, porteurs de tracts et de photos de Khomeiny

dans une guerre qu'ils souhaitent à tout prix éviter. De son côté, l'hojatoleslam Rafsanjani tente contre vents et marées d'obtenir le désengagement de Ryad et de ses alliés du Conseil de coopération du Golfe du conflit irano-irakien et la fin de l'aide qu'ils octroient à Bagdad.

Dans quelle mesure le tout puissant président du Majlis iranien a-t-il réussi dans cette entreprise ? Des rumeurs insistantes circulant à l'époque dans les milieux diplomatiques de Téhéran affirment que l'Arabie saoudite a prié l'Irak d'arrêter ses attaques contre les navires iraniens dans le Golfe à la demande du vice-président syrien M. Abdel Halim Khaddam, qui a été reçu en mai 1984 par le roi Fahd. Ryad dément énergiquement ces affirmations, ainsi que celles qui prétendent que les Saoudiens souhaitent en catimini le départ du président Saddam Hussein comme premier pas vers une solution pacifique de la guerre du Golfe. Il est vrai que les Saoudiens et certains de leurs alliés de la région désirent prendre leur distance à l'égard d'une guerre qui n'en finit plus, et qui menace de plus en plus leurs intérêts vitaux. Mais pour des raisons à la fois locales, régionales et internationales, ils ne peuvent souscrire à des propositions qui signifient en fait un lâchage de l'Irak.

Il n'en demeure pas moins que la visite qu'a effectuée le 20 mai 1985 le ministre des affaires étrangères saoudien, le prince Saoud el Fayyal, à Téhéran - la première d'un officiel saoudien en Iran depuis 1979 - et celle que lui a rendue M. Velayati, le chef de la diplomatie iranienne à Ryad en décembre de la même année, ont contribué, comme l'écrivait à l'époque le journal Keyhan à « éclaircir petit à petit le ciel entre Téhéran et Ryad ».

Une sorte de pacte tacite de non-agression semble même avoir été conclu entre Téhéran et Ryad dans la « guerre des pétroliers » déclenchée par les Irakiens, et scellée par le saoudien n'a pratiquement été attaqué dans les eaux du Golfe par les Iraniens au cours des quinze derniers mois en représailles aux attaques irakiennes contre les navires transportant le brut iranien. Les forces navales de Téhéran semblent surtout avoir réservé leurs coups aux bateaux et pétroliers se rendant dans les ports koweïtiens, désignant ainsi le Koweït comme le principal allié de l'Irak dans le Golfe.

Ce qui explique la position prudente voire réservée de l'Arabie saoudite et de ses alliés du Conseil du Golfe à l'égard des récentes démarches faites par le Koweït en vue d'assurer la protection de ses pétroliers par les superpuissances. Les dramatiques événements de La Mecque risquent de modifier l'attitude circospecte de Ryad à l'égard de Téhéran en l'incitant à s'engager dans la voie choisie par le Koweït.

JEAN GUEYRAS.

Hausse du prix
du pétroleInquiétude
des milieux pétroliers

Les cours du pétrole ont progressé de plus de 50 % par baril, le lundi 3 août, sur le marché du comptant de Tokyo, après les incidents de La Mecque. Le baril atteignait 20,85 dollars pour des cargaisons départ septembre. Cette hausse s'explique par la crainte que l'Iran déclenche des attaques contre les pétroliers naviguant dans le Golfe. Les spécialistes craignent surtout qu'un conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite amène Téhéran à cesser de coopérer avec l'OPEP et à compromettre la politique suivie par l'Organisation depuis décembre dernier pour stabiliser les cours du pétrole. On sait, en effet, que c'est par un accord entre Téhéran et Ryad que l'OPEP a pu limiter sa production - à l'exception de l'Irak - et fait remonter les cours, qui atteignent aujourd'hui une vingtaine de dollars. Si l'Iran mettrait fin à cette coopération, le prix du pétrole pourrait baisser à terme, estime-on dans les milieux pétroliers. Mais, dans l'immédiat, tout dépendra des capacités d'exportation des pays membres, plus ou moins altérées par le conflit. Devant ces perspectives floues et d'une certaine façon contradictoires, les marchés sont extrêmement irréguliers.

Pour parer à une interruption possible de la navigation dans le Golfe, les compagnies pétrolières occidentales ont augmenté ces derniers jours leurs achats de brut. Le nombre de pétroliers vides attendant en mer d'Oman un ordre de chargement a doublé : au moins cent neuf pétroliers attendent au large au lieu de cinquante à soixante en temps normal, selon des informations recueillies par les Emirats arabes unis. (Reuters, AFP.)

Le message de l'imam Khomeiny aux pèlerins

La liberté ou le martyr

La manifestation des Iraniens vendredi dernier à La Mecque avait été soutenue par l'imam Khomeiny qui, dans un message adressé le 28 juillet aux pèlerins, les avait appelés à manifester avec le maximum d'échos contre « la nouvelle hérésie représentée par les Etats-Unis. Voici des extraits de ce message prononcé à Téhéran comme le « chœur de la République islamique ». Les honnêtes pèlerins iraniens et non iraniens doivent assister à toutes les cérémonies, avec le coordinateur des officiers du hadj et de mon représentant, l'hojatoleslam Karubi, disent notamment l'imam Khomeiny et faire écho au slogan du drapeau des pèlerins et des apostats de l'arrogance mondiale dirigés par les Etats-Unis criminels, et ne pas négliger d'exprimer leur haine à l'égard des ennemis de Dieu et de l'humanité (...).

« Le nouveau des pèlerins est le pèlerin de la lutte et de l'organisation des soldats de Dieu contre les forces de Satan. C'est l'un des principes fondamentaux du monothéisme. Si les musulmans ne désignent pas les ennemis de Dieu dans Sa Maison, où pourraient-ils le faire ?

« Notre slogan : Ni Est ni Ouest » est le slogan fondamental de la révolution islamique dans le monde des affamés et des

opprimés. Il situe la véritable politique non alignée des pays islamiques et des pays qui acceptent l'islam comme la seule école pour sauver l'humanité dans un proche avenir, avec l'aide de Dieu. Il n'y aura pas de déviation, même d'un iota, de cette politique. Les pays islamiques et le peuple musulman ne doivent dépendre ni de l'Ouest - de l'Amérique ou de l'Europe - ni de l'Est ou de l'Union soviétique.

Remerciements
aux jeunes Libanais

« Aujourd'hui, notre drapeau des pèlerins est notre cri contre les injustices des oppresseurs et les pleurs d'une nation qui en a assez des agressions de l'Est et de l'Ouest, ce dernier dirigé par l'Amérique et ses laquais. (...) Notre drapeau est celui de tous ceux qui ne veulent plus le loi de l'Amérique et de sa prépondérance hégémonique ; de ceux qui ne veulent plus que leurs cris de colère et de haine soient à jamais réduits au silence ; de ceux qui sont déterminés à vivre librement, à mourir librement et à être les porte-parole des individus. (...)

« Les puissances, les superpuissances et leurs serviteurs devraient être certains que même si Khomeiny se retrouve seul,

désolé, il continuera sur sa voie qui est de combattre le blasphème, la tyrannie, la polythéisme et l'idolâtrie. (...)

« Une fois de plus, je souligne le danger de répandre la cellule mégalomane et carcérinaire du stalinisme dans les pays islamiques. J'annonce mon soutien sans limite, ainsi que celui de la nation, du gouvernement et des officiers de l'Iran, à toutes les luttes islamiques des nations islamiques et de l'hojatoleslam Khomeiny pour la libération de Jérusalem. J'exprime mes remerciements aux chers jeunes du Liban qui ont fait honneur à la communauté islamique. (...) Je prie pour le succès de tous les bien-aimés qui, usant de l'arme de la foi et du djihad, portent des coups à Israël et à ses innombrables à l'intérieur des territoires occupés comme à l'extérieur des frontières de ce pays usurpé. Je vous assure que la nation iranienne ne vous abandonnera pas. (...)

« Avec confiance, je dis (...) que l'Iran éliminera l'Iran après l'autre tous les grands obstacles à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières et fera la conquête des principaux bastions dans le monde. (...) Ou nous connaîtrons tous la liberté ou nous connaîtrons encore, qui est le martyr. »

L'évolution de

d'agression iranienne, la

affirme le p

Le pèlerinage

GEOGRAPHIE

L'Islamisme radical », de B

Proche-Orient

L'évolution de la guerre du Golfe et les déclarations de M. Chirac

En cas d'agression iranienne, la France riposterait, « bien entendu »

M. Roland Dumas : « Une curieuse manière de déplacer les problèmes »

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Les fils ne sont pas totalement rompus », poursuit le premier ministre, mais il y a une conception qui est celle des Iraniens qui, notamment, ignorent, ou veulent ignorer, les contraintes des régimes avec lesquels ils sont en relation, notamment, par exemple, les contraintes qui, dans une démocratie comme la démocratie française, viennent de la séparation des pouvoirs entre la justice et l'exécutif, et qui délibérément prennent des mesures de rétorsion qui ne sont pas dans les usages internationaux. Alors, naturellement, il y a des liens qui subsistent et je souhaite qu'on en revienne à un peu plus de raison, mais, je le répète, nous n'avons aucune intention de céder au moindre chantage ».

Pour M. Chirac, en cas d'agression iranienne, il y aurait « bien entendu » riposte de la part de la France. « Si la simple dissuasion ne suffit pas, il est dans la logique d'une dissuasion de pouvoir, le cas échéant, devenir un véritable moyen d'intervention, et nous avons les moyens d'intervenir ».

Le premier ministre s'est, d'autre part, déclaré « ni surpris ni déçu » par l'attitude des partenaires européens de la France dans la gestion de la crise. « Mais je ne voudrais pas non plus, a ajouté M. Chirac, que l'on donne l'impression que la France était isolée. Nous avons reçu un appui très chaleureux de la part de la Grande-Bretagne, confirmé par M. Thatcher quand elle est venue à Paris il y a deux ou trois jours, j'ai reçu un appui extrêmement chaleureux et efficace de l'Espagne, et j'en remercie le premier ministre du gouvernement espagnol ; nous avons reçu un appui très normal et sympathique de la part de tous les autres pays de la Communauté. Vous faites allusion à l'Allemagne. Je comprends parfaitement que l'Allemagne souhaite conserver des relations avec l'Iran ; l'Allemagne est un très gros exportateur vers l'Iran. Je crois que c'est le deuxième ou le troisième vendeur en Iran, et donc elle est obligée de tenir compte de ses intérêts commerciaux. Et puis je crois qu'il est dans la nature du ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, d'avoir de bonnes relations — ce qui est normal pour un diplomate — avec tous le monde ».

« Pour dire la vérité, je trouve que le ministre des affaires étrangères allemand en a un peu rajouté, si vous me permettez l'expression ».

affirme le premier ministre

lors de la visite, en pleine crise franco-iranienne, du ministre iranien des affaires étrangères, et qu'il aurait pu avoir tout de même un peu plus de pudeur dans cette période. Enfin, l'annonce que c'est la initiative du ministre des affaires étrangères allemand et je n'en tire pas de conséquences pour les rapports franco-allemands, inutile de vous le dire, qui sont excellents, et qui le restent. Cela va de soi ».

Une proposition à l'isolement

Le sort des otages français au Liban est « sur le plan humain », la priorité des priorités, a encore indiqué M. Chirac. « Nous avons tout fait, tout ce qui était humainement possible de faire, je ne dis pas tout ce qu'on aurait pu faire, car j'imagine qu'on aurait peut-être pu faire d'autres choses, mais tout ce que nous avons cru possible de faire et qui n'a pas été sans résultats, puisque nous avons tout de même réussi, depuis la formation de mon gouvernement, à obtenir le retour de cinq otages. Et c'est donc une préoccupation constante, journalière. Mais je dois reconnaître que les démenteurs de ces otages jouent de cette affaire avec une sorte d'esprit diabolique ».

A propos des graves incidents de la Mecque, le premier ministre a déclaré : « Vous savez, d'abord il faut reconnaître que la réalité des choses, d'après les informations que nous possédons, et qui sont confirmées par tous les observateurs étrangers, ainsi que par les chancelleries, il semble qu'il y ait eu une action délibérée de provocation. Je dis bien « il semble », de la part des pèlerins chiites iraniens parfaitement encadrés par leurs autorités religieuses, et qui a dégénéré, comme il est évident que cela arrive quand une foule si importante est rassemblée dans un espace de terrain très étroit ».

« Cela prouve en réalité, une fois de plus, que les Iraniens ne font pas les choses comme les autres et qu'il y a une espèce de propension naturelle chez les Iraniens, chez leurs autorités, à intervenir dans les affaires des autres et dans des conditions qui sont tout à fait condamnables au regard des usages et du droit international, et c'est une espèce de propension aussi pour l'Iran à isoler de plus en plus ; on ne voit pas très bien les raisons qui conduisent l'Iran à aggraver et à isoler des pays arabes, et notamment du pays des lieux saints, pour l'Iran, c'est-à-dire l'Arabie saoudite, à aggraver le Koweït, qui est un petit Etat, naturellement frontalier de l'Iran ; mais quel est l'intérêt de l'Iran de faire cela ? »

Interrogé sur les accusations lancées de Téhéran par le président du Parlement, Hochemi Rafsandsjani, accusant l'actuelle majorité au pouvoir en France d'avoir cherché à reporter après les élections de mars 1986 le règlement du sort des otages au Liban, M. Chirac a répondu :

« Vous savez, depuis que le gouvernement est formé, c'est la troisième ou quatrième fois que cette accusation est portée, et jusqu'ici j'avais observé sans m'émouvoir de telles polémiques, que les autorités iraniennes avaient formellement démenties. Aujourd'hui, on voit le président du Parlement iranien qui semble, dans le contexte actuel de nos relations difficiles, accrédiéter cette thèse. Tout cela ne m'émue pas le moins du monde. Ce qui me choquerait davantage, ce sont certaines réactions émanant d'hommes qui se disent par ailleurs, responsables et qui, surmonter, tout en mettant les formes, insistent qu'il pourrait y avoir du vrai dans cette affaire ».

« Je demande à être respecté »

« Je pense à M. Jospin, a poursuivi le premier ministre, il faut dire les choses comme elles sont. Ou

(1) L'affaire dite des « Irlandais de Vincennes » commence le 28 août 1982, en pleine vague terroriste à Paris, par l'arrestation de trois militants républicains irlandais dans leur appartement de Vincennes (9^e arrondissement). L'opération est menée par le capitaine Paul Barthe, numéro deux du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et bras droit de M. Christian Prost, qui venait d'être nommé conseiller technique à l'Elysée. L'Elysée commet l'erreur de donner une ampleur inaccoutumée à cette opération de police par un communiqué victorieux le soir même.

Informations du Monde le 1^{er} février 1983, confessions de gendarmes de base au juge d'instruction cinq mois plus tard, découverte en 1985 de l'informateur du capitaine Barthe, la bataille pour la vérité du commandant Jean-Michel Beau, chargé sur place des opérations de police judiciaire... on sait, aujourd'hui, que cette opération fut, de bout en bout, entachée d'illégalités et que les Irlandais furent en quelque sorte des boucs émissaires de la lutte antiterroriste.

L'opération Rainbow Warrior — du nom du navire amiral du mouvement écologiste Greenpeace — eut lieu le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, le 10 juillet 1985 — fut organisée, sur ordre de l'autorité politique, par la DGSE, les services secrets français. Les informations données par le Monde du 18 septembre 1985 sur l'existence d'une « troisième équipe » directement responsable de l'attentat mit fin au mensonge officiel.

Comme les islamistes s'efforcent de rétablir l'âge d'or des quatre premiers califes de l'islam, Etienne rappelle que trois de ces califes ont péri assassinés et situe le « point focal de l'histoire arabo-musulmane » à la bataille de Karbela, en 680, où l'imam Hussein, fils d'Ali, fut tué par les troupes du calife Yazid. De là date le schisme entre le sunnisme et le chiisme, mais aussi le débat, toujours ouvert, sur la direction de la communauté musulmane. Etienne souligne aussi que les islamistes sunnites sont très réservés envers le chiisme, qualifié d'« hérétique », le Hezbollah et le Mouvement d'unification islamique libanais constituant les deux seuls groupes à vocation « mixte ». Il rappelle, enfin, que l'auteur classique le plus cité par les islamistes est Ibn Taimiya, qui place le djihad au-dessus des cinq piliers de l'islam, jusqu'à l'instauration de l'umma universelle. Mais, pour la plupart des islamistes, la priorité réside dans le combat intérieur contre les mauvais musulmans.

Le dernier chapitre de cet ouvrage concerne l'islam en France. Etienne fait justice de quelques idées reçues : les ouvriers pratiquants sont souvent de véritables « stakhanovistes islamiques » et les réseaux islamistes touchent moins de 1 % de la population musulmane. Mais le problème d'un éventuel statut dérogatoire pour une communauté musulmane qui refuserait son assimilation pure et simple reste entier et est en contradiction avec les fondements mêmes de l'Etat-nation.

JEAN-PIERRE FILIU.

* L'Islamisme radical, éditions Hachette, 366 p., 130 F.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Islamisme radical », de Bruno Etienne

Le thème du « renouveau islamique », de l'« intégrisme musulman », est devenu en Occident, depuis la révolution iranienne de 1979, un sujet majeur d'études, de reportages, et d'angoisses. Les stéréotypes culturels ont rarement été abondants de cette abondante production, tant il est vrai que l'hostilité à l'égard de l'islam est profondément enracinée dans l'imaginaire de nos sociétés. L'universitaire Bruno Etienne, qui reconnaît être un « Occidental pervers par l'Orient », écarte, après de nombreux autres spécialistes, les termes de « fondamentalisme » et d'« intégrisme » pour s'attacher à décrire avec talent l'« islamisme radical ».

Ce courant se structure dès 1927, date de la fondation des Frères musulmans, et ses maîtres à penser sont le Pakistanais Mawdoudi (mort en 1979) et l'Egyptien Qutb (pendu en 1966). Mais, bien avant le soulèvement khémiste, c'est la défaite des armées arabes coalisées en juin 1967 qui, en discréditant le « nationalisme moderne-progrès », marque l'essor populaire de l'islamisme radical. « Face à l'insupportabilité de la modernité perçue comme aliénante, les islamistes vont, en une dizaine d'années (en gros de 1970 à 1980), refuser de moderniser l'islam et proposer, au contraire, d'islamiser la modernité ».

Les islamistes sont portés par la « rétrogradation » par excès de modernité « dans des sociétés arabo-musulmanes déstructurées et en mal d'identité, tentées par les « dévotions du progrès ». Il est significatif que les campus aient été les premiers bastions des islamistes, en Algérie ou en Egypte, et que les étudiants des disciplines scientifiques aient été les plus disposés à l'engage-

ment islamiste. L'absence de démocratie, en transformant la mosquée en (seul) espace de liberté politique, a évidemment avantagé les islamistes. Et, « ironie de la modernité, la cassette a été aux islamistes ce que l'imprimerie fut aux calvinistes, le vecteur matériel de la diffusion idéologique ».

L'invasion israélienne du Liban en 1982 donne, selon Bruno Etienne, une nouvelle justification à l'islamisme car « l'incapacité des régimes arabes à prendre la moindre décision a dévoilé leur véritable visage et leur refus de la révolution palestinienne, qui est la seule expression du radicalisme arabe, comme alternative au radicalisme israélien ». Le dialogue passe entre les nationalistes (arabes) et ceux qu'Etienne appelle les « ummistes », soit les défenseurs de l'umma (communauté) musulmane.

Le rétablissement de l'âge d'or

La force des « ummistes » est que, en puisant dans le patrimoine arabo-islamique, ils retournent contre les gouvernements les références qui fondent, au moins en partie, la légitimité du pouvoir. Et ils s'appuient sur une profonde aspiration populaire à l'unité sociale, voire à l'unification politique, qui ne peut s'exercer que contre les minorités religieuses, ethniques... et sexuelles. La lutte contre le « code de la famille » et contre la modernisation des mœurs a constitué un thème de choix pour les islamistes, et Etienne a constaté que, lors des sondages sur les questions « morales », la faillite passait entre, d'une part, les femmes de treize à vingt-cinq ans et, d'autre part, tout le reste de la société...

LETTER OUVERTE AUX ARMÉNIENS

Notre avenir n'est pas sans issue. Toutes nos aspirations : à savoir le désir profond de voir une injustice rétablie sur ses bases par une reconnaissance du passé et les conséquences directes qui en découlent ne sont pas un mythe.

Les différentes actions entreprises à ce sujet se sont souvent soldées par un échec. Les espoirs de voir une solution durable, solide, se concrétiser, sont plus ou moins déçus.

Le destin du peuple juif est quelque peu comparable au nôtre. Dispersé depuis presque deux mille ans, il a retrouvé sa terre depuis 1948, ainsi son identité peut s'exprimer librement.

Arméniens ! Un choix se présente aujourd'hui devant nous : celui de se rallier à Israël ou bien de le rejeter.

Deux solutions sont possibles :

— Soit reconnaître le droit au peuple juif d'être rétabli et restauré, et par conséquent de marcher derrière lui ; c'est choisir par là le chemin du rétablissement et de l'unité pour notre peuple.

— Soit tourner le dos à Israël et trouver des solutions par tout autre moyen ; c'est s'assurer une mort à plus ou moins brève échéance.

Si nous sommes parvenus à la foi, nous, la nation à avoir accepté la première l'Evangile, c'est grâce au peuple juif. C'est également par eux, et par eux seulement, que notre rétablissement et notre unité pourront être rendus possibles, dans la mesure où nous lui reconnaitrions la première place par l'autorité que ce peuple reçoit de nos jours.

Qu'avons-nous fait de notre responsabilité en tant que première nation chrétienne ? Nous sommes-nous acquittés de la charge et des responsabilités auxquelles Dieu nous avait assignées ? Non ! Bien au contraire, nos pères ont sombré dans une idolâtrie en abandonnant la vérité première de l'Evangile et en n'accomplissant pas ce que Dieu leur demandait. Au lieu de rendre au peuple juif ce qui lui revient de nos jours, nous le jalousons.

Revenons de notre idolâtrie. Revenons de notre jalousie. Revenons de notre cupidité et de notre matérialisme qui font que notre peuple se trouve par là même sous le jugement de Dieu.

N'usurpons plus les droits légitimes du peuple juif. Reconnaissons sa place. Consolons-le et nous serons consolés. Marchons derrière lui et nous retrouverons le chemin de la vie.

Pour l'Association HOUR : Loïc Ohanian.

B.P. 68 — 92130 Issy-les-Moulineaux.

La Mecque

monarchies pétrolières

« Une guerre qui a été menée au nom de la religion, et qui a été menée par des pétroliers, a été menée par des pétroliers », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

Le général allemand

« Une guerre qui a été menée au nom de la religion, et qui a été menée par des pétroliers, a été menée par des pétroliers », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

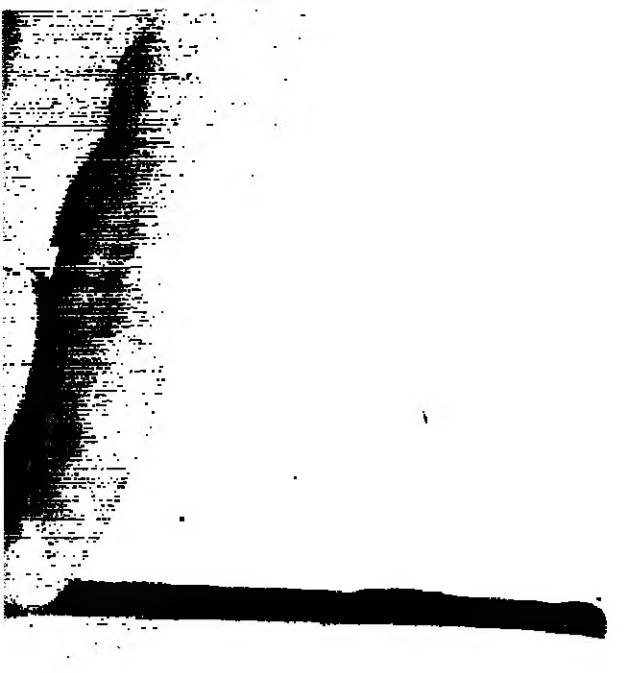
« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.

« Nous ne saurions accepter, naturellement, des relations avec des gens qui pourraient être soupçonnés de collusion avec des terroristes ou des préteurs d'otages. (...) Nous souhaitons simplement être respectés et nous prenons les moyens de l'être », a déclaré le dimanche 2 août M. Jacques Chirac, qui était l'invité du Forum RMC-FR3.



الصحافة

Europe

GRANDE-BRETAGNE : après l'interdiction des Mémoires de M. Peter Wright

L'ensemble de la presse dénonce la censure

LONDRES
de notre correspondant

« La presse muselée », « On se croirait en URSS ou en Afrique du Sud », du *Sunday Times* au *Daily Mirror* en passant par le *Daily Express*, nos confrères britanniques, avec un bel ensemble, n'hésitent plus à exprimer leur colère. Il s'agit toujours de cette singulière affaire des Mémoires de M. Peter Wright,

Bretagne, où le gouvernement n'a rien fait pour en obtenir la saisie. On pensait dans ces conditions que les tribunaux reconnaîtraient l'évidence. La prohibition paraissait devenir définitivement sans objet. La Haute Cour s'est prononcée dans ce sens, mais le gouvernement a fait appel et obtenu l'annulation du jugement. Le cas a alors été porté devant cinq magistrats membres de la Chambre des lords qui fait office de Cour suprême et ceux-ci ont confirmé l'interdiction le 23 juillet.

Les chaînes de télévision sont réduites à présenter les comptes rendus de l'affaire en utilisant une formule d'avertissement semblable à celles qui accompagnent récemment les reportages censurés par les autorités sud-africaines.

Des journaux laissent des blancs au milieu des articles et l'hebdomadaire indique qu'avant l'arrêt de la Chambre haute, un des lords avait lui-même accusé le gouvernement de chercher à « imposer une censure comparable à celle qu'appliquent les autorités soviétiques ». « La Grande-Bretagne est humiliée... Ce pays internationallement réputé pour être un sanctuaire de la libre

expression », se lamente le porte-parole du Parti travailliste.

L'heure est à la révolte. Dimanche, le *New York Times* s'est mis à son tour dans l'illégalité en publiant des extraits de *Spycatcher*, et M. Tony Benn, député travailliste, a fait à Londres une lecture publique de l'ouvrage dans le célèbre « coin des auteurs » à l'angle de Hyde Park. La plupart des organes de presse annoncent maintenant leur intention de soumettre le dossier à la Cour européenne des droits de l'homme.

FRANCIS CORNU.



Asie

PHILIPPINES : Personnage clé du gouvernement
Le ministre de l'administration locale
a été assassiné à Manille

Jaime Ferrer, membre du gouvernement philippin, a été tué le dimanche 2 août dans la soirée, à Manille, alors qu'il sortait d'une église. Il occupait le poste clé de ministre de l'administration locale. Un commando de tueurs a mitraillé le véhicule à bord duquel il se trouvait, tuant également son chauffeur. La présidente Aquino a qualifié ce meurtre d'« insensé et de barbare ». C'est la première fois qu'un membre du gouvernement philippin est assassiné.

MANILLE
correspondance

Agé de soixante-dix ans, Jaime Ferrer était une des personnalités les plus controversées de l'équipe dirigeante. Vétéran de la politique, il avait joué un rôle important au ministère de l'Agriculture du temps du président Ramon Magaysay avant d'être, dans les années 50, puis en 1968, le maître d'œuvre des deux organismes de contrôle des consultations électorales.

Il avait rejoint le cabinet de M. Aquino en décembre 1986, prenant la relève de M. Aquilino Pimentel, homme de gauche sacrifié pour compenser le langage du ministre de la défense nationale, M. Juan Ponce Enrile. Jaime Ferrer

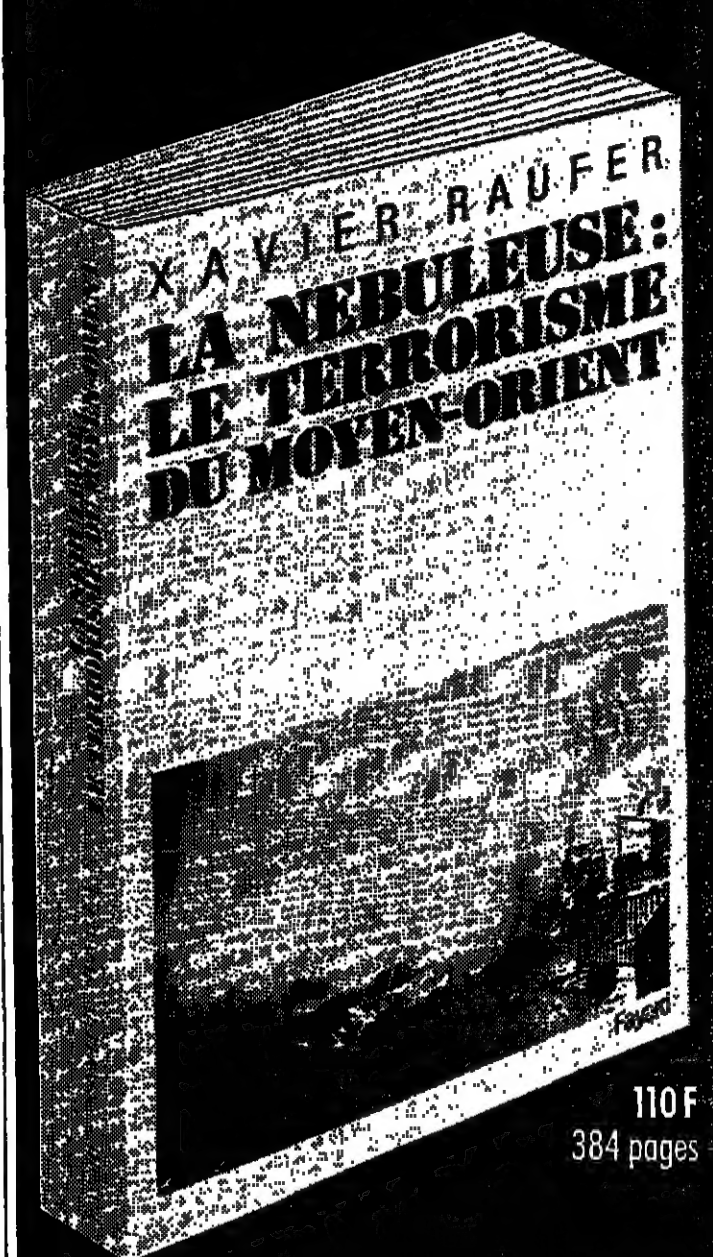
était la bête noire de la gauche révolutionnaire, qui lui reprochait d'« avoir travaillé pour la CIA ».

En devenant ministre de l'administration locale, il savait donc à quel point il se tenait. Ce ministre gère l'ensemble de l'administration. En 1986, l'armée protestait contre un favoritisme, flagrant à ses yeux, au profit de factions politiques alignées sur le « centre gauche ». Elle reprochait, en effet, à M. Pimentel d'avoir « planté » des propositions dans la majorité des quelque 17 000 postes d'administrateurs inférieurs dans l'attente d'élections locales prévues pour le début novembre 1987. Le fait d'être gouverneur de province ou maire, même pour quelques mois, permet naturellement d'influencer le déroulement de la consultation et, donc, procure un net avantage pour le parti concerné.

L'identité des assaillants de dimanche n'est pas connue, et l'attentat n'a pas encore été revendiqué, mais Jaime Ferrer s'était surtout attiré la hargne de l'extrême gauche en participant à la création de milices paramilitaires dans la lutte contre l'insurrection communiste. Il souhaitait que ces milices « non armées » agissent de concert avec les forces de l'ordre. Il aurait reçu, avant d'être abattu, plusieurs lettres de menaces.

KIM GORDON-BATES.

LA MENACE IRANIENNE



110 F
384 pages

Dans le meilleur livre publié à ce jour sur le terrorisme proche-oriental, sous le titre *La Nebuleuse*, Xavier Raufert expose et analyse l'ensemble impressionnant de « bureaux » et officines divers mis en place dès 1979 à Téhéran sous la coupe des plus hauts dignitaires de la Révolution pour « étendre la souveraineté de la loi de Dieu à travers le monde ».

Marc Kravetz / Libération
FAYARD

de M. Chirac

deuxième ministre...
...le président de la République...

sation grave

Une situation grave...
...le président de la République...

Un homme soupçonné d'avoir participé à meurtre de Rachid Karamé arrêté en Suède

Un homme soupçonné d'avoir participé à meurtre de Rachid Karamé arrêté en Suède...
...le président de la République...

CONFÉRENCES

GURDJIEFF-TOUSPENSKY
L'homme et son enseignement

C.F.P.A.

CEPES

Centrafrique

Trois Libanais expulsés

Bangui (AFP, Reuters). — Trois Libanais ont été expulsés de la République centrafricaine après la tentative de démantèlement du DC-10 d'Air Afrique le 24 juillet à Bangui, ont déclaré le samedi 1^{er} août des sources proches du gouvernement.

On ignore l'identité des trois Libanais et leur destination, mais selon un responsable du parti unique, ces Libanais seraient des commerçants qui auraient hébergé le jeune pirate pendant son séjour à Bangui.

Des hauts responsables du parti, l'Union démocratique centrafricaine, ont demandé au gouvernement de prendre les mesures appropriées contre tout membre de la communauté libanaise du pays — forte de dix mille personnes — qui aurait participé à la tentative de démantèlement.

Panama

Le colonel Diaz revient sur ses accusations contre le général Noriega

Panama. — Le colonel Roberto Diaz Herrera, ancien numéro deux de l'armée panaméenne, est revenu, dans une déclaration dresse dimanche, sur les accusations d'assassinat politique, de corruption et de fraude électorale, qu'il avait lancées au mois de juin contre l'homme fort du pays, le général Manuel Antonio Noriega. L'avocat du colonel Diaz a indiqué que son client avait signé cette déclaration hors des pressions d'un officier, après son arrestation par l'armée le 27 juillet dernier. Dans ce texte, le colonel Diaz faisait allusion à l'assassinat en 1985 de l'opposant Hugo Spadafora. Il affirmait que le général Noriega était impliqué dans ce meurtre. Il indiquait dans sa déclara-

Paraguay

Scission au sein du parti gouvernemental

Asuncion. — M. Sabino Montañero, ministre paraguayen de l'Intérieur, a pris samedi 1^{er} août le contrôle du parti Colorado — qui soutient le président Alfredo Stroessner — lors de la convention de la formation.

Le parti s'est scindé en deux factions rivales lors de la première journée de la convention. M. Juan Reynon Chavez, dirigeant de la tendance traditionnelle et président du parti depuis vingt-cinq ans, avait demandé depuis son domicile la suspension de la convention, en déclarant que la police avait empêché des délégués traditionnalistes d'entrer dans la salle où se tenait la réunion.

Zaïre

Expulsion d'un diplomate et de deux employés soviétiques

Moscou. — Un diplomate et deux techniciens de l'ambassade d'URSS à Kinshasa ont été expulsés du Zaïre. Les autorités zaïroises ont, en effet, déclaré, le vendredi 31 juillet, M. Y. Tchoukounov, premier secrétaire, MM. V. Zinov et L. Ivanov, techniciens, personnes non gradées, et leur ont donné quarante-huit heures pour quitter le pays.

Cet acte peu réfléchi était accompagné d'allégations fausses selon lesquelles les services de contre-espionnage du Zaïre seraient parvenus à découvrir un réseau d'espionnage des services spéciaux soviétiques, et le patron des espions soviétiques aurait été pris la main dans le sac, indique l'agence Tass à Moscou.

L'agence ajoute que l'objectif de cette « grossière provocation » est sans aucun doute de mettre à mal les relations entre l'Union soviétique et

M. Montanaro, chef de l'aile militante

M. Montanaro, chef de l'aile militante et âgé de soixante-cinq ans, a déclaré la convention ouverte, et a été élu président du parti sur une liste d'où étaient exclues toutes les personnalités liées à l'autre faction.

La tendance militante est constituée de fidèles partisans du général Stroessner, qui dirige le Paraguay depuis près de trente-trois ans. Le président n'assiste pas à la convention et n'a fait jusqu'à présent aucun commentaire sur la scission de son parti. Avant la convention, M. Montanaro a déclaré que la tendance militante purgerait le parti des éléments qui ont fait preuve d'un manque de loyauté à l'égard du général Stroessner. — (Reuters.)

Le Zaïre, qui venait juste de s'améliorer. « De tels actions antisoviétiques ne peuvent évidemment pas rester sans réponse de l'Union soviétique », conclut Tass. — (Reuters.)

CORÉE : contre-proposition de Séoul

La Corée du Sud a proposé, lundi 3 août, à la Corée du Nord d'entamer des négociations entre les ministères des affaires étrangères des deux pays, en septembre à New-York, en vue d'un accord de non-agression, a annoncé le ministère des affaires étrangères. Le ministère a, en revanche, rejeté une récente proposition nord-coréenne visant à tenir une conférence tripartite à Genève avec les Etats-Unis sur la réduction des forces armées, considérant que cette proposition va à l'encontre des principes d'autodétermination (le Monde du 25 juillet). — (AFP.)

URSS : un magazine religieux non officiel distribué à Moscou. — Le premier numéro du Bulletin de la communauté chrétienne, dont un des principaux initiateurs est l'activiste religieux Alexandre Ogorodnikov, a été présenté, vendredi 31 juillet, à la presse occidentale à Moscou. Il s'agit de la première publication non officielle sur la vie religieuse à paraître en URSS depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le bulletin n'a été tiré qu'à vingt-cinq exemplaires, les autorités n'ayant pas répondu à une demande de ses fondateurs en vue de la création d'une coopérative d'édition, a expliqué M. Ogorodnikov, libéré par anticipation en février après avoir passé plus de huit ans en camp de travail. La revue, qui se présente sous la forme d'un samizdat et qui devrait sortir « au moins une fois par mois », est destinée à « rendre publics divers documents sur la situation de l'Eglise (orthodoxe) » et il n'y a « rien d'antisoviétique » dans son contenu, selon un de ses initiateurs. — (AFP.)

Politique

M. Chirac au «Forum FR3-RMC»

«J'assumerai ma mission jusqu'à son terme»

M. Jacques Chirac, qui était, le dimanche 2 août, l'invité du «Forum FR3-RMC», a longuement développé les grandes lignes de la politique française à l'égard de l'Iran. Il a notamment indiqué que la «fermeture» de celle-ci peut aller jusqu'à une «réponse», «si nos intérêts sont atteints». Le premier ministre a consacré une large place à la politique lancée par les autorités françaises sur l'éventuelle responsabilité de l'actuel gouvernement dans le report de la libération des otages au début de l'année 1986. Il a menacé les dirigeants socialistes de relancer l'affaire Greenpeace et celle des Irlandais de Vincennes s'ils se saisissent de cette polémique. Ces derniers, par la voix

notamment de M. Roland Dumas, se montrent surpris que M. Chirac ne se soit pas complètement expliqué sur cette affaire.

Évoquant les échéances électorales, le premier ministre s'est montré particulièrement optimiste, estimant que «le redressement est en cours». Il a à cette occasion réaffirmé que les socialistes, y compris le chef de l'État, ont conduit le pays «au bord de la faillite». Après avoir refusé toute possibilité d'amélioration du pouvoir d'achat et assuré que le «processus d'aggravation» du chômage est interrompu, M. Chirac a une nouvelle fois expliqué qu'il serait, à ses yeux, «désastreux d'interrompre un tel pro-

cessus au printemps prochain, lors de l'élection présidentielle.

Le premier ministre a d'ailleurs l'intention d'assurer «jusqu'à son terme» sa fonction actuelle. Il a lancé un appel aux électeurs du Front national qui, a-t-il dit, sont de sensibilité proche de l'actuelle majorité. Pour la première fois enfin, M. Chirac a analysé les accords locaux et régionaux conclus entre la majorité et le Front national, tout en continuant de refuser la perspective d'un accord national. Cette déclaration a été jugée «irresponsable» par M. Jean-Pierre Stérbois, secrétaire général du Front national.

tout ce qui touche l'emploi, et c'est vrai que là un effort important est fait. Je récite : toujours l'emploi. Deuxièmement, l'éducation et la formation, parce que cela c'est capital, et nous avons un effort considérable pour améliorer notre système d'éducation et de formation, et notamment dans le cadre de cette compétitivité que nous cherchons à améliorer, qui n'est pas seulement économique, qui est aussi celle des hommes et de leur capacité, de leur compétence. Troisièmement la recherche scientifique et technique. Et quatrièmement la coopération, notamment avec les pays en voie de développement. Voilà les priorités que nous avons retenues.

Le FN et ses électeurs

A propos du Front national, le premier ministre déclare : «J'ai pris une position, depuis toujours, claire à l'égard, non pas naturellement d'un courant politique qui est celui des électeurs du Front national, qui sont des Français, naturellement, comme les autres, et puis qui, d'ailleurs, dans l'ensemble, ont une sensibilité très proche de celle de l'actuelle majorité ; et puis, il y a les dirigeants qui se réfèrent à certains principes, à une idéologie un peu d'exclusion, comme l'idéologie communiste d'ailleurs, comme les idéologies marxistes ou socialistes. Il y a ceux qui ont tort et ceux qui ont raison. Alors, il faut exclure, il faut exclure les riches, les sidatés, on exclut les immigrés ; on est toujours en train d'exclure quelqu'un. Moi, je ne peux pas adhérer à ce genre d'idéologie, alors, sur ce plan, je ne peux pas naturellement avoir d'accord national.»

M. Chirac estime, en revanche, que «au niveau local, c'est vraiment un problème qui doit être apprécié par les instances locales des différents partis».

Pour l'avenir, le premier ministre a «pas encore réfléchi à ce que doit être une campagne électorale qui s'ouvrirait dans plusieurs mois, et qui, par conséquent, fera l'objet d'initiatives des uns et des autres le moment venu». Comment M. Chirac entrera-t-il en campagne ? Démissionnera-t-il ? «Je ne me pose absolument pas la question dans ces termes. J'ai pour mission d'assurer une responsabilité : je l'assumerai jusqu'à son terme.»

(1) NDLR. — A Périgueux, le 27 juillet, M. Chirac avait déclaré : «Nous n'avons dit le gouvernement (présidentiel) avoir créé en France une situation de faillite. En cinq ans...»

Une élection municipale

PYRÉNÉES-ORIENTALES
Le Boulou (2^e tour).
Inscr., 3 226 ; vot., 2 385 ; suffr. expr., 2 296. Liste PS-PCF (M^{me} Marie-Rose Carreras, PS), 1 187 voix, 21 ELUS ; liste UDF-RPR (M. Armand Sforzi), 1 109, 6 ELUS.

La liste d'union de la gauche remporte cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 13 juin, d'Henri Teissier, maire du Boulou depuis 1983. Rappelant 60,49 % des suffrages exprimés, la liste conduite par M^{me} Carreras a d'abord bénéficié d'une médaille municipale honorifique de 250 000 F, d'indemnités mensuelles de 31,12 % du premier tour.

Le nouveau report des voix des électeurs qui s'était produit au premier tour sur la liste divers droite conduite par M. Rivet, a affecté la liste UDF-RPR et a permis à la liste PS-PCF de l'emporter. La liste conduite par M. Sforzi, qui obtient 48,30 % des voix, perd, en effet, près de 6 points par rapport au total des suffrages recueillis par les listes de la majorité éliminée (54,18 %).

An premier tour, les résultats étaient les suivants : liste 3 226 ; vot., 2 223 ; suffr. expr., 2 104. Liste PS-PCF, 964 voix ; liste UDF-RPR, 912 ; liste div. d., 228.

En Nouvelle-Calédonie

M. Bernard Pons ouvre la campagne pour le référendum

NOUMÉA
de notre correspondant

«Faites taire vos craintes, écoutez sans peur ceux qui jouent avec la démocratie et qui parfois la méprisent. Exprimez-vous en citoyens responsables, conciliez et siffliez de ses droits» : c'est par cet appel que le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a entamé, le samedi 1^{er} août, sa visite d'une semaine en Nouvelle-Calédonie — la sixième depuis qu'il est en fonctions — donnant ainsi le coup d'envoi de la campagne en vue du référendum d'autodétermination fixé au 13 septembre.

Dans un contexte politique dominé par les consignes de boycottage lancées par les partis indépendantistes, M. Pons s'est livré, au cours d'un discours à la mairie de Mont-Dore (banlieue de Nouméa), à un véritable plaidoyer en faveur de la démocratie, «ce bien précieux et fragile» garanti par la France, «pays des droits de l'homme» et qui ignore «les luttes raciales». Dans l'hypothèse, a ajouté le ministre des DOM-TOM, où les Calédoniens se prononceraient pour la poursuite de «ce dialogue subtil et profond que la Nouvelle-Calédonie entretient depuis près d'un siècle et demi avec la France», la métropole continuera à remplir une triple mission sur le territoire, en se posant comme «garante» tout à la fois «du développement économique», «de la cohésion de cette société multiraciale qu'est la Nouvelle-Calédonie» et «de la sécurité des personnes et des biens». Dans l'immédiat, pour associer les efforts de relance économique engagés par le gouvernement, M. Pons a annoncé un nouveau train de mesures : une opération «Cent projets de développement», «diffusés sur le territoire», et l'extension à l'archipel de la procédure de contrats de plan déjà en vigueur dans toutes les régions métropolitaines.

A l'occasion de son dernier séjour avant l'échéance du référendum, l'ancien ministre général du RPR devait multiplier les contacts avec les tribus mélanésiennes pour les

exhorter à se rendre aux urnes. Le ministre devait surtout rendre public le soutien du gouvernement face aux deux marches respectivement programmées par le RPCR et le FLNKS, dans la seconde quinzaine du mois d'août : les interdire ou pas ? La question alimentaire, ces dernières semaines, toutes les conversations à Nouméa.

M. Tjibaou
contre M. Ugeux

Quoi qu'il en soit, M. Pons trouvera certainement quelques motifs de satisfaction dans les discussions internes qui secouent actuellement le FLNKS, mettant aux prises l'Union calédonienne (UC) — la composante majoritaire du Front, dirigée par M. Jean-Marie Tjibaou — et le Front uni de libération kanak (FULK) — composante minoritaire animée par M. Yann Colenat Ugeux. Exaspéré par les initiatives personnelles de M. Ugeux (la dernière en date étant l'envoi de dix-neuf militants de son parti en Libye), le comité directeur de l'UC, réuni à Houatou samedi, s'est prononcé en faveur de l'exclusion du chef du FULK du «gouvernement provisoire de Kanaky», dont il est le ministre des relations extérieures. En attendant une «réunion extraordinaire de mise au point», prévue le 18 août, l'UC reconnaît toutefois que M. Ugeux est habilité à s'exprimer au nom du FLNKS dans le cadre de la mission particulière qu'il remplit en ce moment à New-York auprès du Comité de décolonisation de l'ONU.

Le FULK, pour sa part, a vivement réagi en dénonçant «l'attitude hypocrite et contradictoire de l'UC», dont les dirigeants «se servent de l'étiquette du FLNKS à des fins personnelles» et même «une politique néo-coloniale». Si les liens entre Tjibaou et M. Ugeux avaient déjà décliné, par le passé, des passes d'armes entre l'UC et le FULK, la crise actuelle est probablement la plus grave.

FRÉDÉRIC BOBIN

BIBLIOGRAPHIE

«Louis Armand, visionnaire de la modernité»
d'Henri Teissier du Cros

Un pari sur l'intelligence

Il suffisait d'avoir passé une heure en tête à tête avec Louis Armand pour comprendre ce qu'avait d'exceptionnel ce personnage, trop oublié par ceux qui ne mesurent l'influence qu'à l'aune de l'ardeur politicienne. Il avait la rare faculté d'appréhender une suite de connaissances et de les faire jouer dans la conversation à tout propos dans un feu d'artifice qui laissait bouche bée. Sans magnétophone, il était impossible de reconstituer le puzzle pris sur le vif, les embêtements paraissant si naturels que vous ne cherchiez pas à lui demander ses raisons. Ah ! quel homme des médias ! c'est été si la télévision avait «chanté» les foyers comme aujourd'hui !

Henri Teissier du Cros a eu l'honneur d'être un peu son secrétaire, peut-être un peu son secrétaire, mais qui, du coup, ne cite rien de ce qu'il a vu, mais tout un monde d'angles impressionnants.

Il y avait en lui le Savoyard, bien sûr, planté dru dans sa terre et qui ne l'oubliait jamais, même loin d'elle ; le polytechnicien, attaché jusqu'aux fibres les plus secrètes à son Ecole, puis à sa réforme ; l'homme des chemins de fer, révérend des chemins et apportant à l'électrification du réseau toute sa flamme technique puis, dans la Résistance, toute son ardeur patriotique qui lui valurent d'être nommé compagnon de la Libération ; l'émancipateur qui fera le pétrole sous les dunes du Sahara ; l'Européen qui participa à la rédaction des traités de Rome et présida l'Euroatom — le seul échec qui le marqua durement ; le participant, avec Jacques Rueff, au célèbre comité chargé d'examiner les obstacles à l'expansion de l'économie française, dans le rapport, dû à la plume de Michel Albert, si peu vieill.

Henri Teissier du Cros suit pas à pas le cheminement de cet ingénieur qui avait souvent confié ses intuitions à Michel Drancourt (1), de ce saint-simonien du vingtième siècle, optimiste à tout crin. Il y a deux temps forts dans ce livre : un dialogue imaginaire entre Louis Armand et le général de Gaulle, et le dernier chapitre sur le thème si actuel : «La science moderne est-elle humanisatrice ?».

Parient sur l'intelligence, Louis Armand a transmis plusieurs messages honnêtement décryptés par notre auteur. D'abord, ce «nous ne connaissons rien qui n'évolue pas» et qu'il est moins difficile de se réveiller par rapport à l'avenir que par rapport au passé, d'où son adhésion au groupe de prospective de Gaston Berger.

«Tout ce qui monte converge», écrivait Teilhard de Chardin, qu'aurait beaucoup aimé Louis Armand, et notre grand ingénieur savait qu'à certain niveau on pouvait espérer trouver une société reposant sur un «concordat» entre la science et la culture, ainsi que la technique et l'art. Il fallait alors, pour lui, qu'advienne une transcendance reposant sur une élévation intellectuelle et spirituelle («encapsulation» de la société) dans un monde d'interdépendance croissante des nations («planétarisation») et de convergence accrue des activités humaines («socialisation»).

On voit quels grands desseins Louis Armand assignait à l'humanité. C'est le mérite d'Henri Teissier du Cros d'avoir rattrapé au vol une pensée si féconde.

PIERRE DROUIN.

★ Editions Odile Jacob, 486 p., 150 F.

(1) Plaidoyer pour l'avenir et le pari européen (éditions Fayard).

(Publicité)

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE
POUR NE PAS RISONNER IDIOT !

Profil de la période des vacances pour tous les étudiants des commissions de base et méditerranée forme générale. Une méthode qui présente les 20 principes dominants de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations. Une méthode accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3926
35, r. Collège, 92203 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 42-70-72-63.

Un tiroir à double fond

DANS le tiroir de M. Jacques Chirac, premier ministre, chef de la majorité au pouvoir depuis mars 1986, paraît fondatrice du RPR et candidat pas encore déclaré à la prochaine élection présidentielle. Il n'y a pas de dossier «Front national». L'affaire, à l'encre, n'en vaut pas la peine.

Mais dans le tiroir du candidat offensif, prévoyant et prompt à rendre coup par coup si on cherche à l'atteindre, plusieurs dossiers, soigneusement serrés, seraient prêts. «Les affaires» — celles où les autres se sont aventurés, bien sûr, il connaît.

«Les affaires» : M. Chirac n'a pas toléré qu'après les «révolutions» (pas très fraîches mais inédites de la part d'un aussi haut dignitaire irrien) de M. Rafsanjani, le premier secrétaire du PS laisse entendre, avec force précautions oratoires, qu'il serait grave, au cas hypothétique où ce serait vrai, que le sort des otages au Liban et l'ensemble du dossier franco-iranien ait pu être soigneusement «gelés» avant le 18 mars 1986 à l'invitation de l'opposition d'ailleurs. Ce que le premier ministre n'accepte pas de se laisser «injurer» par qui que ce soit se conçoit. Mais n'est-ce d'autre arme pour se défendre que la menace de la vieille manie du chantage aux «affaires» ?

Fute dans le secret ou éclairage menaçant des «coulisses» du pouvoir : les mœurs politiques françaises, décidément, n'évoluent guère.

Au demeurant, les exemples retenus par M. Chirac étonnent :

comme s'est complu à le souligner aussitôt l'un de ses détracteurs socialistes, M. Dumas, qu'il s'agisse des Irlandais de Vincennes ou de l'affaire du Rainbow Warrior, une partie non négligeable de la lumière a déjà été faite, par la presse, plus que par aucun pouvoir. Pour qui ne pas considérer, s'il y a lieu, cette information ? Et pourquoi ne pas démentir — M. Chirac ne doit tout de même pas être dépourvu de moyens — certains mécanismes de la manipulation irienne, si c'en est une à tant pour cent ?

Dos affaires mais pas d'affaire, strictement politique cette fois, avec le Front national. M. Chirac, qui a toujours défendu prudemment, faute de pouvoir en dire davantage, la vague, l'idée d'une «normalité», pour contester mais qui n'explique rien, des électeurs du Front national, avance aujourd'hui une autre idée : ces électeurs, ont «dans l'ensemble, une sensibilité très proche de l'actuelle majorité». Que ne votent-ils pour elle, dans ce cas ? Et pourquoi ne jettent-ils pas aux orbes M. Le Pen et la détestable idéologie que ce dernier partagerait avec un quarton de «dirigeants» du FN ?

Sur ce mystère, M. Chirac, demeurant muet, ne clarifie pas la situation. Il n'a pas l'air prêt du reste à clarifier quel que ce soit puisque interrogé sur la réunion réclamée d'une voix timide par le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, le premier ministre a coupé : «Je ne sais pas ce que c'est».

MICHEL KAJMAN.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
«Les Rédacteurs du Monde»,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Vauze

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par aéro-poste)
L. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE
564 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à tous correspondances.

Veuillez adresser l'obligation d'écriture des noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composet 3015 - Taper LEMOND

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-56-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

Le Monde USPS 755-910 is published daily, except Sundays, for \$460 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 39th Street, L.I. NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, PWC, 45-45 39th Street, L.I. NY 11104.

مكتبة الجليل

En Nouvelle-Calédonie

M. Bernard Pons ouvre la campagne pour le référendum

Le député-maire de Nouméa a ouvert la campagne pour le référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

M. Bernard Pons, député-maire de Nouméa, a ouvert la campagne pour le référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Il a déclaré que le peuple calédonien devait décider de son avenir.

M. Tjibaou contre M. Ugeux

Le chef du mouvement indépendantiste a critiqué le ministre de l'Intérieur.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

M. Tjibaou a déclaré que le gouvernement français ne respectait pas les droits du peuple calédonien.

Il a appelé à la mobilisation du peuple pour le référendum.

Pour remédier au surpeuplement des prisons

Trois mille cinq cents détenus britanniques vont être libérés

LONDRES

Pour remédier en partie à la surpopulation des prisons britanniques, le Home Office (ministère de l'Intérieur) s'apprête à procéder à une première série de libérations anticipées.

La décision concerne environ trois mille cinq cents détenus qui bénéficieront d'une remise de peine de la moitié du temps de la peine et non pas le tiers, comme c'est le cas habituellement.

Pour tenter d'apaiser les craintes et les controverses provoquées par l'annonce de cette mesure, M. Douglas Hurd, ministre de l'Intérieur, a pris soin de préciser que seules les personnes condamnées à moins d'un an d'emprisonnement pourront en bénéficier, à condition qu'il ne s'agisse pas de récidivistes.

C'est dire que ce sont des gens qui n'ont pas été considérés comme des criminels dangereux par les tribunaux.

M. Hurd a déclaré que ce n'est pas une mesure de pitié, mais une mesure de bon sens.

Malgré une nette augmentation de la criminalité, le gouvernement de M. Thatcher a dû se résigner, après bien des hésitations, à cette solution.

Il est clair que si nous n'avons pas agi de la sorte, et que s'il y avait eu une explosion dans les prisons, le gouvernement aurait été tenu responsable à juste titre.

M. Hurd, répondant aux critiques de M. Brittan.

Les prisons britanniques sont parmi les plus surpeuplées en Europe, et parmi les plus vétustes (le Monde du 5 février). Après une série de

graves émeutes dans plusieurs établissements et tandis qu'un mouvement de mécontentement des gardiens de prison prenait de l'ampleur,



« Ils se sont évadés ! Dieu merci ! » (Dessin du journal « The Independent » du 31 juillet).

M. Hurd a fait connaître son choix en précisant que le nombre des détenus en Angleterre et au Pays de Galles allait atteindre, en juillet, le chiffre record de cinquante et un mille deux cent quarante pour quarante deux mille places « officiellement » disponibles.

La crise est telle que sept cent cinquante condamnés sont actuellement incarcérés dans des commissariats. Les policiers dénoncent cette situation, en indiquant que beaucoup d'entre eux sont désormais obligés de jouer le rôle de gardiens de prison, et ne peuvent donc remplir leurs devoirs dans la lutte contre le crime.

Entre autres problèmes pour essayer de résoudre la pollution du surm-

bre auquel fait face l'administration pénitentiaire, le ministre de l'Intérieur a décidé de réquisitionner d'anciens camps militaires qui serviront « provisoirement » de lieux de détention.

Le premier de ces centres, bâtiment aménagé, doit être ouvert ce mois-ci et accueillera trois cent soixante prisonniers. D'ici à septembre 1988, trois mille places supplémentaires vont être installées dans différentes prisons, mais les dirigeants de l'administration pénitentiaire restent très inquiets car, au-delà de cette date, il faudra attendre le début de la prochaine décennie pour disposer de nouveaux locaux.

En 1984, le gouvernement a lancé un vaste programme d'équipement, prévoyant la construction de seize prisons. Mais les premières d'entre elles ne seront pas prêtes avant 1990.

Or entre-temps, selon les propres estimations du Home Office, la population carcérale pourrait augmenter d'au moins dix mille détenus.

D'autant plus sûrement que les juges se montrent de plus en plus sévères sous la pression d'une grande partie de l'opinion publique, alarmée par la montée de la criminalité et influencée par un gouvernement qui - en général - continue de manifester ses souhaits d'une sévérité accrue.

FRANCIS CORNU.

[En France, il y avait au 1^{er} juillet 1987, 50 661 détenus pour une capacité d'hébergement, dans les établissements pénitentiaires de métropole, de 52 500 places. La proportion des prévenus, c'est-à-dire des personnes en attente de jugement définitif, se situait à 44 % environ du nombre total des détenus.]

L'expulsion des délinquants étrangers ne peut être envisagée, déclare M. Chalandon

Dans un long entretien publié le lundi 3 août par Valeurs actuelles, M. Alain Chalandon, ministre de la justice, traite de quatre grands dossiers : le terrorisme et la délinquance, la drogue, le code de la nationalité et la surpopulation dans les prisons.

Revenant, sur ce dernier point, que 28 % des détenus étaient des étrangers, ce qui représente à peu près 13 000 places, Valeurs actuelles demande au ministre si « il n'aurait pas été plus simple de mener une politique d'expulsion des délinquants étrangers ».

Voici la réponse de M. Chalandon :

« Je vous répondrai par un exemple. Le trafic de drogue est principalement le fait d'étrangers en situation irrégulière ou qui viennent en touristes à cette fin. Si nous ne risquons rien de plus que d'être reconduits à la frontière, cela n'aura rien de dissuasif. Au contraire même. Or cet exemple concerne beaucoup de monde. A Bobigny, les clandestins poursuivis pour trafic de drogue représentent les deux tiers des affaires du tribunal correctionnel. Pour eux, l'expulsion serait une incitation.

— Valeurs actuelles : il n'y a pas que des étrangers de passage dans ces 28 % ?

— Certes, mais juridiquement on ne peut pas renvoyer quelqu'un dans son pays d'origine en interrompant une peine prononcée par un tribunal. Cela violerait l'égalité de traitement garantie par la déclaration des droits de l'homme. Il faudrait que le tribunal puisse prononcer une peine principale d'expulsion.

— Valeurs actuelles : vous l'avez envisagé ?

— C'est exact. Mais une loi de ce genre se serait heurtée au Conseil constitutionnel.

MÉDECINE

Une canne blanche striée de rouge pour les sourds-aveugles

Le gouvernement français n'oublie pas les sourds-aveugles. M. Adrien Zeller vient de le rappeler à Poitiers devant les cinq cent dix délégués internationaux qui participent à la neuvième conférence mondiale pour l'éducation de ces handicapés. Soulignant qu'en France la situation des handicapés en général « s'est beaucoup améliorée depuis dix ans, dans le cadre de la loi d'orientation du 30 juin 1975 », le secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale a annoncé que les sourds-aveugles seraient dorénavant dotés d'une canne blanche striée de rouge afin de pouvoir être distingués des seuls aveugles.

Le surdi-cécité est l'un des handicaps les plus profonds et les moins connus. Plagés dans l'isolement, le sourd-aveugle n'est pourtant nullement le malade mental, l'antiste qu'on a longtemps voulu voir en lui. Le langage des signes pratiqué au contact de ses mains, l'alphabet manuel ou le braille, permettent aux sourds-aveugles de nouer des contacts étroits avec l'extérieur. Mais, parallèlement à une compétence technique très particulière, l'éducation de ces handicapés réclame une compréhension, un acharnement, un amour peu habituels.

Une prévention possible

Les enfants sourds-aveugles de naissance connaissent d'énormes difficultés. Pris en charge dans quelques rares établissements spécialisés, ils seraient plus de deux cents en France. Ce drame ne doit rien à la fatalité. La majorité des enfants sourds-aveugles congénitaux sont en effet les victimes d'une contamination in utero par le virus de la rubéole. Or un vaccin contre la rubéole existe, et tout laisse penser que son utilisation systématique chez les jeunes filles avant la puberté permettrait de réduire considérablement le nombre des enfants sourds-aveugles congénitaux.

En dépit d'une telle situation, la vaccination anti-rubéolique demeure une vaccination facultative. De plus, le dépistage sérologique, permettant à une femme de savoir si elle est protégée contre la rubéole, n'est effectué que lors de l'examen prénatal, un examen devenu caduque avec l'évolution des modes de vie.

J.-Y. N.

La « ratonnade » de Nice

Mgr Saint-Macary : « On peut faire beaucoup de mal avec des mots »

Interrogé le samedi 1^{er} août par Radio-France-Côte d'Azur sur le meurtre d'un ouvrier tunisien par six jeunes de Nice, Mgr Saint-Macary, évêque de Nice, a estimé que cette affaire lui paraissait « dans la logique de la politique d'abandon ». « Nous constatons une énorme difficulté à donner un enseignement moral aux enfants et aux jeunes et à faire passer des valeurs comme le respect de la vie, le respect de l'homme et l'attention aux autres ».

A propos de la montée de l'extrême droite, Mgr Saint-Macary a ajouté : « Je ne tiens pas du tout à faire de la politique. Je voudrais quand même dire que la parole est importante et que l'on peut faire beaucoup de mal avec des mots ».

● Fuellade dans un hôtel du Crotoy. Les trois fils d'un hôtelier du Crotoy (Somme), M. Alain Langlois, quarante-huit ans, ont été blessés, avec des fusils de chasse, trois clients de l'établissement à qui le reprochaient de faire du tapage et des dégâts, le dimanche 2 août vers 2 h 30. Jean-Philippe Langlois, vingt-trois ans, et ses deux frères, Jean-Marc, vingt ans, et Jean-Christophe, dix-neuf ans, ont été placés en garde à vue.

Parmi les blessés, tous venus de Nanterre (Hauts-de-Seine), une jeune femme a été atteinte au poulmon, mais ses jours ne semblent pas en danger. Les deux autres ont été plus légèrement touchés.

REPÈRES

Catastrophes

Tornades au Canada, en Chine, et au Bangladesh

Des tornades ont balayé la ville canadienne d'Edmonton (Alberta), le vendredi 31 juillet, en milieu d'après-midi. On a dénombré 36 morts et plus de 250 blessés, ce qui en fait les tornades les plus meurtrières ayant ravagé le territoire canadien depuis celles de 1954 qui avaient tué 81 personnes dans la région de Toronto. La zone dévastée est longue de 50 kilomètres et large de 5 kilomètres. Elle comprend, en particulier, un camp permanent de caravanes où vivent 2 000 ou 3 000 personnes et une partie des quartiers industriels.

D'autre part, un violent orage, accompagné peut-être de tornades, s'est abattu le 31 juillet sur le nord-est de la Chine (province de Heilongjiang), tuant 16 personnes (auxquelles s'ajoutent 13 disparues) et en blessant 442. Là aussi, les dégâts matériels sont importants.

au Bangladesh, plus de 100 personnes ont péri ces derniers jours en raison de pluies diluviennes qui ont inondé près d'un tiers du pays, selon la presse locale. De sources officielles, on a confirmé 19 décès. Plus de 3 millions de personnes ont dû abandonner leur domicile. Les inondations ont détruit 98 000 habitations et ravagé près de 1 million d'hectares de terres cultivées. — (AFP, UPI).

Écologie

Un jogging pour la forêt

Elle court, elle court la forêt. Ainsi pourrait s'intituler le dernier numéro de la revue « Forêt », paru le 2 août, lequel vient de livrer deux douzaines de sports, hommes et femmes, et quelques sapes-pompier d'Alsace-Provence. Pour sensibiliser les Français aux problèmes de la sauvegarde des massifs forestiers, ces écologistes ont pris le départ le dimanche 2 août d'un jogging de plus de 4 000 kilomètres qui va les conduire dans quarante-sept départements. Se relayant tous les 10 kilomètres, ces coureurs des bois se rendront notamment à Bornes-les-Mimoses et dans le massif du Tanneron (Var).

Le Monde
sur minitel

TOUR DE FRANCE A LA VOILE

Concours de pronostic
offrez-vous le look de l'été avec Orangina

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ETE

ENVIRONNEMENT

Guerre des déchets dans les Yvelines

Compostage contre incinération

Le projet de construction d'une usine d'incinération des ordures ménagères à Achères, près de Saint-Germain-en-Laye, provoque dans les Yvelines une véritable guérilla intercommunale. Deux camps s'opposent : six maires d'un côté, menés par M. Magnot, maire (sans étiquette) de Villennes-sur-Seine, qui refuse l'usine ; vingt de l'autre, qui l'acceptent et se rangent derrière M. Michel Péricard, maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye. Entre les deux camps, M. Michel Rocard, député socialiste et maire de Conflans-Sainte-Honorine, qui, lors de la campagne électorale de 1977, s'était prononcé contre l'usine mais qui, aujourd'hui, avec son conseil municipal, vient de voter en sa faveur.

Question simple : que faire des ordures ménagères de ces vingt-sept communes ? La décharge où elles s'entassaient jusqu'à présent est pleine. Faut-il les brûler ou les transformer en compost ?

L'incinération défendue par M. Péricard à ses titres de noblesse. A Paris, fonctionnant depuis des décennies, trois incinérateurs surpassent — dont le plus important du monde — à Ivry, à Issy-les-Moulineaux et à Saint-Ouen. Cette dernière usine, devenue obsolète, va d'ailleurs être remplacée par une nouvelle unité, exactement au même endroit.

Dans les Yvelines, il s'agit de traiter tout de même 100 000 tonnes de déchets par an. En outre, l'usine installée à Achères, près de la station d'épuration des eaux de la région parisienne, fournira à celle-ci une partie du courant électrique dont cette énorme installation a besoin.

Mais cette solution coûte cher : 150 millions de francs d'investissement, plus les frais de fonctionnement. « Quoi », s'indignent les opposants, tous situés sous le vent du futur incinérateur, c'est Michel Péricard, ancien pourfendeur de la France défigurée, qui voudrait nous imposer des bâtiments hauts de onze étages, surmontés de cheminées de 48 mètres crochant des fumées chargées de chlore et de poussières malsaines ! Lui-même, évidemment, n'en souffrira guère puisque sa ville est à 10 kilomètres de là, de l'autre côté de la forêt.

Ces opposants proposent donc de composter les ordures, c'est-à-dire de les transformer en engrais. La solution serait, selon eux, non seulement plus écologique, mais beaucoup moins coûteuse.

On leur répond que, de toute manière, il faudra bien brûler les plastiques qui, déjà, représentent plus de 10 % des ordures. D'ailleurs, le compost, qui ne peut rivaliser en efficacité avec les engrais chimiques, se vend très mal, et il faudra probablement en brûler une partie. Alors, brûler pour brûler.

On aurait sans doute pu trouver un compromis, sous forme d'une seule et même installation, plus modeste que celle prévue. Hélas ! la publication en juin dernier de l'étude d'impact, obligatoire pour tout projet de quelque importance, a mis le feu aux poudres. Les citoyens de Maisons-Laffitte, notamment, situés à 3 kilomètres à l'est des futures cheminées et dans l'axe des vents dominants, se sont enflammés, allant jusqu'à manifester sous les fenêtres de M. Péricard.

Même mécontentement sur le côté de Conflans-Sainte-Honorine,

Dix ans après la grande manifestation contre Superphénix

Le dernier carré des Verts

CREYS-MALVILLE

de notre correspondant régional

Quand le passé ? Il y a dix ans, le grand rassemblement contre la construction du réacteur de Creys-Malville avait rassemblé une foule impressionnante. Cinquante mille personnes avaient vécu deux journées tendues, marquées par de violents affrontements et la mort d'un militant écologiste — on ne disait pas « Vert » à cette époque — ainsi que par une mobilisation européenne.

Le samedi 1^{er} août, le contraste était total. Pour célébrer le dixième anniversaire de cette révolte, ils étaient... cinquante. Sages, calmes, sereins et, paradoxalement, pas démobilités du tout par la minceur de leur petite troupe, marchant ou jennant, juste avant un voyage pédestre « éco-touristique » qui doit les conduire à Grenoble, le 9 août.

Les théoriciens ont théorisé : les pacifistes ont donné des ballons de la « Marche pour la vie » à tout le monde, y compris aux deux gendarmes du secteur. Il y avait un marcheur américain, une Hollandaise, une Allemande et quelques Suisses venus de loin.

Les échanges d'arguments courtois avaient succédé à la violence cénestés il y a une décennie. Assis sur la pelouse avec deux collaborateurs, le directeur de la centrale de Creys-Malville, M. Pierre Schmitt, a joué les pédagogues en chemisette : « Vous ne savez pas ce que sera le prix du pétrole dans cinq, dix ou vingt ans... » On envoie, à propos de la

fameuse fuite de sodium qui interdit l'exploitation de la centrale : « Vous voulez une double expertise avant sa remise en fonction ? Pourquoi pas ? Si nous proposons le redémarrage, ce sera avec toutes les garanties de sécurité... »

Les débats champêtres ont duré trois heures d'affilée. Assis en rond sur une pelouse jouxtant le site et ses barbelés, le dernier carré des Verts a maintenu la tradition des débats-fléués, à la fois techniques et existentiels. Un ancien, toute poignée dehors, a cité un discours de M. François Mitterrand en 1966 (« La France s'honorait en signant le traité de non-prolifération des armes nucléaires... »). Une militante a eu une pensée pour les Lapins et leurs rennes, victimes des retombées du nuage de Tchernobyl.

Non, la démobilitation n'était pas à l'ordre du jour. On a justifié la formule aussi confidentielle que militante de la « marche feine » avec des arguments variés : « Les manifestations de ces deux semaines ne m'ont pas profondément ébranlé... On espère rencontrer cinq à dix mille personnes sur notre parcours. D'ailleurs, depuis Tchernobyl et la fuite, les gens nous écoutent mieux... »

Où, mais tout de même, cette démobilitation... Réponse, et légèrement agacé, d'un militant grenoblois : « On ne va pas recommencer l'histoire et nous demander : les écologistes, combien de divisions ? Les événements donnent raison à ce que nous disons depuis dix ans... »

CLAUDE REGENT.

LOGGRAPHIE

Le projet de construction d'une usine d'incinération des ordures ménagères à Achères, près de Saint-Germain-en-Laye, provoque dans les Yvelines une véritable guérilla intercommunale.

Un pari sur l'intelligence

Le projet de construction d'une usine d'incinération des ordures ménagères à Achères, près de Saint-Germain-en-Laye, provoque dans les Yvelines une véritable guérilla intercommunale. Deux camps s'opposent : six maires d'un côté, menés par M. Magnot, maire (sans étiquette) de Villennes-sur-Seine, qui refuse l'usine ; vingt de l'autre, qui l'acceptent et se rangent derrière M. Michel Péricard, maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye. Entre les deux camps, M. Michel Rocard, député socialiste et maire de Conflans-Sainte-Honorine, qui, lors de la campagne électorale de 1977, s'était prononcé contre l'usine mais qui, aujourd'hui, avec son conseil municipal, vient de voter en sa faveur.

Question simple : que faire des ordures ménagères de ces vingt-sept communes ? La décharge où elles s'entassaient jusqu'à présent est pleine. Faut-il les brûler ou les transformer en compost ?

L'incinération défendue par M. Péricard à ses titres de noblesse. A Paris, fonctionnant depuis des décennies, trois incinérateurs surpassent — dont le plus important du monde — à Ivry, à Issy-les-Moulineaux et à Saint-Ouen. Cette dernière usine, devenue obsolète, va d'ailleurs être remplacée par une nouvelle unité, exactement au même endroit.

Dans les Yvelines, il s'agit de traiter tout de même 100 000 tonnes de déchets par an. En outre, l'usine installée à Achères, près de la station d'épuration des eaux de la région parisienne, fournira à celle-ci une partie du courant électrique dont cette énorme installation a besoin.

Mais cette solution coûte cher : 150 millions de francs d'investissement, plus les frais de fonctionnement. « Quoi », s'indignent les opposants, tous situés sous le vent du futur incinérateur, c'est Michel Péricard, ancien pourfendeur de la France défigurée, qui voudrait nous imposer des bâtiments hauts de onze étages, surmontés de cheminées de 48 mètres crochant des fumées chargées de chlore et de poussières malsaines ! Lui-même, évidemment, n'en souffrira guère puisque sa ville est à 10 kilomètres de là, de l'autre côté de la forêt.

Ces opposants proposent donc de composter les ordures, c'est-à-dire de les transformer en engrais. La solution serait, selon eux, non seulement plus écologique, mais beaucoup moins coûteuse.

On leur répond que, de toute manière, il faudra bien brûler les plastiques qui, déjà, représentent plus de 10 % des ordures. D'ailleurs, le compost, qui ne peut rivaliser en efficacité avec les engrais chimiques, se vend très mal, et il faudra probablement en brûler une partie. Alors, brûler pour brûler.

On aurait sans doute pu trouver un compromis, sous forme d'une seule et même installation, plus modeste que celle prévue. Hélas ! la publication en juin dernier de l'étude d'impact, obligatoire pour tout projet de quelque importance, a mis le feu aux poudres. Les citoyens de Maisons-Laffitte, notamment, situés à 3 kilomètres à l'est des futures cheminées et dans l'axe des vents dominants, se sont enflammés, allant jusqu'à manifester sous les fenêtres de M. Péricard.

Même mécontentement sur le côté de Conflans-Sainte-Honorine,

de notre correspondant régional

هكذا من الراحل

Culture

Le Monde • Mardi 4 août 1987 11

IPPISME : la retraite d'Yves Saint-Martin

L'homme aux quinze Cravaches d'or

Il est l'âge de la retraite. Le mythe Yves Saint-Martin, 52 ans, sur l'horizon de la mode, se retire. Il a en effet décidé de quitter la capitale de la mode à la fin de l'été. Yves Saint-Martin, qui a été quinze fois vainqueur du prix Cravache d'or, a décidé de quitter la capitale de la mode à la fin de l'été. Yves Saint-Martin, qui a été quinze fois vainqueur du prix Cravache d'or, a décidé de quitter la capitale de la mode à la fin de l'été.

Le créateur de la collection 1987-1988, Yves Saint-Martin, a été quinze fois vainqueur du prix Cravache d'or. Yves Saint-Martin, qui a été quinze fois vainqueur du prix Cravache d'or, a décidé de quitter la capitale de la mode à la fin de l'été.

IPPISME : l'ascension du Nanga-Parvat

L'Himalaya en express

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Sans oxygène

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français. Le Nanga-Parvat, l'un des sommets les plus dangereux de l'Himalaya, a été gravi par un groupe d'escalade français.

Arigner

Martha Graham chez les papes

La visite à la vieille dame

Monstre sacré, prêtresse de la danse, à plus de quatre-vingt-dix ans, Martha Graham a tenu à accompagner sa troupe.

Le bruit s'est répandu, Martha Graham est bien là. Fatiguée par six heures d'attente et deux heures de voyage, elle se repose au Priuré de Villeneuve. Elle n'assistera pas à la conférence de presse où son « staff » évoque sa carrière dans un raccourci efficace, sautant de ses premières années au Denishawm (où elle enseigna la danse à Louise Brooks) jusqu'à la récente reprise d'Appalachian Spring par l'American Ballet avec Baryshnikov et Nureyev dans le rôle du pasteur, précédemment tenu par Merce Cunningham.

Toute l'existence de la danse moderne est inscrite dans la vie de Martha Graham devenue presque malgré elle un mythe vivant. Quelques heures plus tard, elle accepte de recevoir les journalistes au Priuré, mais pas de photographes.

Veste et pantalon violets, chaussures chinoises à barrettes, main gantée et bonnet à micromètre, elle se tient de biais, la grande Martha fait son entrée au bras de ses administrateurs-gardiens du corps, Ron Protas et James Monks. Elle n'a rien d'une vieille dame frêle. Son visage transpire la garde son caractère.



Martha Graham photographée par Karah d'Ottawa

L'ossature est forte, le menton volontaire, l'œil gai. Lorsqu'elle penche la tête de trois-quarts elle ressemble à une petite fille malicieuse.

Attentive, experte au jeu de l'interview, qu'elle adore visiblement, elle fait preuve d'une pensée à la fois elliptique et tortueuse, ramenant toutes les questions qu'on lui pose à des thèmes récurrents : la religion du corps, la croyance en l'énergie, le goût de la nature, le refus de vivre dans le passé, la référence à Platon et à saint Augustin, le tout émaillé d'anecdotes inattendues : « Un jour j'étais chez Tiffany, Yui Brynner arrive et s'agenouille devant moi. Réveillez-vous, lui ai-je dit. Ne vous rendez pas plus ridicule que vous n'êtes. » Ou la note poétique : « Il y a un arbre devant ma fenêtre. Il était ses feuillages parallèlement au sol. Il est l'esprit de ce lieu. Je sens son énergie, sa vitalité. »

Quelqu'un lui demande quel message elle livre aujourd'hui : « Être curieux de toute chose, s'intéresser au monde, vivre les choses avec intensité, laisser tomber ce qui n'est pas plaisant. »

Sur cette ultime réplique, Martha, fragile idole, est ramabée soigneusement par son entourage et rendue à la contemplation de son arbre. Son apparition en scène à la fin du spectacle, lundi soir, devrait être un grand moment du Festival. Si le ministre est d'accord.

MARCELLE MICHEL

Panorama de la jeune danse

L'Orient et l'Occident

Cette année, la jeune danse est seulement représentée par deux groupes, le Studio Diversité et Montet et la Compagnie Prejocaj, de styles presque antagonistes.

Profil asiatique, tête rasée, engoncé dans une veste grise, Bernardo Montet fait penser à Nijinski vieillissant, mûr dans sa folie et traversé de décharges nerveuses.

Catherine Diversité, frêle et mince dans sa robe framboise, s'est fait une coiffure et un maquillage discrètement Buto. Ses pas précis, ses glissades saccadées de marionnette portent l'empreinte de Kazuo Ohno, mais adaptées à un propos très personnel.

Instance date de 1983. Conçu à la suite d'un séjour des deux danseurs chez Kazuo Ohno à Tokyo, ce duo se voulait un point de non retour, un détachement des expériences passées.

C'est la rencontre à la fois urgente et différée de deux êtres en état de transe avec des tentatives violentes, soudaines, pour briser l'enveloppe charnelle qui les sépare comme un mur. Baignés dans les sonorités répétitives de Nakasawa et les lumières de Pierre-Yves Lohier, leur duo transforme la cour de l'hospice Saint-Louis, en un lieu magique. Mais comment dépasser un moment aussi parfait, comment y associer d'autres danseurs ? Les ballets qui ont suivi, comme *Lie* et

L'Arbitre des élégances n'apportent pas de réponse.

Changement de décor avec *Halali Rome* (1), d'Angelina Prejocaj, enfant de Champigny passé chez Dominique Bagouet. Le cloître des Célestins, avec ses arcs-boutants, ses pierres moussues, ses platanes à même la scène, convient bien à cette évocation de Jeanne d'Arc. Ici, pas de transe, de violence, de gestes fous. Angelina Prejocaj procède par accumulation de signes contrôlés. Sa Jeanne, ou plutôt ses Jeanne - il y en a sept - revient, en modulant leur groupe, les moments-clés du destin de la Pucelle. Le chorégraphe part de gestes stabilisés d'après l'iconographie médiévale pour suggérer des sentiments, des états. Chez lui, la forme crée le fond, et le mouvement doit engendrer l'émotion. S'il n'y parvient pas tout à fait c'est que sa gestuelle n'a pas l'ampleur et la force qu'on trouvait dans son précédent ballet *A nos héros*.

Son portrait éolisé de Jeanne est trop linéaire ; il manque de progression. Restent une belle occupation de l'espace, une remarquable composition et quelques images bienvenues (les femmes chapiteaux). On peut trouver la musique de Michel Decourt - jouée en direct par l'Orchestre 2e2m - parfaitement adaptée au style pointilliste de la danse ou un peu datée ; de toute manière, elle contribue à l'accueil mitigé du public.

M. M.

(1) Jusqu'au 4 août, 21 h 30.

EXPOSITIONS

Entre Perpignan, Collioure et Céret

Des artistes en Roussillon

Expositions et rétrospectives d'art contemporain se multiplient en Roussillon. La Côte Vermeille tente de rivaliser avec la Côte d'Azur.

Il fut un temps, pauvre cloqué, où le Roussillon ne faisait qu'un avec la terre d'art. On avait beau évoquer quelques glorieux souvenirs - Matisse et Derain à Collioure, Picasso et Braque à Céret - le dernier événement artistique local remontait à Salvador Dalí exaltant la gare de Perpignan. Rien ne semblait alors pouvoir servir la région de l'éthérée. Elle en est sortie cependant, et, cet été, du château de Jan à Collioure, de Perpignan à Céret, cinq expositions, trois monographies et deux « à programme », composent un itinéraire très varié entre mer et vignes.

A tout seigneur - ou à toute châtelaine - tout honneur. Comme revient à Sabine Dauré et à sa Fondation du château de Jan le mérite d'avoir, les premiers, sauté le pas ; et comme son « Made in France » est un projet ambitieux, et réussi, la promotion doit commencer à Collioure. (1) C'est ici que, depuis une dizaine d'années, la maîtrise des lieux présente Debré, Olitski et nombre d'autres artistes réputés « difficiles ». Le propos, cette fois, se veut historique et analytique : il s'agit de décrire dix-huit années d'art français, de 1968 à 1986, en respectant ordre chronologique et filiations. Les œuvres ont été choisies pour leur exemplarité et leur qualité, et disposées dans l'enfilade de Jan de manière à susciter échos et contradictions. Résultat : une leçon d'histoire claire - c'est si rare ! - partielle sans doute - il y a des oublis dans ce récit - mais partielle avec cohérence.

D'une part, l'exposition rend manifeste l'inspiration à la fois écologique et iconoclaste des révolutionnaires de 1968. Les géométries brutes de Barré, les toiles cirées chères à Saytour et à Toroni, les nœuds de cordes de Viallat réinventent d'un singulier désir de réduire l'activité artistique à une production quotidienne, avec les instruments du quotidien, triviaux et dénués de charme. Rigorisme et refus de la séduction vont de pair.

Mais il devient assez vite évident, à suivre l'ordre de l'exposition, que, parmi ces « déconstructeurs », les plus intéressants étaient ceux qui, sous couvert de théorie, glissaient vers autre chose. Que cet « autre chose » relève de l'autobiographie avec Boltanski et Lo Gac, ou du simple désir de peindre et d'inventer - c'est le cas de Martial Rayssac - importe moins que la circonstance que l'évasion elle-même. Pour ces artistes, et pour d'autres absents de Jan, l'avant-garde des années 60 n'a été que le substitut de l'École des beaux-arts, dérivant un enseignement tout aussi codifié, moins substantiel sans doute, et dont les meilleurs se sont délivrés.

La dernière partie de « Made in France » est fort explicite à cet égard. En rassemblant des « jeunes », Jean-Pierre Bordes, commissaire de l'exposition, s'est borné, avec une discrétion exemplaire, à indiquer des directions : sociologie, décoration, pastiche, scène de genre, tout est à nouveau possible pour un Favier, un Bustamante ou un Gloriam. En somme, la grande vertu de la révolte esthétique qui est morte de sa belle mort il y a quelques années serait d'avoir été trahie par des hommes de qualité.

On regretterait qu'une toile de Biondes manque à une démonstration si pertinente, tant il est instructif de suivre l'évolution de cet idéalisme, selon l'adoption de Support-Surface, s'il ne suffisait de se rendre à Collioure pour remédier à cette lacune. Là, dans une villa, jadis propriété d'un sénateur des Pyrénées-Orientales, musée décoré, Biondes laisse voir les procédés de sa création (2).

Ce moderne, ou post moderne peut-être, travaille sur le motif, comme un élève de Corot ou comme Matisse. Il prend des notes, il accumule des esquisses au crayon et à l'encre avant d'exécuter la toile, version définitive, dense et construite, d'un sujet modifié d'étape en étape par l'adjonction de détails complémentaires et, parfois, de réminiscences. L'image perd en légèreté mais devient plus complexe, forçant le spectateur à déceler descriptions et citations, effets de réalisme et effets de culture. Rares sont ceux

qui savent, avec autant d'élégance que lui, citer sans parodier et jouer de l'histoire sans y perdre leur style. Bernard Pagès, dont le musée de Céret (3) accueille plusieurs sculptures récentes et une installation qui emploie aussi bien le calcaire que la fresque, appartient lui aussi à ce courant de l'après-minimal. Rien ne l'indique à Céret, mais ce sculpteur baroque, qui n'hésite ni devant le mélange de matériaux apparemment hétéroclites ni devant l'emploi de la couleur, fut à ses débuts un adepte de la branche juste dégoisée et posée contre le mur du musée. Il a changé - et l'on s'en félicite, car Pagès maîtrise son art comme bien peu de sculpteurs de nos jours.

De l'exposition des peintures récentes de Ben, qui a trouvé place elle aussi au musée de Céret, on dirait volontiers qu'elle illustre, à l'envers, les dangers de l'immobilisme. Ben appartient à la génération des « révolutionnaires », ayant imposé sa manière à force d'exposer un peu partout ses toiles à inscriptions, moins peintures qu'affiches. Il fut un temps où la violence et l'absurdité de ses maximes faisaient rire. Celles de Céret, rédigées en catalan, régionalisme oblige, proclament la force du terroir et de l'éthique (sic). Elles annoncent, péle-mêle, que la guerre est « belle », que la « différence » est sacrée et que la lutte contre l'oppression régionale est un devoir. Tout cela ne serait que dérisoire si de telles doctrines n'en rappelaient d'autres, de sinistre mémoire.

Des bénéfices de la régionalisation à outrance, on peut juger au Palais des rois de Majorque, à Perpignan (4). Cet admirable édifice abrite une exposition inattendue, et imprudemment baptisée « Extra », conçue par la généralité de Catalogne, à Barcelone, et regroupant, évidemment, que de jeunes artistes catalans. Le catalogue est rédigé en catalan, comme le sont les étiquettes dans les salles, de telle sorte que le visiteur non natif des Pyrénées-Orientales ne comprend pas un trait de son titre et aux textes. Le regrette-t-il ? Ce n'est pas sûr, car ce qu'il voit, des installations et quelques peintures croisées, ressemble fortement à un mixte d'Arte Povera, de néo-dadaïsme américain et de transavant-gardisme italien.

Le résultat n'a donc rien de « régional » ou d'« ethnique ». Rien de bien nouveau non plus d'ailleurs, exception faite pour la mise en scène ultra-wagérienne de Jordi Benito, qui tire adroitement parti de l'architecture gothique du palais. On aurait préféré voir là quelque « Made in Spain » qui rendit compte avec netteté de la toute récente renaissance catalane.

PHILIPPE DAGEN

- (1) Fondation du château de Jan, Collioure-Péru, jusqu'au 15 septembre.
- (2) Musée de Collioure, route de Port-Vendres, jusqu'au 15 septembre.
- (3) Musée d'art moderne, rue Joseph-Perray, Céret, jusqu'au 15 septembre.
- (4) Palais des rois de Majorque, Perpignan, jusqu'à fin août.

CINÉMA

La mort de Pola Negri

La fiancée de Rudolph Valentino

La comédienne Pola Negri vient de mourir à San-Antonio, Texas (Etats-Unis). Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

Pola Negri était née Barbara Apolonia Chalupiec, à Janowa, dans une province polonaise de l'empire russe, mais c'est à Berlin qu'elle fit ses débuts après avoir tourné à Varsovie, en 1914, son premier film : *Esclave des sens*. Dans la capitale allemande, Max Reinhardt la fait monter sur les planches. Elle décroche bientôt un contrat avec l'UFA, la puissante compagnie cinématographique, qui la confie à un jeune metteur en scène : Ernst Lubitsch. Avec lui, elle va tourner trois films, dont *Carmen* et la *Comtesse de Barry*, qui sera un énorme succès, notamment aux Etats-Unis sous le nom de *Passion*. Elle en profite pour débarquer à Hollywood, où elle

devient rapidement la vedette de luxueuses productions. Sa création la plus mémorable est Catherine de Russie dans *Paradis défendu* sous la direction de Lubitsch, encore une fois. Femme passionnée à l'écran, elle l'est aussi à la ville. Sa vie amoureuse défraye la chronique. Elle se fiance avec Rudolph Valentino, mais ce dernier meurt une semaine avant le mariage.

Avec l'avènement du parlant, elle quitte Hollywood et retourne en Europe avec des succès divers. Elle tient encore un rôle important dans un mélo de Willi Forst, *Mazurka*, tourné en Allemagne, mais la guerre la ramène aux Etats-Unis, où elle apparaît épisodiquement dans des productions de plus en plus espacées. Celle qui fut l'un des grands farves de l'âge d'or d'Hollywood fait une dernière apparition en 1965 dans la *Belle aux étourdes*, une production de Walt Disney.

E. de R.

PARIS-LONDRES 540 F*

ALLER/RETOUR

Vol sur Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

JUMBO CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

JUMBO PARIS 47050195 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Culture

MUSIQUES

György Ligeti, héros du Festival estival

« Quelque chose de notre joie de vivre... »

Fidèle à une tradition bien établie, le Festival estival de Paris et son directeur, Bernard Bonaldi, ont élu un compositeur pour l'été : György Ligeti (né en 1923), l'un des créateurs les plus marquants de sa génération.

Après un récital de Bernard Focroulle, sur l'orgue de Saint-Germain-des-Prés, où des pages de Frescobaldi alternaient avec les deux *Etudes* et *Volumina* du compositeur austro-hongrois, c'est à l'ensemble Musique oblique et au Groupe vocal de France qu'il a été confié le premier concert-événement.

Rencontrer au figuré seulement, car Ligeti, empêché d'être à Paris par de sérieux problèmes de santé, n'était présent qu'à travers ses œuvres. Mais comme celles-ci, échelonnées de 1947 à 1983, le représentaient dans toute la diversité de son inspiration, l'absence du créateur semblait peu de chose au regard de la présence de sa musique.

Toujours attentif à la magie du son lorsqu'il sort du silence ou qu'il y retourne, Ligeti est particulièrement hostile aux bruits parasites qui troublent l'écoute. L'auditorium des Hautes Halles est pourvu d'un système d'éclairage particulièrement bruyant, et, à la fin de *Lux Aeterna*,

lorsque les voix s'éteignent peu à peu jusqu'au silence, longuement prolongé par le chef (Guy Reibel), il est assez navrant d'entendre plus distinctement que jamais le bourdonnement éternel de la lumière... Et cela pour le plaisir d'écouter des touches de bleu et de rouge sur le fond de la scène.

Ligeti aurait sans doute été très malheureux, en dépit de la qualité de l'exécution, tout comme de ne pouvoir saisir, pour la même raison, les ultimes résonances du piano dans ses trois *Pièces*, fort bien interprétées par Anne Berteletti et Jean-François Zygel. A quoi bon ces raffinements à l'intérieur du son si les salles de concert modernes, et même l'Espace de projection de l'IRCAM, se montrent de plus en plus rebelles aux subtilités acoustiques ? L'avenir n'est-il qu'à l'amplification ? Il semble pourtant que la musique de Ligeti, dans sa fragilité même, soit porteuse d'un riche avenir. La finesse polyphonique de ses trois *Fantaisies pour chœur sur des poèmes de Hölderlin* (1982) a produit sur l'auditoire une impression très vive. De même, le *Trio pour violon, cor et piano*, dont l'apparent classicisme est aussi hardi et fascinant par le geste libérateur qu'il suggère que des pages comme *Lux Aeterna*, qui marquent tant les années 70.

A propos des *Fantaisies du Trio* ou du *Concerto pour piano* (dont la création française aura lieu le 6 août), Ligeti parle d'une nouvelle

période de sa production : « Une musique d'une grande intensité affective, d'une très grande complexité contrapuntique et métrique, une musique ramifiée à la manière d'un labyrinthe, où l'on trouve des configurations mélodiques et harmoniques parfaitement audibles, mais d'où tout geste de « retour à... » est exclu, une musique qui n'est ni tonale ni atonale. Je cherche par-delà toute modernité à faire passer chez nous quelque chose de notre joie de vivre aujourd'hui. » La présence, au même programme, de pages anciennes laisse deviner que cette nouvelle tendance venait de loin. Le silence de trois années qui a précédé ce renouveau permet de mesurer ce que cette seconde jeunesse a coûté au compositeur.

BERNARD CONDÉ

* Trois concerts seront plus particulièrement consacrés à Ligeti à l'auditorium des Hautes Halles : le mardi 4 août, à 19 heures, le pianiste Volker Banfield jouera les *Etudes* et *Musica ricercata*; mercredi, à 19 heures, le Quatuor Arditi interprétera les deux *Quatuors*; jeudi, à 20 h 30, on pourra écouter le *Kammerkonzert*, le *Concerto pour violoncelle* et le *Concerto pour piano*, donnés par l'ensemble Ars Nova.

La disquette des Hautes Halles a publié une plaquette commémorative, mais, pour suivre l'évolution complexe de Ligeti, le livre remarquable qui lui a consacré Pierre Michel reste essentiel (Editions Minerve, Alternative Diffusion, 240 pages, 120 francs).

Au festival de Sceaux

La providence des Parisiens

A moins d'une heure du centre de Paris, on peut applaudir à l'Orangerie du château de Sceaux, des interprètes prestigieux, découvrir de nouveaux talents ou retrouver des artistes familiers.

Si le Festival a ses fidèles habitués, ses organisateurs ne manquent pas de réinventer, dans une proportion raisonnable, les artistes qui ont su faire apprécier. En outre, les programmes sont généralement équilibrés, et l'on pourrait aller à Sceaux les yeux fermés si la solution la plus attrayante n'était d'arriver en début d'après-midi pour profiter du parc jusqu'à l'heure du concert (17 h 30).

Le dimanche 2 août, le Festival accueillait deux musiciens dont la réputation n'est peut-être pas encore à la hauteur de leur talent : le violoncelliste Ivan Chiffoleau et le pianiste Pierre Resch, qui avaient donné en novembre dernier un récital mémorable au cours duquel ils n'avaient pas craint de sortir de l'oubli la grande sonate de Charles Valentin Alkan.

Dès la sonate de Debussy, on sentait que l'entente des deux partenaires était absolue pour aborder ces

passages pleins d'une mystérieuse lumière avec toute la délicatesse et les élans imprévisibles qu'ils requièrent. Peut-être dans la deuxième sonate de Mendelssohn, cette réserve attentive dont sont capables Ivan Chiffoleau et Pierre Resch, interférait-elle l'œuvre vers le style de « cadence élégant » que reprochait Debussy à l'auteur de la *Symphonie écossaise* : le schéma, notamment, manquant de mordant. Il est vrai que la plupart des interprétations de Mendelssohn semblent viser à enlever l'auditoire... tel n'était pourtant pas le but de l'auteur...

Cette traditionnelle et fêchuse retenue tombait heureusement avec l'adagio et l'allegro de Schumann et la *Troisième sonate* opus 69 de Beethoven. Dans ces œuvres, le phrasé impeccable et le toucher toujours net, sans dureté, de Pierre Resch, s'associaient à la fluidité colorée du jeu d'Ivan Chiffoleau. Avec un naturel exempt d'emphase, de clichés, ils ont dit ces pages si connues avec la fraîcheur d'une première rencontre, et ont répondu aux rappels du public par le mouvement lent de la sonate de Rachmaninov qui restera peut-être le meilleur moment de ce récital, par la chaleur intérieure de cette méditation poignante.

S. C.

* Prochain concert le samedi 8 août à 17 h 30 avec le quatuor Vieux. Œuvres de Haydn, Schumann et Beethoven. Tél. : 47-02-95-91.

Les beaux jours de la trompette

Harry Edison et Chet Baker à Paris

Les trompettistes Harry Edison et Chet Baker sont à Paris. Howard McGhee vient de disparaître. Randy Brecker et Wynton Marsalis qu'on vient de voir aux étapes du tour des festivals représentent le flambeau de la trompette avec des collègues de la Bibliothèque nationale. Harry Edison apporte la réponse juste à ceux qui ne veulent pas qu'on se fiche d'eux avec du diabolique de grand hôtel et des potées de haricots rouges. Mais il n'a rien non plus pour effrayer ceux pour qui un accord de treizième semble tout droit sorti des marmittes de l'enfer du free.

Dans un genre aussi suave mais plus moderne, beaucoup plus mythique et nettement plus risqué — parce qu'il laisse venir la musique en lui ou non, c'est selon — Chet Baker est de retour. Il chante comme personne n'a osé chanter — aucun homme, en tout cas. Il raconte des fables sérielles, délicates de rythme, mais toujours avec une mélancolie à vous mettre l'âme en sourdine. Il lui arrive, dit-on, de décevoir. Décevoir son monde, il faut vraiment avoir les moyens.

FRANÇOIS MARMANDE.

* Harry « Sweets » Edison au Magnolia Terrace, à partir du 4 août. Chet Baker au New Morning, à partir du 4 août.

gagner. Il joue également avec Coleman Hawkins, Milt Jackson ou Fats Navarro, vient à Paris en 1948, pour le Paris Jazz Festival, dirige un grand orchestre pendant quelques mois, et incarne toujours comme accompagnateur avant de se lancer dans la télévision. Il vient de disparaître comme on disparaît quand on a été simple musicien de jazz sans jamais devenir une star : dans le dénuement complet. Un concert de soutien avait été organisé pour lui venir en aide il y a quelques semaines.

Voilà du jazz tout terrain. Parfait pour la saison. De quoi combler votre beau-frère resté au bureau en août, l'ami australien de passage et les collègues au sortir de la Bibliothèque nationale. Harry Edison apporte la réponse juste à ceux qui ne veulent pas qu'on se fiche d'eux avec du diabolique de grand hôtel et des potées de haricots rouges. Mais il n'a rien non plus pour effrayer ceux pour qui un accord de treizième semble tout droit sorti des marmittes de l'enfer du free.

Harry Edison la célèbre avec une telle tendresse et une douceur si incisive qu'un jeu aussi clair et sobre que celui de Basie, le comble à qui il a dit deux mots pendant treize ans — de 1937 à 1950. Il va bientôt passer soixante-douze ans, ce qui est d'excellente indication. A l'ouvrage pour le servir, comme on donne une réplique de conservatoire, l'inimitable (et souvent surprenant) trio Arvanitas.

« Mort de Howard McGhee. — Le trompettiste Howard McGhee, malade depuis longtemps, vient de mourir. (Né à Tulsa, Oklahoma (comme Singe et Earl Bostic) le 6 février 1918, clarinettiste à Detroit, c'est en découvrant Louis Armstrong que Howard McGhee s'est mis à la trompette. Après avoir participé aux formations de Lionel Hampton, Andy Kirk et Count Basie, il fonde ses propres groupes, rencontre les « boppers » (Charlie Parker et Dizzy Gillespie) par lesquels il se laisse

Communication

Lancée par le groupe Maxwell sur un modèle américain

Une nouvelle chaîne musicale diffuse sur l'Europe

Cinq mois après la suppression de la chaîne musicale française TV 6, voici qu'apparaissent dans le ciel européen les images de MTV (Music Television), une chaîne anglo-saxonne diffusée par le satellite Intelsat à destination des réseaux câblés européens. Il s'agit de l'adaptation, fidèle jusqu'au nom, de la chaîne américaine, reçue

aujourd'hui dans 33 millions de foyers et qui a provoqué une véritable révolution musicale et sociologique de l'autre côté de l'Atlantique. Propriété du groupe Maxwell (51 %), associé à British Telecom (24 %) et à Viacom (25 %), MTV-Europe mise sur une audience potentielle de départ de 1,5 million de téléspectateurs.

Les multinationales du disque se réjouissent et les « rockers » reprennent espoir. Elton Jones applaudit. Duran Duran aussi. Et Madonna, météore estival, entre Paris, Londres et Milan, devrait d'ici peu lui donner son aval. L'aventure est bel et bien partie. Longue vie à MTV !

Musica, la chaîne le sera à 100 %, fidèle au concept développé avec succès par sa sœur aînée d'Amérique, née des scepticismes généralisés le 1^{er} août 1981 et devenue le pivot de l'industrie musicale américaine. C'est elle, désormais, qui choisit, lance ou catapulte au firmament des stars chanteuses et musiciens au style télévisuel, au look rock-TV (Cyndi Lauper, ZZ Top, Madonna...). C'est elle qui a favorisé les croisements de genres (reggae, rap, funky) et constitue une sorte de forum permanent pour les artistes et les musiciens.

C'est elle qui a bouleversé la fonction du clip, faisant d'un outil promotionnel une véritable forme d'art et amenant au grand écran les stars du disque (David Bowie, Tina Turner, Sting). Il y a désormais un ton, un style, une mode, un look MTV et si Madonna en est un peu l'étendard, les deux flux de *Miami Vice* en sont deux autres drapeaux, ambassadeurs efficaces d'une nouvelle culture télé américaine que, après l'Australie et le Japon, l'Europe semble appeler de ses vœux.

Attention, prévient cependant M. Marc Booth, le directeur de la nouvelle chaîne basée à Londres : Pas question de transposer ici la chaîne américaine. Les Européens ont des habitudes, des attitudes et

des goûts musicaux très variés. A nous de les servir et de les respecter. Notre succès est à ce prix. Même écho du côté de Mme Lisa Nealon, Américaine de choc, installée depuis novembre dernier à Londres pour préparer le lancement de MTV. « L'Europe est comme une nouvelle frontière, un défi différent », dit-elle, en promettant des vidéos-jockeys à culture européenne, ainsi que des clips émanant de différents pays.

Encore faudrait-il disposer de matériaux, et la chute du nombre de clips produits en Europe n'incite guère à l'optimisme. La langue parlée sur MTV ne sera-t-elle pas, d'ailleurs, l'anglais ? « Il faut être réaliste, plaide M. Booth. MTV n'a que faire, en fait, des cultures nationales. C'est avant tout la chaîne des jeunes adultes bien au-delà des frontières. C'est à eux que nous nous adressons, eux pour qui la sortie du dernier album de Bruce Springsteen est plus importante que les confidences de George Schuler à propos de l'irangate. »

De fait, MTV ne s'embarrassera pas de journaux télévisés, de films ou de séries. A son menu, on trouvera exclusivement des clips, des annonces de concert, quelques informations sur le marché du show-business, entrecoupées de « jingles » scourdissants et de concours aux lots déconcertants (une invitation à la première d'un film de Prince, à un concert puis à une fête dans l'avion privé de Tina Turner, un week-end avec David Bowie). Aucun doute alors pour les responsables de la chaîne : dix ou tard, le téléspectateur suivra.

ANNICK COJEAN

La décision sur le sort du quotidien

Les « dix » cherchent à doubler le capital du « Matin »

Le *Matin de Paris* joue son va-tout le mardi 4 août, journée qui doit sceller son sort : la « question provisoire » du quotidien de gauche attribué au groupe des « dix » devrait devenir définitive. A moins que, faute de capitaux suffisants, l'administration judiciaire du journal ne demande sa liquidation. « C'est le dernier carat », avait indiqué l'un des deux administrateurs judiciaires du *Matin*, M. Claude Léves, dans la soirée du vendredi 31 juillet, en accordant quatre jours supplémentaires de sursis au journal, en dépit du retrait de M. Ivan Léves (la *Monde* daté 2-3 août).

Le *Matin* met donc les bouchées doubles. Les « dix », ce groupe de douze salariés et journalistes du *Matin de Paris*, tentent d'arrêter des investisseurs en jouant, en plus de la défense du pluralisme, sur un axe nouveau, celui de l'investissement dans les médias. Une page de l'édition du quotidien de lundi intitulée « Devenez un privilégié de la communication avant la nuit du 4 août » indique : « Le marché de la communication est un marché d'avenir. Cependant, les droits d'entrée y sont élevés et entraînent des investissements trop lourds pour un grand nombre d'entreprises souhaitant diversifier leurs activités. Le *Matin*, fort de ses 380 000 lecteurs quotidiens, de son portefeuille d'abonnés, d'une rédaction totalement mobilisée, élargit aujourd'hui le cercle de ses partenaires financiers. En participant à

la première augmentation de la SA le Nouveau *Matin* (...), vous accédez ainsi au monde de la communication à des conditions exceptionnelles » en « renforçant les fonds d'un des sept quotidiens nationaux ».

L'appel sera-t-il entendu ? M. Jean-François Kahn, directeur de l'« Evénement du Jeudi » et président de l'Association de sauvegarde du *Matin*, devait l'épauler en intervenant dans la soirée du 3 août sur une chaîne de télévision, afin de convaincre des industriels et des financiers d'entrer au capital du quotidien de gauche. Les « dix » pour leur part continuent à rencontrer les partenaires potentiels que leur a légués M. Ivan Léves au terme de sa « mission exploratoire » (notamment MM. Francis Bouygues, PDG de TFI, et Pierre Daurès, PDG d'Havas). Ils démentent actuellement 7,6 millions de francs, souscrits par une quinzaine de petites et moyennes entreprises ou par leurs dirigeants (Patio informatique, éditions En Direct, le Seuil, SVP, la Fédération nationale des travaux publics, Motiv-Action, etc.). Demain, ils doivent présenter à l'administrateur judiciaire une liste ferme d'actionnaires apportant entre 10 et 15 millions de francs, préliminaire à d'autres augmentations de capital. Un pari qu'ils disent être sûrs de gagner.

Y.-M.L.

CONCERTS RADIO FRANCE

La note est plus douce pour les abonnés.

Savoir en série les avantages de l'abonnement Radio France, c'est aussi payer moins cher : avec 25 % de réduction, il y a de quoi devenir mélomane.

Quand on s'adonne à la musique, on s'abonne aux concerts Radio France. Demandez vite la brochure abonnements concerts 87/88 au 42.30.18.18.



théâtre

Le théâtre de la Ville de Paris a annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Théâtre de la Ville de Paris a également annoncé la programmation de sa saison 1987-1988. Elle sera ouverte le 12 septembre par la pièce de Molière, *Le Misanthrope*, jouée par le Théâtre de la Ville.

Le Monde sur minitel CINEMA

LEMONDE

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

AZIMUT

PREMIÈRE BANQUE DE DONNÉES GRAPHIQUES
SUR LES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE JEUNE
À VOCATION INTERNATIONALE

NOTRE PARL DANS UN CONTEXTE OÙ L'INFORMATION
DEVIENT UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE POUR L'ENTRE-
PRISE : IMPOSER NOTRE MÉDIA AUPRÈS DES FABRICANTS
ET DES UTILISATEURS DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Nous recherchons

**UN JEUNE
DIRECTEUR COMMERCIAL**

- Vous avez environ 35 ans.
- Vous avez fait vos preuves et vous désirez maintenant
vous affirmer avec plus d'autonomie.
- Notre proposition : associé à notre directeur, vous
serez chargé de structurer et d'animer notre équipe
commerciale.
Poste basé dans la région parisienne avec déplacements
réguliers en France et à l'étranger, la pratique de l'anglais
est indispensable.

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Techniciens, vous êtes attirés par le commercial ou bien
- Commercial de formation, vous êtes sans complexe par
rapport à la technique et aux techniciens.
- Vous avez acquis une première expérience
professionnelle.
(Les candidatures de débutants seront également
examinées).
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.
Nous vous proposons de rejoindre notre équipe
commerciale basée à Paris (déplacements
occasionnels).

Merci de nous adresser
votre dossier complet de candidature à AZIMUT,
183, av. des Fusillés, BP 103, 92110 Neuilly-sur-Seine.

Groupe Bancaire Alsace

● INFORMATIENS PROJÉT

● ANALYSTE PROGRAMMEUR
Niveau MIAGE - INGÉNIEUR
(DÉBUTANTS ACCEPTÉS).

La candidature avec c.v. détaillé et prétentions
est à adresser sous n° 870 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, de rue Montessuy, PARIS-7.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

CONSULTANT BANQUE

Cabinet d'audit et de conseil de
taille humaine soustraite béné-
ficiaire de la collaboration d'un
professionnel expérimenté dans les
domaines audit, organisation,
comptabilité bancaire.

Son goût des responsabilités et
de la réussite pour le succès
dans le cadre d'une large auto-
nomie et d'un salaire motivant.

Envoyer c.v. et prétentions
sous n° 874 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Montessuy, PARIS-7.

secrétaires

GROUPE INDUSTRIEL
700 PERSONNES
recherche
**SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**
POUR FILIALE BANQUE
EST PARIS
Formation BTS secrétariat
niveau collège
Parfaitement bilingue
anglais, 2^e langue soustraite.
Disponible rapidement.
Adresser c.v. +
photo +
prétentions
sous n° 874 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Montessuy, PARIS-7.

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

Jne diplômée 34 ans, épouse
secrétariat conf., rech. gérance
méd. fin. ou bure. de prof.
Sud-O. C. 2, Bureau, 52, av.
de la Résistance, 92210 Meudon-
la-Porte, 92-60-54-48.

CADRE FINANCIER
HAUT NIVEAU, 40 ans
recherche à la gestion, expérience
réussie de redressement
d'entreprises, rach. contrat
d'assurance, 57210 Meudon-
la-Porte, 92-60-54-48.

**propositions
diverses**

Vente Cotons de TULEAR pure
sans sans pedigree, semée le
16-8, semée viables, 3, 3
Fon. Tél. : 10-44-48-10-84.

villégiature

A LOUER 2 pièces tout confort
06270 TULEYRE-LOUBET
DU 1^{er} au 31 août 1987.
Tél. : 42-85-13-08.

Le Carnet du Monde

Naissances

Catherine HAOQUARD
et **Eric SARNIER**
ont la grande joie d'annoncer la nais-
sance de

Anna

le 24 juillet 1987.

« Le Paradis », parc de Chalin,
69130 Ecully.
70, boulevard Saint-Antoine,
75012 Paris.

Nadia GOMEZ
et
Jean-Dominique ORSATELLI
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jacques ORSATELLI

né à Clamart, le 25 juillet 1987.

C/o René Friedman,
Médical Antoine-Séclère,
137, rue de la Porte-de-Trivance,
92140 Clamart.

Isabelle CAHEN
et
Georges GOLDMAN
ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël

né le 25 juillet 1987, à Paris.

48, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

Mariages

Marie-Christine MARTINEZ
et
Carl-Alexander STEINER

ont annoncé leur mariage,
le 31 juillet 1987.

à Pörsberg (Allemagne).

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de lettre une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Décès

M. et M^{me} Maurice Charles
Allain,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Serge Allain
et leurs enfants
ont la grande douleur de faire part du
décès de

M. Maurice ALLAIN,
conseiller-maire honoraire
à la Cour des comptes,
officier de la Légion d'honneur,
D.S.C.,

survécu le 1^{er} août 1987, dans sa quatre-
vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-
mité familiale, en l'église de Maribres-
de-Touraine (Indre-et-Loire).

7, avenue de Ségur,
75007 Paris.

Montheron (37), Landouge (87).

Yves et Bernadette DUBOIS,
seulement
François-Javier et Anne,
son frère et sa sœur,

M^{me} Pierre-Aimé Touze,
M. et M^{me} Pierre Dubois,
ses grands-parents,
M^{me} Lucie Touze,
son arrière-grand-mère,

Ses oncles et tantes,
Ses cousins et cousines,

ont l'honneur de faire part du
décès accidentel de

Clara

Elle nous a donné la joie pendant huit
ans. Elle partage désormais au paradis
la vie de Dieu.

« Heureux les cœurs purs car ils
verront Dieu. »

La messe d'adieu aura lieu le mardi
4 août 1987, à 10 heures, en l'église des
Saints-Anges, à Limoges.

33, rue de Bellevue,
37250 Montbazou.
La Chabandière-Landouge,
87100 Limoges.

Simone Ehrenberg,
Sylvette et Gérard Tokarz,
Julien, Olivia et Laura Tokarz,
Marcel Spielmann,
Lionel Spielmann,
Liliane et Didier Landau,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri EHRENBURG,

survécu le 1^{er} août 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi
4 août, à 14 h 15, au cimetière parisien
de Bagneux.

Grenoble, Challes-les-Bains.

M^{me} le docteur Stéphanie
Et Avira Max,
M^{me} André Max-Méry,
ses enfants et petits-enfants,
font part du décès de

M. Jacques MAX,

survécu le 31 juillet, à Grenoble, à l'âge
de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu à Challes-
les-Bains (Savoie).

M. Richard Zehren,
son épouse,
Les familles Sullivan, Zehren et St-
Bernard,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} ZEEHEN,
née Hélène Sullivan,

survécue le 22 juillet 1987, dans sa ving-
t-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité le 26 juillet.

20, rue de la Terrasse,
75017 Paris.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 69 F

Abonnés 68 F

Communications diverses 72 F

Renseignements : 42-47-95-83

CONCOURS

Agrégations

● **Histoire :**

Vincent Adomès (44^e ex.), Joëlle
Allais (23^e), Anne-Claude Anbrun-
Rendu (24^e), Anne Battistoni ép.
Lambert (6^e), Roger Baur (8^e), Sté-
phane Benoit (28^e), Frédérique Boi-
seau (75^e), Laurent Bourquin (84^e ex.),
Christine Bouquet (19^e), Joël Broutat
(29^e), Pierre Brunet (46^e), Isabelle
Buchingsloewen (13^e), Didier Carion
(60^e), Anne-Marguerite Chaigne (87^e ex.),
Olivier Chailin (12^e), Robert
Chastredon (62^e ex.), Christophe
Chandezon (26^e), Gaston Chérel (44^e),
Noëlle Chérier (91^e ex.), Claudine
Cotte (20^e), Thierry Cottier (30^e ex.),
Sophie Coussencier (2^e ex.), Sophie
Cridau ép. Cridau (65^e ex.), Clau-
dine Delacour ép. Bessier (38^e ex.),
Michel Depyre (63^e ex.), Georges Der-
rier (17^e), Francis Diet (63^e), Emma-
nuel Doss (19^e), Isabelle Donat ép.
Heuland (62^e), Michel Dubois (76^e ex.),
Thierry Ducas (74^e), Jean-Emmanuel
Ducre (91^e ex.), Eric Duhamel (68^e ex.),
Frédéric Ebel (40^e), Madeleine
Fuchard ép. Thévenet (51^e), Antoine
Heuland (62^e), Michel Fournier (30^e ex.),
Anne Frayssé (86^e), Patrick Fro-
ze (91^e ex.), Jérôme Fréger (59^e ex.),
Martine Gable (32^e ex.), Jean-Pierre
Gauthier (95^e), Christian Gay (76^e ex.),
Gilles Gélis (33^e), Christophe
Girou (11^e), Catherine Grandjean
(21^e), Yves Grunjean (36^e ex.), Patrick
Harismendy (81^e), Jérôme Hille (56^e ex.),
Marie Hous ép. Dru (21^e ex.),
Marc Jellès (76^e ex.), Benjamin
Lecroix (68^e ex.), Véronique Le Pal-
laud (14^e ex.), Sabine Lefèvre (30^e ex.),
Anne Leizorvici (36^e ex.), Benjamin
Leclerc (9^e), Jean-Claude Lescure
(70^e), Isabelle Lespion (47^e), Brigitte
Lion (12^e), Jean-Philippe Lutz (50^e),
Corine Maistre (14^e), Jacques Marand
(82^e), Patrick Massa (84^e ex.), Annie
Mathis (87^e ex.), Catherine Maurer
(39^e), Didier Métais (76^e ex.), Pierre
Momet (24^e), Jean-Michel Mouton
(60^e ex.), François Muller (71^e), Jean-
François Muracelle (41^e), Bernard
Ollivier (82^e ex.), Blaise Parny (91^e ex.),
Michel Perrin (19^e), Véronique
Pouly (68^e ex.), Anne Rasmussen
(43^e), Olivier Richard (40^e ex.), Lau-
rent Ripart (59^e ex.), Françoise Roche
(84^e ex.), Joëlle Rouvère ép. Beau-
guet (52^e ex.), Hélène Sabatier (76^e ex.),
Florence Saint-Guilhem (45^e),
Jean Schaub (34^e), Thierry Scotti di
Covatta (59^e), Chantal Seneby (42^e),
François Serrati (65^e ex.), Marie-Serge
(26^e ex.), Polina (35^e), Jacques Stalick
(36^e ex.), Martial Staub (10^e), Patricia
Suhade (48^e ex.), Véronique Thulin
ép. Ratin (25^e), Florence Urbain (55^e),
David Vain (27^e), Stéphane Vergès
(72^e ex.), Pierre Verus (52^e ex.), Pas-
cale Vieille-Croisier ép. Dubois (87^e).

● **Economie et gestion :**

Martine Amar (107^e ex.), Marie
André ép. Guyard (79^e ex.), Jean
Auriant (20^e), Bernadette Baur
Chary (49^e ex.), Gérard Barrière (59^e),
Murielle Barthélemy ép. Boge (111^e ex.),
G. Bercumans ép. Bouchet (50^e ex.),
Marie-Paule Bernard (48^e ex.), Chris-
tian Bony (81^e), Françoise Blondelle ép.
Cousin (32^e ex.), Gilles Boisson (91^e),
Christian Bonin (50^e ex.), Dominique
Borel (87^e ex.), François Bossavie

(53^e ex.), Jean-Yves Bouchard
(107^e ex.), M. Bourgade ép. Guyomar
(10^e ex.), Gilles Bressi (107^e ex.),
Martin Biot (36^e), Jean-Jacques Bro-
chet (74^e ex.), Claude Buzonville (33^e ex.),
(24^e ex.), Rémi Brunel (29^e ex.), Bé-
atrice Buron (27^e ex.), Florence Capde-
ville (24^e), Françoise Capelle ép. Dolin
(71^e), Jean-Jacques Carion (41^e), Bruno
Cayot (40^e ex.), Sylvie Castanet
(57^e), Hélène Caumont (65^e ex.), Didier
Chabaud (5^e), Rémy Chevallier
(93^e ex.), Jean-Claude Colille
(103^e ex.), Serge Combes (52^e ex.),
Anne-Marie Copin ép. Kras (18^e),
Myriam Corrocher (38^e), Geneviève
Cros (24^e ex.), Jean-Christophe Del-
maire (67^e ex.), Laurent Didot
(75^e ex.), Dominique Dole (111^e ex.),
Eric Dumalain (55^e ex.), M.
Dumoulin ép. Milles (57^e ex.),
Alexandre Duong (44^e ex.), Odile
Dupont (75^e ex.), Jean-Pierre Fabry
(82^e), Philippe Farret (62^e ex.), Jean-
Pierre Fargand (27^e ex.), Maurice
Fayot (105^e ex.), Valérie Fernandez
(57^e), Jean-Paul Gaillard (96^e ex.), M.
D. Gaspar ép. Normant (82^e ex.), Pierre
Gatard (23^e), Monique Ginestar
(96^e ex.), Marc Givelin (103^e ex.),
Catherine Gils ép. Bels (28^e ex.), Eric
Godecier (44^e ex.), Jean-Pierre Ge-
gard (60^e ex.), Isabelle Goyenex
(44^e ex.), Valérie Huot ép. Cortet
(50^e ex.), Laurent Izard (1^e), Richard
Jannin (62^e ex.), Marie Kammer
ép. Hall (93^e ex.), Nadine Lajoux ép.
Arnaud (79^e ex.), Pascale Lambrecht
ép. Delys (82^e ex.), Catherine Larray
(64^e), Marion (40^e ex.), Gilles Lavigne
(104^e), Christine Lecoq (22^e),
R. Ledier ép. Teuquell (71^e ex.), Ber-
nard Lejeune (2^e), J. Leconte ép. Ther-
nak (71^e ex.), L. Lemaud ép. Allège
(64^e), Patrick Limer (107^e ex.),
Liquette Jean-Louis (111^e ex.), Michel
Loni (32^e ex.), Hélène Lopez ép. Gar-
bert (90^e ex.), Alain Lussacault
(62^e ex.), Jean-Paul Macours (90^e ex.),
Martine Masarie (79^e ex.), Bernard Ma-
sez (87^e ex.), Paula Mendes (75^e ex.),
Marie-Monette ép. Masure (82^e ex.),
Isabelle Meunier Cernis (13^e), Fran-
çoise Meyer (67^e ex.), Jean-Claude Mil-
lion (103^e ex.), Claire Moreau
(90^e ex.), Gérard Naro (65^e ex.),
Thierry Nobre (67^e ex.), M. Palazy ép.
Cazambron (96^e ex.), François Palumbo
(40^e ex.), Gisèle Paradig (96^e ex.),
Jean Peclat (40^e ex.), Isabelle Peisson
(67^e ex.), Roland Pessy (111^e ex.),
Vincent Pionvier (10^e ex.), Gérard
Pons (87^e ex.), Portia de la Moras-
gère ép. Bousset (12^e), René Priser
(111^e ex.), Isabelle Rolland (60^e ex.),
Marie-Rose Rousseau (15^e), Isabelle
Roy (16^e ex.), Michèle Saboly ép.
Lacombe (91^e), Isabelle Sasinowski
(61^e), Jean Saxon (97^e ex.), Sandemont

ép. Debillion (62^e ex.), Roger Saxe-
ant (102^e), Gérard Seguin (32^e ex.),
Christian Séjourné (35^e ex.), Sophie
Sera (71^e ex.), H. Soullignac ép. Capet
(44^e ex.), Claude Soullignac (33^e ex.),
Hervé Tauris (14^e), Bernard Tessier
(29^e ex.), Caroline Treibsch (37^e ex.),
Pascal Vieille (71^e ex.), Thierry Vi-
not (93^e ex.), Vercasse-Guaro ép.
Lary (96^e ex.).

● **Lettes des universitaires étrangers :**

Honoré Nkoko (13^e ex.).

● **Sciences physiques (option
physique) :**

Nicole Adloff (73^e ex.), Antoine
Badr (66^e), Pascal Baudin (55^e), Jean-
Louis Barrat (1^e ex.), Jean-Paul Belin
(44^e), Marie Bernardo de Oliveira
ép. Tromat (79^e), Jean-Marc Berroir
(71^e), Jean-Pierre Bonville (39^e ex.),
Olivier Bouvignat (15^e ex.), Marc Bu-
jon (39^e ex.), Marie-Christine Burd
(78^e ex.), Michel Brune (10^e), Frédéric
Brunet (29^e), Yves Buhler (63^e), Ol-
vier Cervera (81^e), Claude Chapsal
(71^e), Jacques Chastanet (87^e ex.),
Marie-Catherine Charrier ép. Mojtahid
(63^e ex.), Yves Chateau (91^e), Nicolas
Chreux (26^e ex.), Frédéric Clap (37^e ex.),
Bruno Chavellier (32^e), Christian
Clouet (69^e ex.), Alain Carou (24^e),
Pascale Dabert (31^e), Thierry de Lau-
chambert (28^e), Jean Devieux (34^e),
Jacky Even (40^e ex.), Christian Frère
(33^e), Marie-Françoise Legastrier (17^e ex.),
Laurence Gatin (37^e ex.), Isabelle
Gentil (111^e ex.), Patrick Grélet (78^e ex.),
Marie-Hélène ép. Frère (69^e ex.),
Etienne Hodezmarck (17^e ex.), Gau-
thier Hulot (36^e), Lionel Jannaud
(14^e), Robert-François Jourd'ain (67^e ex.),
Edouard Kierlik (61^e), Pierre
Krempf (77^e), Christian Larat (1^e ex.),
Yvon Le Gall (21^e), Yves Leblanc
(53^e), Françoise Lebon (52^e), Philippe
Lefèvre (56^e), Régine Louchmont
(13^e), Christine Macheard (30^e), Pascal
Marcoron (62^e), Bernard Marconet
(23^e), Nathalie Marlet (43^e), Jean
Martin (76^e), Christine Morel ép. Phi-
lippe (41^e ex.), Martine Morel (50^e),
Benot Moser (50^e), Patrick Neel (48^e ex.),
Bernadette Nicolas (54^e), Catherine
Odden ép. Vaupré (25^e), Jacques
Painault (47^e), Vincent Parbel (12^e),
Marco Paredi (63^e ex.), Hervé Péro-
deau (48^e ex.), Hervé Perrin (72^e),
Jean-François Poirier (15^e ex.), Carine
Pronot (49^e), Laurence Pruvost (41^e ex.),
Laurence Queruel (48^e ex.), Li-
onel Rome (15^e ex.), Etienne Richard
(57^e ex.), Pierre Richard (61^e), Fran-
çoise Rivol (57^e ex.), Jean-François
Roch (31^e), Claude Rollin (57^e ex.), Jac-
ques Royer (51^e), Denis Royard (31^e),
Antoine Sallier (22^e), Jean-Pierre
Simond (19^e ex.), Thierry Soler (73^e ex.),
Marc Strubel (26^e ex.), Martine
Wyns (39^e).

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux

alimentation, cafés, librairies, comm. divers, granges

Tous les lundis, dans le journal

spécialisé depuis 42 ans

"LES ANNONCES"

En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Médicis, 75011 PARIS. TEL. (1) 42.05.30.30

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

BO DE PORT-ROYAL
Dans imm. ancien pierre de
taille, studio sur rue, salle
d'eau, kitchenette et 1 cham-
bre de bonne sur rue, 7^e ét.
120 m², prix intéressant.

ou acquérir. Ps 300 000 F.
Ces. FOURNIER 48-90-89-00.

6^e arrdt

SANT-PLACIDE pierre de taille
4 ét., asc., Sud vue, triple
loggia, 3 ch., prof. lib. poss.
120 m², prix intéressant.

ou acquérir. Ps 300 000 F.
Ces. FOURNIER 48-90-89-00.

FLEURUS

SPECIALISTE RIVE GAUCHE
OUVERT TOUT L'ÉTÉ

Montparnasse 1 p. 180 000

Cherbourg-Midi 2 p. 330 000

Vavin 2 p. sol. 630 000

Maubert 2 p. 45 m² 540 000

St-Michel 83 m² 1 580 000

Séguier 110 m² 3

La chronique de Paul Fabra

On abuse tellement de la notion de compétitivité, en passe de devenir le mot obligé de tout discours et de tout programme économique, qu'on a fini par se représenter une économie de marché comme un concours de champions. Or rien n'est plus éloigné de la réalité. Cette façon de mettre l'accent sur une seule facette de la concurrence, celle qui apparaît comme athlétique, n'est pas spéciale à la France. On rapporte cette réflexion du secrétaire américain au travail, William Brock, s'exprimant avec cet humour si peu fréquent à Paris, où le pouvoir ne plaisante pratiquement jamais de lui-même : « Compétitivité est le nouveau mot-slogan à Washington, et Washington a besoin d'un tel mot car il lui arrive rarement de penser par phrases entières. » Jugement sévère. Qui oserait prétendre qu'il ne s'applique qu'aux milieux dirigeants américains ?

Les expressions d'impératif industriel, de redéploiement, de modernisation, sans oublier la sacro-sainte indépendance nationale brandie en toute occasion, n'ont-elles pas tout à fait justifié des politiques dont l'effet principal était, non pas de promouvoir des objectifs ainsi proclamés, soigneusement mais d'essayer de prouver que le gouvernement les prenait au sérieux.

Le nouveau sésame à ceci de commun qu'il permet bon nombre de phénomènes inquiétants qui en d'autres temps auraient été considérés comme les signes d'un mauvais, voire d'un très mauvais fonctionnement de l'économie. Grâce à la compétitivité, le chômage tend à passer pour une nécessité technique. Si on affecte de déplorer encore que des millions de personnes en âge et en capacité de travailler soient privées de la possibilité de gagner leur vie par une activité normalement rémunérée, cela ne passe plus pour une tare insupportable de notre système : ni même comme la manifestation d'une mauvaise gestion des affaires économiques au même titre que le déficit extérieur.

Naturellement, il est bon, il est indispensable qu'une nation comme la France puisse avoir des entreprises capables, dans leur spécialité, de surclasser quand

Le travail noir et les limites de la « compétitivité »

il le faut leurs concurrents. Il n'y a aucun inconvénient à qualifier cette quête de la première place d'effort pour améliorer la compétitivité internationale. On est d'autant plus fondé à recourir à ce vocabulaire qu'on s'est entre-temps débarrassé de cette idée fautive qui consistait à vouloir simultanément être présent dans tous les secteurs. Mais, à ne considérer que les besoins réels ou supposés des entreprises dites performantes pour se mesurer à d'autres entreprises également efficaces, on risque, comme on le fait consciencieusement en France et dans la plupart des autres pays européens, d'étaler les problèmes que pose une politique globale de l'emploi.

La revue *International Management*, publiée en Suisse (1) sous les auspices de *Business Week*, vient de lancer à sa manière un cri d'alarme sur l'extension du travail noir en Europe (2). On aurait aimé que l'avertissement soit donné par des Européens. Les auteurs de l'article estiment que l'économie clandestine, appelée économie submergée en Italie, économie de l'ombre en Allemagne, économie parallèle ailleurs, pourrait atteindre en moyenne 12 % du PNB dans les pays du Vieux Continent, les Britanniques comprises.

Dans un document datant de 1985, l'OCDE citait le pourcentage de 2 % en ajoutant qu'après tout le chiffre de 4 % était aussi vraisemblable. Il est évidemment difficile de mesurer un phénomène qui échappe par définition à tout contrôle, mais l'imprécision des évaluations s'explique encore par une double complexité, fait justement remarquer la revue *International Management*, celle des statistiques officielles qui ont tout intérêt à faire croire qu'ils appréhendent l'essentiel de la réalité économique, et celle des clandestins, eux-mêmes qui seront d'autant moins pensants, inquiétés qu'on continuera à considérer comme marginal le champ de l'économie non déclarée.

Sur l'essentiel, *International Management* semble bien avoir raison : l'économie clandestine, loin de reculer, ne fait que progresser dans la plupart des pays. Ce qui m'incline à le penser est l'affaiblissement des critères éthiques. Aujourd'hui, les vérificateurs les plus scrupuleux considèrent comme honnête une entreprise qui tolère « très peu » d'activités non facturées. C'est que la plupart d'entre elles y sont en quelque sorte contraintes par le climat ambiant. Tel sous-traitant demandera, pour une partie sans doute minime des travaux qu'il exécute, d'être payé « en liquide ». La raison est que lui-même devra régler de cette façon tel ou tel de ses propres fournisseurs.

Ce qui est frappant et qu'on entend souvent dire : finalement le travail noir revient à peu près aussi cher que si on s'était adressé à une « vraie entreprise ». Cela n'empêche pas les progrès de l'économie clandestine, bande d'essai pour la création de plus d'une petite entreprise (un travailleur commence par se faire aider par une autre personne, qui devient ainsi, en fait sinon en droit, son employé). S'il est un principe de l'économie qui est souvent cité, c'est bien celui des avantages comparatifs. On en conclut en général qu'il convient de se spécialiser dans le domaine dans lequel on est le meilleur.

C'est dans cette dernière expression que réside l'ambiguïté. Tant d'un point de vue théorique que d'un point de vue pratique, il serait plus exact de dire, dans beaucoup de cas : « Dans le domaine dans lequel on est le moins mauvais ». L'exemple classique que je rappellerai une nouvelle fois (parce qu'on oublie tellement volontiers ses implications) est bien connu. Il consiste à raisonner sur un système économique ultra-simplifié dans lequel on ne compte que deux producteurs et deux produits. A et B ne savent fabriquer que des chapeaux et des chaussures. A est plus efficace, on dirait aujourd'hui plus compétitif, que B dans les deux industries. Il est capable en une journée de travail de pro-

duire... mettons six chapeaux et quatre paires de chaussures, alors que dans le même laps de temps B ne peut confectionner que quatre chapeaux et deux paires de chaussures. Si l'économie réelle se conformait à l'idée approximative que l'on s'en fait aujourd'hui, socialistes et libéraux confondus, on conclurait probablement qu'il faudrait encourager A à fabriquer chapeaux et chaussures, qu'il se charge de l'entretien (minime) de B. Celui-ci étant supposé condamné à être éliminé par le jeu de la compétitivité.

Or telle n'est pas la conclusion logique du fonctionnement du marché. Il est facile de montrer que A aurait intérêt à se spécialiser dans la fabrication de chaussures où il est deux fois plus productif que B, alors que ce dernier aurait intérêt à se spécialiser dans la fabrication des chapeaux où son handicap est moindre (un tiers moins productif seulement que A). En échangeant leur production, A et B disposeraient de plus de richesses que si chacun subvenait à la totalité de ses besoins. L'économiste Paul Samuelson résume ce principe de la façon suivante : « Le sage n'importe que la machine que n'importe quelle secrétaire mais j'ai tout intérêt à m'engager une car j'emploie mieux mon temps à concevoir mes articles qu'à les taper moi-même. » C'est sur cette simple constatation que repose cette vérité empirique que des gens très peu productifs peuvent trouver un emploi, même dans une économie hautement développée du point de vue technique.

Que l'on ne pense pas que cette logique soit étrangère aux grandes entreprises. Le directeur d'un groupe multinational faisait récemment cette confidence : « J'ai eu le plus grand mal à persuader notre personnel italien qu'il devait renoncer à prendre en charge telle activité bien qu'il soit capable de l'exécuter plus efficacement que tel atelier situé en France. La raison pour laquelle il est préférable que l'atelier français continue à produire est que l'atelier italien

concurrent est mieux employé à faire autre chose où sa supériorité est encore plus marquée. »

Naturellement, pour en revenir aux petites entreprises, le mécanisme que l'on vient de décrire succinctement ne peut s'appliquer qu'à condition que le travailleur isolé prêt à s'employer ou le candidat à la formation d'une petite entreprise ne soit pas obligé d'accomplir des tâches qui excèdent sa capacité et qui soit souvent totalement étrangères à ses compétences directes (collecter l'impôt par exemple).

De ce qui précède, il ne faudrait cependant pas conclure qu'il vaut mieux, tout compte fait, décourager la création de petites unités de production si ceux qui aspirent à les diriger se révèlent incapables de s'imposer un minimum de discipline. Les choses sont dans la réalité plus compliquées. Dans la bouche d'un comptable aux principes professionnels et moraux pourtant particulièrement rigoureux, j'ai entendu cette réflexion : « Les entreprises qui travaillent au noir, comme il en existe désormais beaucoup dans la région parisienne, employant de la main-d'œuvre immigrée clandestine ne pourraient pas le faire si elles étaient financièrement pourries. » Au noir, en effet, on est payé en liquide ; on doit également régler ses approvisionnements sur comptant. Pas question d'être super-endetté et de vivre aux crochets des banques. Gorbatchev reconnaît aujourd'hui ouvertement que l'existence d'un marché noir en Union soviétique est le signe que l'économie fonctionne mal en URSS. Ne serait-il pas vrai que depuis une bonne dizaine d'années les mécanismes de marché sont dans les pays d'Occident grippés et que c'est la raison essentielle pour laquelle ces derniers se sont vus à leur tour obligés de tolérer un secteur clandestin dont l'ampleur est certainement plus grande qu'il n'est en général admis ?

(1) *International Management*, McGraw-Hill Publications Overseas Corp., 14, avenue d'Orsay, 1006 Lausanne (Suisse).

(2) *Le Monde* publiera mardi 4 août (date 5 août) un dossier sur le travail clandestin et l'immigration clandestine.

Les déboires du commerce extérieur français

(Suite de la page 17.)

Résultat : la croissance allemande a reposé pour moitié sur les échanges extérieurs, configuration unique dans le monde développé. L'Italie, qu'on n'attendait pas à cette place, vient en queue de peloton pour la croissance : ses bonnes performances récentes ont une tendance à nous faire oublier les difficultés rencontrées par l'économie italienne au début de la décennie.

On peut, pour résumer, établir une typologie grossière des modes de croissance depuis 1980 : d'abord les pays où le commerce extérieur a apporté une forte contribution à la croissance, grâce

à des gains de parts de marché (Japon) ou grâce à une politique économique très restrictive (Allemagne), qui a limité les importations ; ensuite, la France et l'Italie, qui ont, en moyenne, réglé leur demande d'importations de manière que leurs importations ne dépassent pas leurs possibilités d'exportations ; enfin, les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui ont privilégié la croissance en acceptant d'en payer le prix en termes de déséquilibres.

La performance d'un pays est d'autant meilleure qu'il peut afficher une croissance forte sans déséquilibre : à cet égard, les résultats des États-Unis et de la

Grande-Bretagne ne peuvent emporter l'adhésion car leur avantage n'est pas durable ; inversement, la faible croissance allemande des années récentes laisse une marge de manœuvre importante pour le futur.

Malgré ses mauvais résultats récents, la France n'a pas décliné sur l'ensemble de ces six années : sa croissance a été supérieure à la moyenne européenne (10 % contre 9,3 %), une performance plus qu'honorable si on la rapproche des résultats obtenus simultanément dans la lutte contre l'inflation et le rétablissement des équilibres.

La période, cependant, est loin d'avoir été homogène ; en schématisant, on peut dire que notre économie a connu successivement une phase « américaine » en 1982 (croissance déséquilibrée), une phase « allemande » sur les trois années suivantes (redressement des comptes extérieurs au prix d'une croissance plus faible qu'à l'étranger) et une dernière phase plus difficile à caractériser puisqu'elle associe des résultats moins bons que ceux de nos partenaires, aussi bien pour la croissance que pour les échanges extérieurs. A l'origine de cette détérioration de la performance française : une faiblesse particulière des exportations. Depuis deux ans, celles-ci progressent nettement moins vite que celles des autres pays européens, limitant les possibilités de croissance de notre économie.

Des différentes hypothèses avancées pour expliquer ce phénomène, celles qui touchent au niveau des coûts, à la productivité industrielle ou au nombre d'heures travaillées ne résistent pas à l'examen : sur ces trois points, l'industrie française est aujourd'hui en meilleure position que sa concurrente allemande, avec des coûts unitaires inférieurs de 10 %, une productivité équivalente (la meilleure d'Europe) et une durée annuelle du travail un peu plus élevée.

La lenteur du redressement

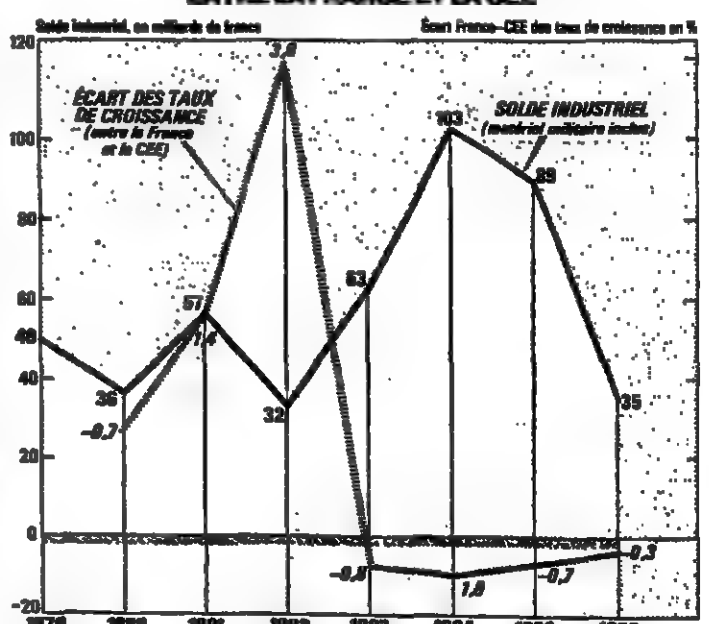
Plus convaincantes sont les analyses qui mettent l'accent sur la mauvaise spécialisation sectorielle et géographique de nos exportations. Les pôles de compétitivité de l'industrie française sont trop peu nombreux et trop dispersés ; ses positions simplement moyennes sur les produits à forte demande et à contenu élevé en nouvelles technologies. Cela vaut pour l'Europe dans son ensemble, mais la répartition géographique de nos ventes — une présence encore importante dans les pays non industrialisés et notamment l'Afrique, mais en revanche faible en Amérique du Nord — a représenté un handicap certain depuis 1980.

Les marchés de la France auraient ainsi progressé chaque année de 1 point de moins que la moyenne de l'OCDE, ce qui est considérable : à parts de marché constantes, ce seul effet de structure représente une perte d'exportations de 6 % sur la période (soit plus de 1 point de PIB), et constitue la principale explication de leur manque de dynamisme. Il tendra à s'atténuer de lui-même avec la réduction progressive des zones hors OCDE dans le commerce mondial et dans nos ventes

soumes engagées ne serait-elle pas une impasse ? La vérité est que la politique économique trouve ses limites. Les principaux déséquilibres ont été corrigés, l'inflation ralentie, les entreprises renforcées. Les experts internationaux considèrent que la France est aujourd'hui, après l'Allemagne, le pays européen dont les données économiques de base sont les plus saines. C'était un préalable nécessaire, mais cela ne suffit pas : l'ajustement structurel — restructuration de l'appareil industriel, refonte du système d'éducation et de formation, amélioration de l'organisation du travail — par nature beaucoup plus lent, n'en est qu'à ses débuts. Les Français sauront-ils le mener à bien ? Oui, s'ils parviennent à se débarrasser des mauvaises habitudes qui leur ont fait manquer de nombreuses occasions dans le passé. A cet égard, certaines évolutions intervenues dans les comportements et les modes de pensée au cours des dernières années — reconnaissance de l'entreprise comme unique source de richesses, approche plus concrète des problèmes, et conscience accrue des enjeux de la compétitivité — vont dans le bon sens.

JACQUES SAUVANT.

SOLDE INDUSTRIEL ET ÉCART DES TAUX DE CROISSANCE ENTRE LA FRANCE ET LA CEE



ALGERIE - الجزائر

ENAPAL

29, rue Larbi Ben M'Hidi ALGER

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE N° 29/87

L'entreprise nationale d'approvisionnement en produits alimentaires « ENAPAL » lance un avis d'appel à la concurrence internationale pour la fourniture de :

- 241 t sel de fonte ;
- 1 800 t bicarbonate de soude alimentaire ;
- 10 t suc de réglisse ;
- 40 t peccine pour gelée et pour nappage ;
- 11 t mix à glace ;
- 20 t cire d'abeille ;
- 6 t blanc de baleine ;
- 34 t cire végétale ;
- 24 t huile de vison ;
- 10 t huile de pied de bœuf ;
- 30 t extrait de malté poudré ;
- 50 t poudre pour flan.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de deux cents dinars algériens (200 DA), auprès de l'ENAPAL, 29, rue Larbi Ben M'Hidi, Alger.

Les soumissions en double exemplaire, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant exclusivement la mention suivante :

« Appel à la concurrence internationale N° 29/87 - à ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours après la première parution.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture du présent appel, qui s'adresse aux seuls producteurs et organismes spécialisés dans la commercialisation, conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

مكتبة الامم المتحدة

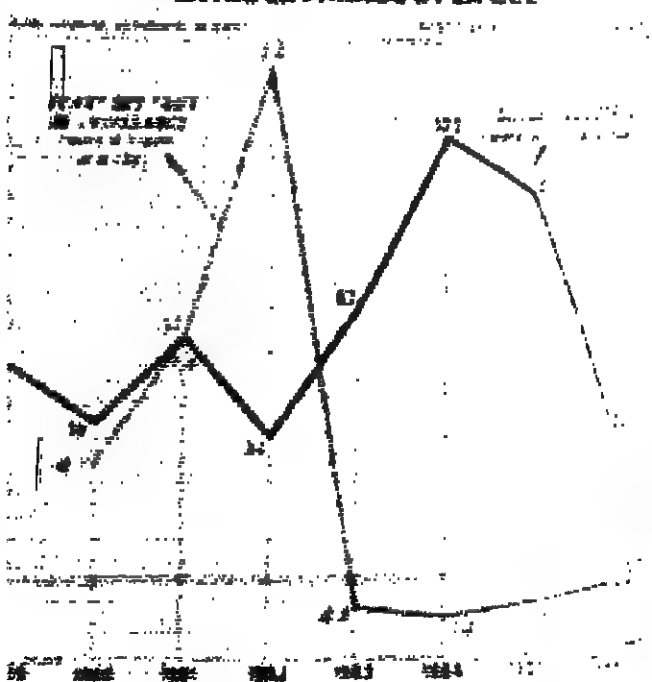
«pétitivité »

1. A primeira coisa que
 deve ser feita é a
 limpeza da casa.
 2. Depois disso, é
 necessário fazer a
 manutenção dos
 equipamentos.
 3. Em seguida, é
 preciso fazer a
 avaliação dos
 riscos.
 4. Por fim, é
 necessário fazer a
 implementação das
 medidas de controle.

Déjà que pendant les vacances d'été, les déclarations de la loi de dérogation de l'impôt de l'Etat sur les revenus des personnes physiques sont l'objet de nombreuses questions. Dans la pratique, les personnes physiques ne peuvent pas bénéficier de cette dérogation, car elles ne sont pas soumises à l'impôt de l'Etat sur les revenus des personnes physiques. Elles ne sont pas soumises à l'impôt de l'Etat sur les revenus des personnes physiques, car elles ne sont pas soumises à l'impôt de l'Etat sur les revenus des personnes physiques.

Par Jean-Noël JEANNENEY

Jusqu'à la fin du mois, chaque jour dans

[illegible]SCALAR INDUSTRIAL ET ÉCART DES TAUX DE CHOISSA
ENTRE LA BRANCHE ET LA CL[illegible]

Le Monde



ÉTRANGER

La Conférence de la CNUCED

Un accord est intervenu sur l'épineuse question de la dette des pays en développement

La septième session ministérielle de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), calquée dans un débat sur la dette des pays en développement, devait prendre fin le lundi 3 août, avec plusieurs jours de retard (les travaux auraient dû se terminer le 31 juillet). Un accord est en effet intervenu dans la nuit de dimanche à lundi.

La Conférence, qui a lieu tous les quatre ans pour donner un nouveau souffle au dialogue Nord-Sud, a commencé ses travaux le 9 juillet au Palais des Nations de Genève, avec la participation de délégués représentant les cent cinquante-sept États membres de la CNUCED. Les quatre commissions mises en place au début de la Conférence devaient aboutir à la rédaction de quatre déclarations finales sur, respectivement, le commerce international, les ressources pour le développement (notamment la dette), les produits de base et les pays les plus pauvres.

Devant le peu de progrès accomplis après trois semaines de réunion, le président de la Conférence, M. Bernard Chidzero (Zimbabwe), avait décidé il y a quelques jours de nommer des ministres à la tête de chaque commission afin d'activer les

travaux. En définitive, quatre textes de compromis ont été élaborés.

Le texte sur la dette est celui qui a posé le plus de problèmes, les pays en développement refusant de quitter Genève sans avoir obtenu que soit prise en compte leur situation financière dramatique.

Cette situation provient de l'effet cumulé des remboursements très élevés auxquels ils sont soumis et de la baisse de leurs revenus en raison de l'effondrement des prix des matières premières, leurs principales ressources, qui ont atteint les cours les plus bas depuis cinquante ans.

Le Brésil, qui était le chef de file des pays en développement dans cette affaire, tenait absolument à ce que figure dans le texte final la mention selon laquelle aucune stratégie internationale de la dette ne puisse être mise en place sans renverser la tendance des « flux financiers vers négatifs » (les pays en développement remboursent plus qu'ils ne reçoivent).

Une formule de compromis a été trouvée, car les États-Unis opposaient à la proposition brésilienne. Le texte final évoque en définitive la situation de « pays dans le service de

la dette exerce le montant des remboursements ».

En ce qui concerne les produits de base, les pays industrialisés se sont engagés à améliorer pour les PVD l'accès au marché des produits de base, ce qui, selon un délégué tunisien, constitue le principal acquis de ce texte. La prochaine entrée en vigueur du Fonds commun pour les produits de base a également été qualifiée de « résultat très positif ».

Le texte sur les pays les moins avancés (PMA) prévoit un allègement du service de leur dette grâce à un rééchelonnement de leurs remboursements.

Enfin, le texte sur le commerce international donne son aval aux travaux menés au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) lors des négociations de l'Uruguay round. Les pays en développement ont souhaité à ce propos que soit mentionnée l'interdiction de recourir à des sanctions économiques (1) contre les PVD à des fins politiques.

(1) En mars 1985, les États-Unis avaient décrété l'embargo contre le Nicaragua.

BRÉSIL : une lourde tâche pour le ministre des finances

S'entendre avec le FMI

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Depuis quelques jours, le ministre brésilien des finances, M. Bresser Pereira, s'efforce de convaincre ses collègues du gouvernement et les dirigeants du parti au pouvoir de la nécessité de signer un accord avec le FMI. Le FMI est un organisme, presque un gros mot, a dit M. Ulysses Guimarães, le président du parti majoritaire, au cours d'une réunion entre le ministre et les leaders de la majorité, destinée à étudier une telle éventualité.

C'est au retour d'un voyage aux États-Unis que M. Bresser Pereira a agité l'épouvantail. Pour le rendre plus présentable, il affirme que le Brésil procèderait en deux temps : le pays négocierait d'abord avec les créanciers privés la fin du moratoire unilatéral décidé le 28 février dernier par le gouvernement de Brasília, et c'est ultérieurement qu'il observerait un accord avec le FMI en vue d'obtenir de nouveaux prêts de l'organisme ainsi que du Club de Paris et du gouvernement japonais.

Le ministre voit un double intérêt dans ce découplage entre les négociations avec les créanciers privés étrangers et celles qui seraient menées avec le Fonds monétaire international. La libération de fonds par les banques ne dépendrait pas du respect de l'accord signé avec le FMI. En outre, le Brésil ne serait pas obligé de faire « passer » sa politique économique par l'organisation de Washington. M. Bresser Pereira répète sans se lasser qu'il n'est pas question d'accepter une politique conduisant à la récession : les restrictions de dépenses publiques — règle d'or de tout programme d'assainissement — seront faites dans certaines limites, afin de ne pas compromettre la croissance.

Pour mieux habiller son propos, M. Bresser Pereira recourt volontiers à la rhétorique nationaliste : « Si nous

signons un accord avec les banques sans passer d'abord par le Fonds monétaire, ce sera une grande victoire pour le Brésil, dit-il. Nous affaiblirons le FMI. De telles déclarations ne trompent personne, à commencer par les grands journaux, qui se sont montrés, dès l'adoption du moratoire unilatéral, beaucoup plus réalistes et beaucoup moins chauvins que les milieux dirigeants en expliquant cette décision par l'état des réserves de change et non comme le fruit d'une politique « longuement mûrie », ainsi que l'affirmait M. Sarney — c'est-à-dire une volonté d'engager le fer avec les créanciers.

La voie du réalisme

Avec l'arrivée de M. Bresser Pereira au ministère des finances en avril, le Brésil a retrouvé la voie du réalisme. L'idée serait d'arriver à un accord avec les créanciers privés avant la fin d'octobre.

Pour reprendre ses paiements, le gouvernement de Brasília a besoin d'obtenir de l'argent frais de ses créanciers. Tous les programmes ont été de savoir à quelles conditions les banques privées et si leurs exigences ne seraient pas finalement les mêmes que celles du FMI.

« Les banques pourraient conclure avec notre pays un accord provisoire, et attendre le feu vert du FMI avant de s'engager définitivement », dit-on dans les milieux économiques de Brasília. M. Bresser Pereira reconnaît lui-même que son projet de négociation avec les banques avant d'aller au FMI se heurte à bien des réserves chez les intéressés, comme il a pu s'en rendre compte au cours de son séjour à Washington et à New-York.

Le Brésil a fait une partie du chemin en rétablissant rigoureusement sa balance commerciale. L'excédent de juin (plus de 1,3 milliard de dollars) est l'un des plus élevés enregistrés, M. Mario Henrique Simoesen, ancien ministre des finances, affirme que ce sont de tels chiffres — et la volonté du Brésil de payer ses dettes — qui importent aux banques étrangères, et non certaines performances écono-

Mort du commissaire européen Alois Pfeiffer

Bruxelles (Reuters, AP). — M. Alois Pfeiffer, membre ouest-allemand de la Commission de la Communauté économique européenne, est mort à Düsseldorf, le samedi 1^{er} août, à l'âge de soixante-deux ans, des suites d'une opération à l'estomac.

M. Pfeiffer était responsable des affaires économiques et de la politique régionale de la CEE, ainsi que d'Eurostat, le bureau des statistiques de la Communauté, qui siège à Luxembourg.

Membre de l'exécutif de la fédération des syndicats ouest-allemands DGB, M. Pfeiffer était entré à la Commission européenne en janvier 1985, après avoir été proposé par le gouvernement ouest-allemand de centre-droit.

La RFA compte un autre membre au sein de la Commission européenne — composée de dix-sept membres — M. Karl-Heinz Narjes, responsable des affaires industrielles, de la recherche et des sciences.

TRANSPORTS

Quelle information pour les voyageurs ?

La SNCF supprime la vente de ses indicateurs dans les gares

En supprimant la vente dans les bibliothèques de gare de ses indicateurs géographiques — les Chais d'Antenne — la SNCF a provoqué les protestations des usagers. Cette mesure, décidée au titre des économies que la SNCF s'impose pour parvenir en 1989 à l'équilibre de ses comptes, a été la goutte qui a fait déborder le mécontentement de l'avis des voyageurs à l'égard d'une politique de l'information ferroviaire jugée médiocre et inadaptée.

C'est une grosse colère que M. Jean Sivardière, secrétaire général de la Fédération nationale d'usagers des transports (FNAUT), a pu en apprendre que la SNCF avait décidé de ne plus vendre, à partir des horaires d'été 1987, son indicateur dans les gares.

« C'est le prototype de la décision aberrante qui ne tient aucun compte des besoins des voyageurs », explique-t-il. Cet indicateur perdait de l'argent et se vendait mal, nous ont dit les services compétents. Au lieu d'améliorer sa présentation, de réduire son tirage ou de faire un effort de commercialisation, on a préféré arrêter sa vente à l'endroit le plus commode pour les usagers. C'est un peu comme si la Redoute se retrouvait sans son catalogue de vente par correspondance ! Car le « ville à ville » vendu par la SNCF est incomplet et mal connu ; les fiches horaires sur certaines relations ne sont pas diffusées en nombre suffisant. En fait, cette suppression d'indicateur dans les gares constitue une dégradation continue de l'information donnée aux usagers du train.

M. Sivardière administre une volée de bois vert à la société nationale. « Il est de plus en plus difficile d'obtenir l'information », dit-il. La SNCF a remplacé le plan de son réseau par une carte schématisée, illisible et en partie fautive. Elle a supprimé certaines fiches horaires, l'affichage sur des écrans de trains, la consultation des indicateurs par le public. Si vous téléphonez pour un renseignement, le service est occupé. Si vous vous adressez à un guichet, vous faites la queue. Le minute est hors de prix.

« Non content d'être inaccessible, l'information devient incompréhensible : les notes fixes horaires font 30 centimètres de long, et il faut utiliser une règle pour ne pas

perdre la ligne de la ville desservie. On se perd dans les trains à éclipses (72 remois de note pour Paris-Anvers !), les autorisations de circuler dans un train international entre deux gares locales, les tarifs bleu-blanc-rouge, les suppléments, les réservations obligatoires, les réductions pour les étudiants, les places charrier, etc.

« En définitive, la SNCF tente des économies dérisoires de 2 ou 3 millions de francs au risque de décourager la clientèle, qui se tourne de plus en plus vers la voiture et l'avion, tellement plus commodités d'accès. La solution réside dans une rationalisation de l'information et dans une simplification des horaires et des règlements de la SNCF.

Moins que la restauration

Devant cette charge, la société nationale n'est pas en manque d'arguments, où se glisse tout de même un brin d'auto-critique. « Nous dialoguons avec la clientèle de nombreuses façons », réplique M. Gilbert Carrara, chef de service consommateurs et adhésions à la direction commerciale voyageurs. Nous disposons de plus de cent centres de renseignements téléphoniques où un millier d'agents traitent vingt mille appels par jour, soit un appel par agent toutes les quatre minutes. Ce service nous pose tous de même un problème, car 30 % des appels ne sont pas traités, et 60 % d'autre eux doivent patienter plus d'une minute. Nous savons que nous ne donnons pas satisfaction, mais ce service est un gouffre où les renforts sont submergés par la demande. Nous ne faisons pas si mal que ça puisque nous recevons moins de dix lettres de réclamation par mois.

Ajoutons à ce dispositif les chefs de service des gares — les hommes à la casquette blanche qui donnent le signal de départ aux trains — les contrôleurs, tous chargés d'informer le voyageur, le service de renseignements par lettre (trente-cinq mille lettres par an).

« Il y a aussi les moyens, pour notre client, de s'informer par lui-même, poursuit M. Carrara. Nous enregistrons chaque jour vingt mille appels et mille deux cents réservations par minute (tapes 3615, puis SNCF). C'est vrai que le 3615 est plus coûteux que le 3614, où se trouvent les renseignements d'Air Inter, mais il faut que nous ren-

trions dans notre mise de fonds. Et puis existent les documents horaires : l'indicateur géographique, le Chais, qui nous fait perdre 2 millions de francs par an en raison des commissions et des indemnités. Nous avons décidé de ne plus le vendre dans les gares mais dans notre bureau de vente du 162, rue de Saussure, 75017 Paris (tél. : 42-85-97-99).

« Pour compenser cette mesure, nous rendrons plus attractif le « ville à ville », vendu au prix de 40 F dans les kiosques des gares. Nous dépensons en plus, 2 millions de francs en édifiant des guides pratiques du voyageur, du TGV, du train-avion, de l'enfant, du train d'affaires et des fiches horaires. Celles-ci seront publiées plus vite, mais il sera toujours difficile d'en éviter le gaspillage. Un jour, nous supprimerons l'indicateur lui-même, et nos agents consulteront un écran vidéo. Pourquoi pas une consultation directe par l'usager ?

On est frappé de voir le décalage qui existe à la SNCF entre l'appréciation portée sur l'importance de l'information et sur celle de la restauration. La SNCF a parfaitement compris que les repas sur rail lui rapportent beaucoup — environ 14 % de sa clientèle la quitteraient à la restauration disparaissant — même s'ils lui coûtent cher (216 millions de francs) en subventions consenties aux restaurateurs. Elle ne semble pas avoir réalisé la même prise de conscience à propos de l'information dont elle perçoit mal l'influence sur la décision d'acheter un billet. Elle a déjà beaucoup perdu parmi la clientèle professionnelle. Ne risque-t-elle pas ainsi de s'affaiblir peu à peu les simples particuliers ?

A. F.

« Liaison Rhône-Rhin : satisfaction de la Fédération des travaux publics. — M. Jean-Louis Girard, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a exprimé, samedi 1^{er} août, sa satisfaction de la décision du gouvernement d'entreprendre les travaux de modernisation des travaux de navigation (amorce de la liaison Rhône-Rhin à grand gabarit). « Ces investissements permettront d'aider à la compétitivité des entreprises françaises dans la perspective du marché unique européen et soutiendront l'emploi dans le secteur des travaux publics », a indiqué M. Girard.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Ferruzzi va lever 575 millions de dollars

Ferruzzi Agricola Finanziaria SpA, principal holding du groupe agro-alimentaire italien, prévoit de lever plus de 575 millions de dollars à compter de l'an prochain en émettant des titres sur les marchés internationaux, selon l'hebdomadaire italien *Milano Finanza*.

L'opération, menée par le groupe financier américain Prudential Bache, prévoit l'introduction d'une première tranche de 250 millions de dollars sur le marché parisien ou londonien, puis le lancement de deux autres tranches de 250 millions de dollars sur le marché new-yorkais. Si elle est menée à bien, cette opération constituera l'émission d'actions la plus importante menée par une entreprise italienne sur le marché international des capitaux. Elle est destinée à permettre le financement des projets du groupe italien (le Monde daté 2-3 août).

L'américain Intel sous-traite la production de mémoires à Mitsubishi

Le fabricant américain de composants électroniques Intel vient de décider de sous-traiter au japonais Mitsubishi la production de mémoires programmables et effaçables (EPROM) destinées à être vendues sous sa marque au pays du Soleil levant.

Selon Intel, qui se défend de vouloir abandonner la production de ce type de mémoires, l'accord devrait permettre de répondre à une forte progression de la demande au Japon, alors que le dumping pratiqué par les industriels nippons l'a contraint à fermer des capacités de production. Le constructeur américain, entouré des observateurs, préférerait donc déléguer des produits de masse à faible valeur ajoutée pour concentrer ses efforts sur des produits plus complexes et plus performants, comme les microprocesseurs.

Yellowknife lance une OPA sur Dome Mines

Le géant Yellowknife Ltd, compagnie minière canadienne contrôlée par des intérêts australiens, lance une OPA sur Dome Mines, autre complexe minier d'Amérique du Nord, dont le principal actionnaire (21 %) est Dome Petroleum, canadien de l'industrie pétrolière canadienne, affaire sur laquelle recherche par Amoco (le Monde du 21 avril). L'offre porte sur 313 millions de dollars canadiens (145 millions de francs), soit 21,50 dollars

Nabisco s'associe avec Tabacalera en Espagne

RJR Nabisco, deuxième fabricant américain de cigarettes et un des grands mondiaux de l'alimentation, va s'associer avec la société ibérique Tabacalera. Cette firme, détenue à 51 % par l'Etat espagnol, prendra une participation de 49,5 % dans certaines sociétés affiliées à Tabacalera, ce qui lui permet de rentrer dans le secteur de la bicyclette, des pâtes et des desserts industriels.

Dans un premier temps, Tabacalera va racheter un tiers des actions, puis elle souscrira une augmentation de capital de Nabisco Espagne. L'opération se poursuivra jusqu'en 1989, l'entreprise espagnole disposant d'une option d'achat pendant dix ans qui pourrait lui permettre de détenir jusqu'à 50 % du capital de Nabisco Espagne.

Les difficultés de la Pan Am

Les syndicats de la compagnie aérienne américaine en discussion avec M. Goldsmith

Sir James Goldsmith s'intéresse-t-il vraiment à la Pan Am, la compagnie aérienne américaine qui connaît depuis plusieurs années de grosses difficultés financières ?

Les représentants d'une coalition syndicale qui regroupe la plupart des seize mille salariés de la compagnie ont annoncé, vendredi 31 juillet, qu'ils étaient en discussion avec, parmi d'autres, le financier anglo-français, sur « un plan de restructuration opérationnelle et financière de Pan Am ». Sir James a également rencontré la semaine dernière M. Acker, le patron de la Pan Am. Les uns et les autres affirment qu'il ne s'agit pour l'instant que de contacts « très préliminaires ».

Il est certain que la vente brutale à la CGE par M. Goldsmith de ses intérêts dans le plus beau fleuron de son groupe, la Générale occidentale (le Monde du 29 juillet) laisse le financier à la tête d'importantes ressources qu'il ne laissera pas inemployées.

La Pan Am, qui ne cesse depuis 1981 d'accumuler les pertes, a enregistré au premier trimestre de 1987 un déficit net de 81,9 millions de dollars que ne peut compenser un modeste bénéfice de 10,5 millions de dollars, annoncé la semaine dernière par le deuxième trimestre. Les dettes à long terme atteignent 840 millions de dollars.

La coalition des syndicats, qui avait refusé en février dernier une proposition de la direction comportant l'offre de 12,5 % du capital (les salariés en contrôlent déjà 7 %) en échange de concessions salariales évaluées à 180 millions de dollars annuels, est à la recherche de repreneurs. Elle a récemment proposé un plan de trois ans assorti d'efforts sur les salaires et de gains de productivité évalués à 540 millions de dol-

lars. Cette proposition formerait la base des conversations menées avec différents interlocuteurs.

Il semble douteux que Sir James Goldsmith, absent de la scène américaine au cours des derniers mois, se lance directement à l'assaut du capital de la Pan Am : la loi américaine ne lui permettrait pas de prendre plus de 24,9 % du capital. Mais les analystes financiers américains considèrent que le marché qui lui est proposé par les syndicats pourrait lui offrir la possibilité d'investir près de 125 millions de dollars.

JOSEPH DOYÈRE.

Les revendications des contrôleurs aériens

La CGT met en garde le gouvernement

Seul syndicat à n'avoir pas signé vendredi 31 juillet l'accord mettant fin à la grève des « aiguilleurs du ciel » (le Monde daté 2-3 août), la CGT n'avait pas encore levé dimanche son préavis de grève des contrôleurs aériens pour mardi, dans l'attente des résultats de la consultation de la « base » qu'elle a effectuée pendant le week-end.

La CGT (13 % des voix aux élections professionnelles) assure dans un communiqué qu'à travers les premières discussions avec les personnels et l'assemblée générale qui s'est tenue à Athis-Mons, il apparaît que les réactions d'un grand nombre de contrôleurs sont vives. « Le gouvernement, conclut la CGT, devra tenir compte que la détermination grandit au cours du conflit. Que ses véritables enjeux sont devenus plus évidents pour tous et qu'il serait erroné de considérer que la signature acquiesce met un point final à l'action et à la négociation sur les revendications ».

En Tunisie

L'Etat va se désengager de certaines entreprises publiques

Le président tunisien Habib Bourguiba a signé, dimanche 2 août, une loi sur le désengagement de l'Etat des entreprises publiques et sur leur restructuration. Cette loi devrait permettre au secteur privé de prendre la relève des pouvoirs publics dans des domaines jugés « non stratégiques » par les pouvoirs publics.

L'adoption de cette loi après son examen par la Chambre des députés n'a pas manqué de susciter les réserves de plusieurs parlementaires. Ceux-ci craignaient notamment « en la presse tunisienne s'en fait l'écho » une « mainmise étrangère » lors de la cession directe ou indirecte de la part de l'Etat. Le gouvernement a en effet révélé son intention de faire appel aux capitaux privés étrangers pour prendre en charge une partie de ces entreprises « dénationalisées ».

Les quatre cents entreprises publiques tunisiennes emploient 10 % de la population active (qui compte plus de deux millions de personnes), distribuent 33 % des salaires et fournissent 60 % des exportations annuelles de la Tunisie. Elles réalisent 20 % du PIB, selon des statistiques officielles.

هكذا قال

Economie

SOCIAL

Le financement de la Sécurité sociale

Les mesures structurelles envisagées par M. Séguin ne permettront pas d'éviter des cotisations supplémentaires

En annonçant qu'il proposerait des « mesures structurelles » à la rentrée, quand les « sages » présenteront leur rapport sur l'avenir de la Sécurité sociale, et en affirmant qu'il n'y aurait pas de « bombe à retardement », M. Séguin ne veut pas laisser entendre que le gouvernement ne laisserait pas enfoncer dans le régime général l'enfoncement du déficit fin 1988, M. Philippe Séguin a sans doute fait naître involontairement quelques faux espoirs : on pourrait sans douleur arrêter la croissance des dépenses et éviter une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des Français tout en maintenant le niveau de protection auquel ils sont attachés.

Le terme « structures » a un peu, dans la majorité gouvernementale, le même objectif que la « remise à plat du système » du côté syndical : il sert à accabler l'adversaire et permet de faire disparaître la nécessité d'économies ou de recettes supplémentaires. Certes le déficit de 1987, comme celui de 1986, et celui qu'on prévoit en 1988, ont des causes « structurelles », c'est-à-dire liées aux conditions d'attribution des prestations, notamment des retraites. Mais peut-on modifier celles-ci assez sensiblement pour obtenir des économies immédiates et importantes, sans réduire fortement la protection sociale collective ?

Certains membres de la majorité politique actuelle et même du gouvernement souhaitent une telle réduction, mais ni le ministre des affaires sociales, ni les « sages » jusqu'à plus ample informé, ni la majorité des Français — les élus généraux départementaux l'ont encore montré — n'y sont disposés.

Rares sont les mesures « structurelles » qui entraînent aussi une économie immédiate. Dans le domaine des retraites, on peut citer l'abandon en 1983 de l'indexation automatique sur l'évolution des salaires de l'année antérieure ; particulièrement productif en période de déflation, il tenait aussi de la logique générale de « désindexation » appliquée aux salaires par MM. Mauroy et Delors. Mais il est aujourd'hui difficile d'aller au-delà.

En fait, le rapport de la commission de sauvegarde de l'assurance-vieillesse (dit aussi commission Schopflin) avait posé les limites de toute intervention en soulignant que « pour combler le déficit prévisionnel de la seule année 1987 (113 milliards de francs), il faudrait bloquer les pensions pendant près de trois années consécutives » — soit une baisse de pouvoir d'achat de l'ordre de 8 % au minimum — et modifier les règles de liquidation pour réduire de 10 % en moyenne le

montant initial des retraites prises pendant ce temps... Pour freiner l'accroissement des dépenses de retraite, on peut aussi retarder de plusieurs années l'âge de la retraite à taux plein, ou, ce qui revient au même, allonger la durée d'assurance nécessaire. Mais on ne peut l'appliquer immédiatement : l'assurance-vieillesse est un contrat moral passé avec les actifs comme avec les retraités ; on ne peut en changer brutalement les termes. Les pays étrangers qui ont récemment modifié « structurellement » leur système de retraite — États-Unis, Grande-Bretagne, Japon — ont prévu une application progressive à partir de l'an 2000.

Dans le domaine de l'assurance-maladie, pour ralentir durablement la croissance des dépenses, il faut, dans les hôpitaux, supprimer des lits dans les services d'« aigus », limiter encore la durée de certaines hospitalisations, en éviter d'autres — notamment pour les personnes âgées —, homogénéiser les coûts, abandonner certaines tâches qui peuvent être exécutées à moindre frais par des services extérieurs, et ainsi réduire le personnel ; du côté de la médecine de ville, rationaliser la prescription et tarifier plus rationnellement les actes de diagnostic.

Qui ne voit que de telles actions demandent du temps pour disposer des données nécessaires, faire accepter les mesures pour les intéressés, médecins ou personnels hospitaliers, voire exiger d'abord des investissements ? Ce n'est pas pour demain.

Moins de droits gratuits ?

Evidemment nul ne connaît encore les conclusions des « sages », et eux-mêmes n'en sont pas encore là, puisqu'ils doivent d'abord analyser les comptes rendus des réunions départementales et reprendre ensuite leurs consultations avec les partenaires sociaux et l'ensemble des organisations intéressées (plus de soixante-dix). Mais sans attendre, M. Séguin, s'appuyant sur des travaux extérieurs et sur un premier survol des réunions départementales, a déjà lancé l'administration sur quelques pistes.

Les premières, du côté de l'assurance-vieillesse, sont de caractère effectivement « structurel ». Il s'agit d'abord de renforcer le carac-

tere « contributif » de la retraite, en tenant davantage compte de la durée réelle de cotisation et en supprimant certains droits dits « gratuits ».

La commission Schopflin avait jugé « normal » d'exiger une certaine continuité entre les périodes d'activité et les périodes d'inactivité prises en compte pour la retraite (aujourd'hui par exemple « un assuré ayant eu des petites activités d'étudiant plusieurs années avant son service national verra celui-ci validé »). Mais en ce qui concerne les périodes de maladie et surtout de chômage, elle estimait plutôt qu'il revenait à l'UNEDIC de prendre en charge les cotisations pendant les périodes de chômage, comme c'est le cas pour les retraites complémentaires : une partie seulement de ses membres ont souhaité un système moins généreux que le mode de calcul actuel. Ainsi c'est plutôt un changement de financement que préconisait la commission, comme pour les majorations accordées aux mères de famille : celles-ci relevant de la politique familiale revenaient à la charge de l'Etat.

Deuxième piste : l'incitation à prolonger l'activité professionnelle au-delà de soixante ans. Les États généraux comme la commission Schopflin se sont montrés favorables à un assouplissement des conditions de départ à la retraite, à condition que le droit à la retraite à soixante ans ne soit pas remis en cause.

Le ministre recherche d'abord en ce domaine le point d'équilibre : quelle majoration de la retraite peut-on accorder au-delà de soixante ans pour inciter les salariés à prolonger leur activité, sans accroître à terme les charges de l'assurance-vieillesse ? Comment permettre aussi de prendre une retraite partielle, en conservant une part d'activité, ce qui est aujourd'hui impossible ? Là encore les mesures s'auront dans l'immédiat qu'un effet très limité en raison du chômage et des préretraites.

Sur l'assurance-maladie, M. Séguin a deux cibles, annoncées devant la commission des comptes de la Sécurité sociale : les prescriptions médicales et l'hôpital.

Le ministre des affaires sociales souhaite d'abord que l'on tire un meilleur parti des « profils médicaux ». Ces statistiques d'activité établies par les caisses depuis 1970 et transmises périodiquement aux praticiens n'ont pas freiné la hausse

des prescriptions. Lors de la préparation de la convention médicale de 1985, on avait envisagé de rendre de façon explicite le système plus strict, et de fixer chaque année des objectifs précis sinon chiffrés de maîtrise des dépenses. En fait, plus que de textes, le résultat dépend d'une volonté politique et d'une constance dans l'effort. Bref, d'une politique conjoncturelle.

Hôpitaux sous surveillance

Il en va de même dans le domaine hospitalier : le dérapage des dépenses, prévisible dès l'an dernier (le Monde du 12 novembre 1986), vient d'être évalué par le rapport sur les comptes du régime général à au moins 1,4 %, soit quelque 2 milliards de francs (le Monde du 25 juillet). Les solutions durables résident dans un perfectionnement du « budget global » actuel, notamment par la recherche de coûts par maladie (les expériences entamées avant 1986 continuant un peu au ralenti) et dans une politique suivie de réorganisation et de fermeture de services, voire d'établissements. Pour l'instant, le ministère des affaires sociales a repris la pratique de ses prédécesseurs, notamment de M. Bérégovoy : une surveillance des budgets des établissements au mois le mois. Et il a chapitré les directeurs des centres hospitaliers régionaux.

Cet effort, qui, lui, n'a rien de « structurel », peut donner des résultats non négligeables, qu'on mesure au « dérapage » de 1986. Mais cela ne sera pas à la hauteur du déficit prévisible l'an prochain pour l'assurance-maladie (15,6 milliards de francs). Certes, le « plan Séguin » peut aussi avoir des effets plus rapides que prévu, ce qui par un « effet de base » réduirait encore de plusieurs milliards de francs la facture 1988. Un « geste » sur les salaires en fin d'année, pour compenser une hausse des prix qui dépassera vraisemblablement 3 % sur 1987, peut apporter 1 ou 2 milliards de francs supplémentaires (1).

Mais dans la meilleure des hypothèses, le besoin de financement du régime général dépasserait encore 25 milliards de francs. Pas de doute, il faudra donc payer. La question est quand ? Au 1^{er} janvier 1988, on devrait prendre au minimum l'équivalent de 1 point et demi de cotisation maladie (ou de 2 points de cotisation vieillesse) ; si l'on attend le 1^{er} juillet, le taux de ponction sera double.

GU Y HERZLICH.

(1) En 1988, 1 point d'inflation supplémentaire coûterait au régime général 4 milliards de francs, mais le glissement de 1 point des salaires rapporterait 6,5 milliards.

Information pour les voyageurs ?

TF supprime la vente de distributeurs dans les gares

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

Le signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée, est un signe de la vente des distributeurs de TF, qui a été supprimée.

(Publicité)

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

Gouvernement de l'île Maurice

- Construction d'une route à deux voies (180 000 m² de terrassement) — 47 000 000 de francs mauriciens.
- Organisme de financement : Banque africaine de développement (B.A.D.).
- Date, au plus tard, de remise des candidatures : 30 septembre 1987.

Les entreprises intéressées d'un pays membre de la B.A.D. doivent contacter :

- Le secrétaire permanent, ministère des travaux, Port-Louis — de Maurice.

pour plus amples renseignements et transmission des empreintes-types de candidatures.

Le plan de « rationalisation de l'assurance-maladie » réussit-il ?

Le mouvement devra être confirmé à l'automne, mais les chiffres de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) indiquent une nette dégradation des dépenses depuis la fin du mois de mars le Monde du 31 juillet. Au ministère des affaires sociales, on affiche le soulagement : le plan de « rationalisation de l'assurance-maladie » décidé par M. Séguin semble aboutir à des résultats après un démarrage difficile.

Plus significative que les « moyennes mobiles » sur douze mois publiées mensuellement par la CNAM, — en tout cas plus frappante, — est la comparaison entre l'évolution des dépenses au premier semestre 1987 et celles de la période correspondante de l'an dernier. Cette année, les remboursements d'honoraires médicaux n'ont augmenté que de 2,7 %, contre 10,9 % au premier semestre 1986 : la dégradation touche particulièrement les actes des généralistes, les plus directement concernés par le plan d'économies, et l'on constate un transfert des actes remboursés à 100 %, visés par le plan, vers les remboursements avec ticket modérateur.

La comparaison est encore plus impressionnante pour les prescriptions : + 0,2 % cette année, contre + 10,6 % au premier semestre 1986. Cela porte avant tout sur les médicaments, de façon mécanique, puisque ceux à vignette bleue qui étaient en charge à 100 % pour les personnes atteintes de maladies longues et coûteuses ne le sont plus qu'à 40 %. Mais les actes d'auxiliaires médicaux (infirmières, kinésithérapeutes) connaissent aussi une nette dégradation : + 4 % au lieu de + 14,3 %, ainsi que les analyses biologiques : + 4,4 % au lieu de + 13,3 %.

Certes, tout n'est pas dû au plan Séguin : en 1986, il y avait eu une légère épidémie de grippe. Donc, les courbes remontent peut-être à l'automne. Néanmoins, on peut envisager raisonnablement la possibilité que les dépenses de médecine de ville en 1987 s'accroissent moins que ne le prévoit le dernier rapport sur les comptes du régime général — + 8,5 % pour les honoraires médicaux, + 8,2 % pour les auxiliaires et + 0,3 % (au lieu de 10,3 % en 1986) pour les médicaments.

D'autres signes sont enregistrés par la CNAM : 10 % seulement des assurés qui bénéficiaient du remboursement à 100 % parce qu'ils dépassaient plus de 80 F par mois en soins pour une maladie de longue durée (système dit de la « vingt-cinquième maladie ») ont conservé ce remboursement à 100 % dans le nouveau système. Parmi les assurés souffrant d'une affection de longue durée, la moitié a pris en charge à 100 % (les « vingt-cinq maladies »), et dont le dossier a été révisé par le contrôle médical, un tiers n'aurait pas été repris. L'admission au remboursement à 100 % semble être jusqu'à présent beaucoup plus sévère.

Sans doute ce n'est qu'à l'automne que l'on pourra faire le bilan, connaître en particulier le nombre d'assurés qui, en raison de leurs revenus, ont demandé une prise en charge par les fonds d'action sociale des caisses. Mais la réforme distingue dans les remboursements entre les soins liés à la maladie de longue durée, prise en charge à 100 %, et les autres soins, selon un sondage de la CNAM, approuvée par une large majorité des médecins généralistes (71 %).

AVIS AU PUBLIC

Par arrêté interpréfectoral en date du 23-6-1987, MM. les Préfets, Commissaires de la République des départements de Meurthe-et-Moselle, des Ardennes de la Meuse et de la Moselle ont prescrit l'ouverture d'une enquête publique portant sur :

— l'unité publique des travaux d'établissement de deux lignes électriques à 2 circuits 400 000 volts LONNY-MOULAINES et MOULAINES-VIGY qui traversent le territoire des départements et communes suivants :

ARDENNES : HARCY, LONNY, SORMONNE, MURTIN et BOGNY, REMILLY-la-POTRIÈRE, SAINT-PIERRE, SAINT-VALENTIN, FAYON, WARNECOURT, EVIGNY-la-FRANCHEVILLE, SAINT-MARCEAU, les AVELLES, CHALANDRY-ELAIRE, ETRÉPIGNY, BOUTANCOURT, FLIZE, DOM-LE-MESNIL, SAPOGNE et PEUCHÈRES, OMICOURT, SAINT-AIGNAN, CHEMERY-sur-BAR, MAISONCELLE et VILLERS, RAUCOURT et FLABA, LA BESACE YONCO, BEAUMONT-en-ARGONNE.

MEURTHE-et-MOSELLE : RUPT, sur-OTHAIN, MARVILLE, JAMETZ, REMOIVILLE, LOUPPEY, sur-LOISON, JUVIGNY-sur-LOISON, QUINCY, LINDZECOURT, HAN-LES-LUVIGNY, ARRANCY SUR CRUSNE, SORBAY, SAINT-LAURENT, sur-OTHAIN, ROUVROIS-S/OTHAIN, BAALON, STENAY, LANEUVILLE/MEUSE, CESSÉ.

MOSELLE : SAINT-MARIE-aux-CHÊNES, SAINT-PRIVAT-la-MONTAGNE, BRONVAUX, ROY, sur-ANGE, SILVANGE, FEVES, SEMECOURT, MAIZIERES-METZ, HAUCONCOURT, ARANCY, ANTILLY, VIGY, SANRY-la-VIGY.

— la modification des plans d'occupation des sols des communes de : BEUVEILLE, CHENIERES, ANOUX, LANTEFONTAINE et VALLE-ROY, dans le département de MEURTHE-et-MOSELLE.

— CHALANDRY-ELAIRE et DOM-LE-MESNIL, dans le département des ARDENNES.

— BRONVAUX et FEVES, dans le département de la Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, le dossier, présenté par ELECTRICITE DE FRANCE, service national, comporte une étude d'impact.

Parallèlement, une instruction administrative est ouverte sur la modification des plans d'occupation des sols des communes de CHALANDRY-ELAIRE, CHENIERES, ANOUX, LANTEFONTAINE, VALLE-ROY, BRONVAUX et FEVES, dont les pièces justificatives sont jointes au dossier d'enquête.

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier pendant une durée de deux mois, du 3 août 1987 au 30 septembre 1987 inclus, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, dans les préfectures des ARDENNES, de la MEUSE, de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, des sous-préfectures de SEDAN, VERDUN, BRIEY et METZ-CAMPAGNE et des maires des communes de :

— RENVEZ, MEZIERES (hôtel de ville), FLIZE, SEDAN, RAUCOURT et FLABA, MOULON, CHALANDRY-ELAIRE et DOM-LE-MESNIL, pour le département des ARDENNES.

— DANVILLERS, MONTMÉDY, SPINCOURT, STENAY et MARVILLE, pour le département de la MEUSE.

— LONGUYON, MONT-SAINT-MARTIN, HERSERANGE, VILLER-ROUPEL, AMELANGE, BRIEY, HAMEL, CONFLANS-la-Grand-Vallée, BEUVEILLE, ANOUX, CHENIERES, LANTEFONTAINE et VALLE-ROY, pour le département de MEURTHE-et-MOSELLE.

— ROMBAS, MAIZIERES-METZ, VIGY, BRONVAUX et FEVES, pour le département de la Moselle.

Les intéressés pourront, soit consigner directement leurs observations sur les registres d'enquêtes prévus à cet effet, soit les adresser, par écrit, au Président de la Commission d'enquête, M. Roger MUNIER, préfet de Meurthe-et-Moselle, 11, rue de la République, 54038 NANCY-CEDEX (direction de la réglementation — 2^e bureau).

M. Jean SERGENT, membre de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

1^{re} A la préfecture des ARDENNES (CHARLEVILLE-MEZIERES) : Bureaux urbanisme et environnement le mardi 22 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

2^{de} A la mairie de CHALANDRY-ELAIRE (ARDENNES) : Le mardi 22 septembre de 15 heures à 18 heures.

3^{de} A la sous-préfecture de SEDAN (ARDENNES) : Le vendredi 25 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

4^{de} A la mairie de DOM-LE-MESNIL (ARDENNES) : Le vendredi 25 septembre 1987 de 15 heures à 18 heures.

5^{de} A la mairie de STENAY (MEUSE) : Le mercredi 23 septembre 1987 de 9 heures à 12 heures.

6^{de} A la mairie de MARVILLE (MEUSE) : Le mercredi 23 septembre de 15 heures à 18 heures.

M. Roger MUNIER, Président de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

1^{re} A la mairie de LONGUYON (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le mardi 22 septembre de 9 heures à 12 heures.

2^{de} A la mairie de LANTEFONTAINE (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le mardi 22 septembre de 15 heures à 18 heures.

3^{de} A la mairie d'ANOUX (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le mercredi 23 septembre de 9 heures à 12 heures.

4^{de} A la mairie de BEUVEILLE (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le mercredi 23 septembre de 15 heures à 18 heures.

5^{de} A la sous-préfecture de BRIEY (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le jeudi 24 septembre de 9 heures à 12 heures.

6^{de} A la mairie de VALLE-ROY (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le jeudi 24 septembre de 15 heures à 18 heures.

7^{de} A la mairie de CHENIERES (MEURTHE-et-MOSELLE) : Le vendredi 25 septembre de 9 heures à 12 heures.

8^{de} Le vendredi 25 septembre de 15 heures à 18 heures.

M. Claude GERARD, membre de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :


1^{re} A la mairie de FEVES (MOSELLE) : Le lundi 21 septembre 1987 de 15 heures à 18 heures.

2^{de} A la sous-préfecture de METZ-CAMPAGNE (MOSELLE) : Le mardi 22 septembre de 9 heures à 12 heures.

3^{de} A la mairie de BRONVAUX (MOSELLE) : Le jeudi 24 septembre de 15 heures à 18 heures.

Le jeudi 24 septembre de 15 heures à 18 heures.

A l'expiration du délai d'enquête, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées de la Commission d'enquête pendant un an à compter de la date de clôture de la dite enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.



ALGERIE - الجزائر

ENAPAL

29, rue Larbi Ben M'Hidi ALGER

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

N° 30/87

L'entreprise nationale d'approvisionnement en produits alimentaires « ENAPAL » lance un avis d'appel à la concurrence internationale pour la fourniture de :

1 200 t de piment doux moulu.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de deux cents dinars algériens (200 DA), auprès de l'ENAPAL, 29, rue de Larbi Ben M'Hidi, Alger.

Les soumissions en double exemplaire, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant exclusivement la mention suivante :

« Appel à la concurrence internationale n° 30/87 - à ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours après la première parution.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture du présent appel, qui s'adresse aux seuls producteurs et organismes spécialisés dans la commercialisation, conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

enap/alger

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

31 JUILLET

Cours relevés
à 17 h 34

[illegible]**Comptant** (sélection)**SICAV**

31/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net		
Obligations																						
Em. 7.5 1973	9288		Chenop (P)	154	132	Macdonald	49	50	Talbot	2079	879	A.A. Inc.	836	818	Fract-Assoc.	1325	58	Pennwalt	872	21	832	88
Em. 8.80 5 77	128 80	1 863	C.I. France, ed.	339	330	Magnolia Unif	259	262	Tenax-Anglais	535	525	Acadia Paper	465	454	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
9.80 5 78/83	100 80	0 636	C.I. Williams	850	860	Magnum	139	140	0			Acadia Paper	385	384	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
10.80 5 79/84	103 40	0 794	Carson-Gins	600	580	Maximex Papi	424	430	Yor Elm	550	550	Acadia Paper	617	612	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
13.25 5 80/87	106 35	2 136	Carson-Gins	680	650	Metal Deploy	434	431	Yor S.A.M.D.	770	768	Acadia Paper	638	638	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
13.30 5 81/87	101 12	1 027	Cofidyl Ind.	589	565	Mos	178	175	U.A.P.	2420	2510	A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
13.80 5 81/87	106 80	1 488	Cofidyl Ind.	1849	1852	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
15.75 5 81/87	102 10	14 514	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0			A.G.F. Ind.	1235	1257	Fract-Ind.	1261	36	Petrol-Ind.	1574	11	1574	11
16.20 5 82/80	115 80	8 877	Cofidyl Ind.	427	427	Novel Worms	91	91	0	</												

Second marché (sélection)

Hors-cote

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 31/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 31
			Achat	Vente			
Etats-Unis (\$ 1)	6 180	6 171	5 930	6 430	Or fin (au gramme)	90500	91850
ECU	6 904	6 900			Or fin (au lingot)	90950	91500
Allemagne (100 DM)	332 560	332 620	322	340	Prix français (100 fr)	570	530
Belgique (100 F)	16 039	16 047	15 800	16 500	Prix français (100 fr)	578	538
Pays Bas (100 G)	266 120	266 110	300	300	Prix anglais (20 sh)	601	611
Denemark (100 kr)	87 620	87 670	84	91	Prix latine (20 fr)	523	523
Norvège (100 kr)	90 970	90 950	87	94	Souverain	656	666
Grande-Bretagne (£ 1)	9 871	9 834	9 950	10 350	Prix de 20 dollars	3425	3065
Grèce (100 drachmes)	4 407	4 410	4 100	4 100	Prix de 10 dollars	1465	1465
Inde (100 rupees)	4 620	4 620	5 920	6 320	Prix de 5 dollars	970	970
Suisse (100 francs)	401 480	401 480	380	410	Prix de 50 pesetas	3410	3440
Suède (100 kron)	55 410	55 790	52 900	58 500	Prix de 10 Roubles	540	550
Australie (100 sch)	47 300	47 306	46 300	48 700	Or Zurich	467 20	467 20
Argentine (100 pesos)	4 480	4 482	4 250	4 580	Or Hongkong	468 26	468 26
Portugal (100 esc)	4 250	4 251	4 450	4 500	Argent Londres	8	46
Canada (\$ can 1)	6 635	6 648	4 450	4 500			
Japon (100 yen)	4 103	4 131	3 980	4 180			

MINUTE

**La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Taxes LEMONDE puis BOURSE**

CHANGES

INDICES EL.FSP:

1. **LA VIE DE LA CITE**
 2. **LA VIE DE LA CITE**
 3. **LA VIE DE LA CITE**
 4. **LA VIE DE LA CITE**
 5. **LA VIE DE LA CITE**
 6. **LA VIE DE LA CITE**
 7. **LA VIE DE LA CITE**
 8. **LA VIE DE LA CITE**
 9. **LA VIE DE LA CITE**
 10. **LA VIE DE LA CITE**
 11. **LA VIE DE LA CITE**
 12. **LA VIE DE LA CITE**
 13. **LA VIE DE LA CITE**
 14. **LA VIE DE LA CITE**
 15. **LA VIE DE LA CITE**
 16. **LA VIE DE LA CITE**
 17. **LA VIE DE LA CITE**
 18. **LA VIE DE LA CITE**
 19. **LA VIE DE LA CITE**
 20. **LA VIE DE LA CITE**
 21. **LA VIE DE LA CITE**
 22. **LA VIE DE LA CITE**
 23. **LA VIE DE LA CITE**
 24. **LA VIE DE LA CITE**
 25. **LA VIE DE LA CITE**
 26. **LA VIE DE LA CITE**
 27. **LA VIE DE LA CITE**
 28. **LA VIE DE LA CITE**
 29. **LA VIE DE LA CITE**
 30. **LA VIE DE LA CITE**
 31. **LA VIE DE LA CITE**
 32. **LA VIE DE LA CITE**
 33. **LA VIE DE LA CITE**
 34. **LA VIE DE LA CITE**
 35. **LA VIE DE LA CITE**
 36. **LA VIE DE LA CITE**
 37. **LA VIE DE LA CITE**
 38. **LA VIE DE LA CITE**
 39. **LA VIE DE LA CITE**
 40. **LA VIE DE LA CITE**
 41. **LA VIE DE LA CITE**
 42. **LA VIE DE LA CITE**
 43. **LA VIE DE LA CITE**
 44. **LA VIE DE LA CITE**
 45. **LA VIE DE LA CITE**
 46. **LA VIE DE LA CITE**
 47. **LA VIE DE LA CITE**
 48. **LA VIE DE LA CITE**
 49. **LA VIE DE LA CITE**
 50. **LA VIE DE LA CITE**
 51. **LA VIE DE LA CITE**
 52. **LA VIE DE LA CITE**
 53. **LA VIE DE LA CITE**
 54. **LA VIE DE LA CITE**
 55. **LA VIE DE LA CITE**
 56. **LA VIE DE LA CITE**
 57. **LA VIE DE LA CITE**
 58. **LA VIE DE LA CITE**
 59. **LA VIE DE LA CITE**
 60. **LA VIE DE LA CITE**
 61. **LA VIE DE LA CITE**
 62. **LA VIE DE LA CITE**
 63. **LA VIE DE LA CITE**
 64. **LA VIE DE LA CITE**
 65. **LA VIE DE LA CITE**
 66. **LA VIE DE LA CITE**
 67. **LA VIE DE LA CITE**
 68. **LA VIE DE LA CITE**
 69. **LA VIE DE LA CITE**
 70. **LA VIE DE LA CITE**
 71. **LA VIE DE LA CITE**
 72. **LA VIE DE LA CITE**
 73. **LA VIE DE LA CITE**
 74. **LA VIE DE LA CITE**
 75. **LA VIE DE LA CITE**
 76. **LA VIE DE LA CITE**
 77. **LA VIE DE LA CITE**
 78. **LA VIE DE LA CITE**
 79. **LA VIE DE LA CITE**
 80. **LA VIE DE LA CITE**
 81. **LA VIE DE LA CITE**
 82. **LA VIE DE LA CITE**
 83. **LA VIE DE LA CITE**
 84. **LA VIE DE LA CITE**
 85. **LA VIE DE LA CITE**
 86. **LA VIE DE LA CITE**
 87. **LA VIE DE LA CITE**
 88. **LA VIE DE LA CITE**
 89. **LA VIE DE LA CITE**
 90. **LA VIE DE LA CITE**
 91. **LA VIE DE LA CITE**
 92. **LA VIE DE LA CITE**
 93. **LA VIE DE LA CITE**
 94. **LA VIE DE LA CITE**
 95. **LA VIE DE LA CITE**
 96. **LA VIE DE LA CITE**
 97. **LA VIE DE LA CITE**
 98. **LA VIE DE LA CITE**
 99. **LA VIE DE LA CITE**
 100. **LA VIE DE LA CITE**

TAUX DES EUROMONNAIES

姓名	性别	年龄	籍贯	职业	住址	备注
王德胜	男	45	山东	工人	XX路XX号	
李小明	男	30	河南	学生	XX路XX号	
张小红	女	25	江苏	教师	XX路XX号	
赵大刚	男	50	河北	干部	XX路XX号	
孙小华	男	35	浙江	商人	XX路XX号	
周小芳	女	40	安徽	医生	XX路XX号	
吴小强	男	20	湖北	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	28	湖南	护士	XX路XX号	
陈小明	男	38	江西	工人	XX路XX号	
林小红	女	32	福建	教师	XX路XX号	
周大刚	男	48	广东	干部	XX路XX号	
孙小华	男	33	广西	商人	XX路XX号	
周小芳	女	42	四川	医生	XX路XX号	
吴小强	男	22	重庆	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	29	贵州	护士	XX路XX号	
陈小明	男	39	云南	工人	XX路XX号	
林小红	女	34	陕西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	49	甘肃	干部	XX路XX号	
孙小华	男	34	宁夏	商人	XX路XX号	
周小芳	女	43	青海	医生	XX路XX号	
吴小强	男	23	新疆	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	30	内蒙古	护士	XX路XX号	
陈小明	男	40	黑龙江	工人	XX路XX号	
林小红	女	35	吉林	教师	XX路XX号	
周大刚	男	50	辽宁	干部	XX路XX号	
孙小华	男	35	河北	商人	XX路XX号	
周小芳	女	44	山东	医生	XX路XX号	
吴小强	男	24	河南	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	31	江苏	护士	XX路XX号	
陈小明	男	41	浙江	工人	XX路XX号	
林小红	女	36	安徽	教师	XX路XX号	
周大刚	男	51	湖北	干部	XX路XX号	
孙小华	男	36	湖南	商人	XX路XX号	
周小芳	女	45	江西	医生	XX路XX号	
吴小强	男	25	福建	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	32	广东	护士	XX路XX号	
陈小明	男	42	广西	工人	XX路XX号	
林小红	女	37	四川	教师	XX路XX号	
周大刚	男	52	重庆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	37	贵州	商人	XX路XX号	
周小芳	女	46	云南	医生	XX路XX号	
吴小强	男	26	陕西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	33	甘肃	护士	XX路XX号	
陈小明	男	43	宁夏	工人	XX路XX号	
林小红	女	38	青海	教师	XX路XX号	
周大刚	男	53	新疆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	38	内蒙古	商人	XX路XX号	
周小芳	女	47	黑龙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	27	吉林	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	34	辽宁	护士	XX路XX号	
陈小明	男	44	河北	工人	XX路XX号	
林小红	女	39	山东	教师	XX路XX号	
周大刚	男	54	河南	干部	XX路XX号	
孙小华	男	39	江苏	商人	XX路XX号	
周小芳	女	48	浙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	28	安徽	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	35	湖北	护士	XX路XX号	
陈小明	男	45	湖南	工人	XX路XX号	
林小红	女	40	江西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	55	福建	干部	XX路XX号	
孙小华	男	40	广东	商人	XX路XX号	
周小芳	女	49	广西	医生	XX路XX号	
吴小强	男	29	四川	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	36	重庆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	46	贵州	工人	XX路XX号	
林小红	女	41	云南	教师	XX路XX号	
周大刚	男	56	陕西	干部	XX路XX号	
孙小华	男	41	甘肃	商人	XX路XX号	
周小芳	女	50	宁夏	医生	XX路XX号	
吴小强	男	30	青海	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	37	新疆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	47	内蒙古	工人	XX路XX号	
林小红	女	42	黑龙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	57	吉林	干部	XX路XX号	
孙小华	男	42	辽宁	商人	XX路XX号	
周小芳	女	51	河北	医生	XX路XX号	
吴小强	男	31	山东	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	38	河南	护士	XX路XX号	
陈小明	男	48	江苏	工人	XX路XX号	
林小红	女	43	浙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	58	安徽	干部	XX路XX号	
孙小华	男	43	湖北	商人	XX路XX号	
周小芳	女	52	湖南	医生	XX路XX号	
吴小强	男	32	江西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	39	福建	护士	XX路XX号	
陈小明	男	49	广东	工人	XX路XX号	
林小红	女	44	广西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	59	四川	干部	XX路XX号	
孙小华	男	44	重庆	商人	XX路XX号	
周小芳	女	53	贵州	医生	XX路XX号	
吴小强	男	33	陕西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	40	甘肃	护士	XX路XX号	
陈小明	男	50	宁夏	工人	XX路XX号	
林小红	女	45	青海	教师	XX路XX号	
周大刚	男	60	新疆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	45	内蒙古	商人	XX路XX号	
周小芳	女	54	黑龙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	34	吉林	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	41	辽宁	护士	XX路XX号	
陈小明	男	51	河北	工人	XX路XX号	
林小红	女	46	山东	教师	XX路XX号	
周大刚	男	61	河南	干部	XX路XX号	
孙小华	男	46	江苏	商人	XX路XX号	
周小芳	女	55	浙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	35	安徽	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	42	湖北	护士	XX路XX号	
陈小明	男	52	湖南	工人	XX路XX号	
林小红	女	47	江西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	62	福建	干部	XX路XX号	
孙小华	男	47	广东	商人	XX路XX号	
周小芳	女	56	广西	医生	XX路XX号	
吴小强	男	36	四川	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	43	重庆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	53	贵州	工人	XX路XX号	
林小红	女	48	云南	教师	XX路XX号	
周大刚	男	63	陕西	干部	XX路XX号	
孙小华	男	48	甘肃	商人	XX路XX号	
周小芳	女	57	宁夏	医生	XX路XX号	
吴小强	男	37	青海	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	44	新疆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	54	内蒙古	工人	XX路XX号	
林小红	女	49	黑龙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	64	吉林	干部	XX路XX号	
孙小华	男	49	辽宁	商人	XX路XX号	
周小芳	女	58	河北	医生	XX路XX号	
吴小强	男	38	山东	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	45	河南	护士	XX路XX号	
陈小明	男	55	江苏	工人	XX路XX号	
林小红	女	50	浙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	65	安徽	干部	XX路XX号	
孙小华	男	50	湖北	商人	XX路XX号	
周小芳	女	59	湖南	医生	XX路XX号	
吴小强	男	39	江西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	46	福建	护士	XX路XX号	
陈小明	男	56	广东	工人	XX路XX号	
林小红	女	51	广西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	66	四川	干部	XX路XX号	
孙小华	男	51	重庆	商人	XX路XX号	
周小芳	女	60	贵州	医生	XX路XX号	
吴小强	男	40	陕西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	47	甘肃	护士	XX路XX号	
陈小明	男	57	宁夏	工人	XX路XX号	
林小红	女	52	青海	教师	XX路XX号	
周大刚	男	67	新疆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	52	内蒙古	商人	XX路XX号	
周小芳	女	61	黑龙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	41	吉林	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	48	辽宁	护士	XX路XX号	
陈小明	男	58	河北	工人	XX路XX号	
林小红	女	53	山东	教师	XX路XX号	
周大刚	男	68	河南	干部	XX路XX号	
孙小华	男	53	江苏	商人	XX路XX号	
周小芳	女	62	浙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	42	安徽	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	49	湖北	护士	XX路XX号	
陈小明	男	59	湖南	工人	XX路XX号	
林小红	女	54	江西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	69	福建	干部	XX路XX号	
孙小华	男	54	广东	商人	XX路XX号	
周小芳	女	63	广西	医生	XX路XX号	
吴小强	男	43	四川	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	50	重庆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	60	贵州	工人	XX路XX号	
林小红	女	55	云南	教师	XX路XX号	
周大刚	男	70	陕西	干部	XX路XX号	
孙小华	男	55	甘肃	商人	XX路XX号	
周小芳	女	64	宁夏	医生	XX路XX号	
吴小强	男	44	青海	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	51	新疆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	61	内蒙古	工人	XX路XX号	
林小红	女	56	黑龙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	71	吉林	干部	XX路XX号	
孙小华	男	56	辽宁	商人	XX路XX号	
周小芳	女	65	河北	医生	XX路XX号	
吴小强	男	45	山东	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	52	河南	护士	XX路XX号	
陈小明	男	62	江苏	工人	XX路XX号	
林小红	女	57	浙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	72	安徽	干部	XX路XX号	
孙小华	男	57	湖北	商人	XX路XX号	
周小芳	女	66	湖南	医生	XX路XX号	
吴小强	男	46	江西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	53	福建	护士	XX路XX号	
陈小明	男	63	广东	工人	XX路XX号	
林小红	女	58	广西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	73	四川	干部	XX路XX号	
孙小华	男	58	重庆	商人	XX路XX号	
周小芳	女	67	贵州	医生	XX路XX号	
吴小强	男	47	陕西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	54	甘肃	护士	XX路XX号	
陈小明	男	64	宁夏	工人	XX路XX号	
林小红	女	59	青海	教师	XX路XX号	
周大刚	男	74	新疆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	59	内蒙古	商人	XX路XX号	
周小芳	女	68	黑龙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	48	吉林	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	55	辽宁	护士	XX路XX号	
陈小明	男	65	河北	工人	XX路XX号	
林小红	女	60	山东	教师	XX路XX号	
周大刚	男	75	河南	干部	XX路XX号	
孙小华	男	60	江苏	商人	XX路XX号	
周小芳	女	69	浙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	49	安徽	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	56	湖北	护士	XX路XX号	
陈小明	男	66	湖南	工人	XX路XX号	
林小红	女	61	江西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	76	福建	干部	XX路XX号	
孙小华	男	61	广东	商人	XX路XX号	
周小芳	女	70	广西	医生	XX路XX号	
吴小强	男	50	四川	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	57	重庆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	67	贵州	工人	XX路XX号	
林小红	女	62	云南	教师	XX路XX号	
周大刚	男	77	陕西	干部	XX路XX号	
孙小华	男	62	甘肃	商人	XX路XX号	
周小芳	女	71	宁夏	医生	XX路XX号	
吴小强	男	51	青海	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	58	新疆	护士	XX路XX号	
陈小明	男	68	内蒙古	工人	XX路XX号	
林小红	女	63	黑龙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	78	吉林	干部	XX路XX号	
孙小华	男	63	辽宁	商人	XX路XX号	
周小芳	女	72	河北	医生	XX路XX号	
吴小强	男	52	山东	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	59	河南	护士	XX路XX号	
陈小明	男	69	江苏	工人	XX路XX号	
林小红	女	64	浙江	教师	XX路XX号	
周大刚	男	79	安徽	干部	XX路XX号	
孙小华	男	64	湖北	商人	XX路XX号	
周小芳	女	73	湖南	医生	XX路XX号	
吴小强	男	53	江西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	60	福建	护士	XX路XX号	
陈小明	男	70	广东	工人	XX路XX号	
林小红	女	65	广西	教师	XX路XX号	
周大刚	男	80	四川	干部	XX路XX号	
孙小华	男	65	重庆	商人	XX路XX号	
周小芳	女	74	贵州	医生	XX路XX号	
吴小强	男	54	陕西	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	61	甘肃	护士	XX路XX号	
陈小明	男	71	宁夏	工人	XX路XX号	
林小红	女	66	青海	教师	XX路XX号	
周大刚	男	81	新疆	干部	XX路XX号	
孙小华	男	66	内蒙古	商人	XX路XX号	
周小芳	女	75	黑龙江	医生	XX路XX号	
吴小强	男	55	吉林	学生	XX路XX号	
郑小丽	女	62	辽宁	护士	XX路XX号	
陈小明	男	72	河北	工人	XX路XX号	
林小红	女	67	山东	教师	XX路XX号	
周大刚						

